

**Importance de la
transparence pour la
région Moyen-Orient
et Afrique du Nord**

Importance de la transparence pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord

2020 Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale

1818 H Street NW, Washington, DC 20433

Téléphone : 202-473-1000; Internet : www.worldbank.org

Certains droits réservés

1 2 3 4 23 22 21 20

Cet ouvrage a été établi par les services de la Banque mondiale avec la contribution de collaborateurs extérieurs. Les observations, interprétations et opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de la Banque mondiale, de son Conseil des Administrateurs ou des pays que ceux-ci représentent. La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données citées dans cet ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent ouvrage n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières.

Rien de ce qui figure dans le présent ouvrage ne constitue ni ne peut être considéré comme une limitation des privilèges et immunités de la Banque mondiale, ni comme une renonciation à ces privilèges et immunités, qui sont expressément réservés.

Droits et autorisations



L'utilisation de cet ouvrage est soumise aux conditions de la licence Creative Commons Attribution 3.0 IGO (CC BY 3.0 IGO) <http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/igo>. Conformément aux termes de la licence Creative Commons Attribution, il est possible de copier, de distribuer, de transmettre et d'adapter le contenu de l'ouvrage, notamment à des fins commerciales, sous réserve du respect des conditions suivantes :

Mention de la source—L'ouvrage doit être cité de la manière suivante : Arezki, Rabah; Lederman, Daniel; Abou Harb, Amani ; El-Mallakh, Nelly; Fan, Rachel Yuting; Islam, Asif; Nguyen, Ha; Zouaidi, Marwane. 2020. « Importance de la transparence pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord. » Bulletin d'information économique de la région MENA (avril), Washington, Banque mondiale. Doi : 10.1596/978-1-4648-1561-4. Licence : Creative Commons Attribution CC BY 3.0 IGO

Traductions—Si une traduction de cet ouvrage est produite, veuillez ajouter à la mention de la source de l'ouvrage le déni de responsabilité suivant : Cette traduction n'a pas été réalisée par la Banque mondiale et ne doit pas être considérée comme une traduction officielle de cette institution. La Banque mondiale ne saurait être tenue responsable du contenu de la traduction ni des erreurs qui peuvent y figurer.

Adaptations—Si une adaptation de cet ouvrage est produite, veuillez ajouter à la mention de la source le déni de responsabilité suivant : Cet ouvrage est une adaptation d'une œuvre originale de la Banque mondiale. Les idées et opinions exprimées dans cette adaptation n'engagent que l'auteur ou les auteurs de l'adaptation et ne sont pas validées par la Banque mondiale.

Contenu tiers—La Banque mondiale n'est pas nécessairement propriétaire de chaque composante du contenu de cet ouvrage. Elle ne garantit donc pas que l'utilisation d'une composante ou d'une partie quelconque du contenu de l'ouvrage ne porte pas atteinte aux droits des tiers concernés. L'utilisateur du contenu assume seul le risque de réclamations ou de plaintes pour violation desdits droits. Pour réutiliser une composante de cet ouvrage, il vous appartient de juger si une autorisation est requise et de l'obtenir le cas échéant auprès du détenteur des droits d'auteur. Parmi les composantes, on citera, à titre d'exemple, les tableaux, les graphiques ou les images.

Pour tous renseignements sur les droits et licences, s'adresser au service des publications de la Banque mondiale à l'adresse suivante : World Bank Publications, The World Bank Group, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA ; courriel : pubrights@worldbank.org.

ISBN (version électronique) : 978-1-4648-1561-4

DOI : 10.1596/978-1-4648-1561-4

Couverture : Billion Photos/Shutterstock

Table des matières

| | |
|---|-----------|
| Remerciements | iv |
| Abréviations | v |
| Préface | vi |
| Chapitre I : Le double choc du nouveau coronavirus et de l’effondrement des prix du pétrole | 4 |
| I.1 La propagation de la COVID-19 | 4 |
| I.2 L’effondrement des prix du pétrole | 6 |
| I.3 Vers un échelonnement des interventions des pouvoirs publics face au double choc | 8 |
| I.4 Quantifier les effets du double choc | 9 |
| I.5 La faible croissance chronique de la région MENA | 14 |
| I.6 L’amélioration de la transparence dans la région MENA peut accélérer la croissance | 15 |
| Chapitre II : Déséquilibres extérieurs, viabilité des finances publiques et transparence des données dans la région MENA | 20 |
| II.1 Viabilité des comptes courants | 20 |
| II.2 Viabilité des finances publiques : le manque de transparence complique les méthodes d’analyse existantes | 23 |
| Chapitre III : Lacunes des données, définitions et évaluation de la situation du marché du travail | 27 |
| III.1 La mesure du chômage dans la région MENA | 27 |
| III.2 La participation des femmes à l’activité économique : un problème générationnel ? | 33 |
| III.3 La pièce manquante : mesurer l’informel dans la région MENA | 38 |
| III.4 Conflits et participation des femmes à l’activité économique | 39 |
| Chapitre IV. Résumé des conclusions | 41 |
| Bibliographie | 42 |
| Annexes | 44 |
| Annexe A : Estimation de la relation entre la capacité statistique et la croissance économique | 44 |
| Annexe B : Modèle du MNACE pour le compte des transactions courantes | 46 |
| Annexe C : Viabilité des finances publiques | 50 |

Figures

Vue d'ensemble : Importance de la transparence pour la région Moyen-Orient et en Afrique du Nord

Chapitre I Le double choc du nouveau coronavirus et de l'effondrement des prix du pétrole

| | |
|---|----|
| Figure I.1 Perturbations de l'offre et de la demande dans la région MENA | 6 |
| Figure I.2 Prévisions de la demande mondiale de pétrole pour 2020 | 6 |
| Figure I.3 Prix du Brent et des contrats à terme | 7 |
| Figure I.4 Calculs approximatifs de l'effet de revenu de l'effondrement du prix du pétrole dans les économies de la région MENA | 7 |
| Figure I.5. Corrélations des coûts de la crise : révisions à la baisse de la croissance, exposition aux exportations de pétrole et sécurité sanitaire | 12 |
| Figure I.6 : Estimations fluctuantes des coûts de la crise – Évolution des prévisions de croissance de la Banque mondiale | 13 |
| Figure I.7 La faible croissance chronique de la région MENA | 14 |
| Figure I.8. Développement régional et capacité statistique | 17 |
| Figure I.9 Indice de capacité statistique dans la région MENA | 18 |

Chapitre II : Déséquilibres extérieurs, viabilité des finances publiques et transparence des données dans la région MENA

| | |
|--|----|
| Figure II.1. Soldes courants inexpliqués des pays de la région MENA | 22 |
| Figure II.2 Relation entre les soldes primaires et la dette antérieure – la région MENA et le reste du monde depuis 1990 | 26 |

Chapitre III: Lacunes des données, définitions et évaluation de la situation du marché du travail

| | |
|---|----|
| Figure III.1. Taux de chômage en milieu urbain et rural | 32 |
| Figure III.2. Taux de chômage par niveau d'instruction | 32 |
| Figure III.3. Taux de chômage par groupe d'âge | 33 |
| Figure III.4 Taux d'activité féminine | 33 |
| Figure III.5. Activité féminine anticipée en Égypte par groupes d'âge | 34 |
| Figure III.6 Taux d'activité féminine anticipés par groupes d'âge (GMD) | 34 |
| Figure III.7 Niveau d'instruction des femmes par groupes d'âge | 36 |
| Figure III.8. Taux d'activité aux États-Unis depuis 1890 | 39 |
| Figure III.9. Taux d'activité au Yémen, 1990-2018 | 39 |

Chapitre IV. Résumé des conclusions

TABLEAUX

Chapitre I Le double choc du nouveau coronavirus et de l'effondrement des prix du pétrole

| | |
|--|----|
| Tableau I.1. Écart-type des prévisions du secteur privé concernant la croissance du PIB en 2020 dans les économies de la région MENA | 9 |
| Tableau I.2. Incertitudes dans les prévisions de la Banque mondiale concernant la croissance, le compte courant et le solde budgétaire | 10 |
| Tableau I.3. Évolution des coûts estimés de la crise : prévisions de croissance de la Banque mondiale par rapport à octobre 2019 | 11 |

Chapitre II : Déséquilibres extérieurs, viabilité des finances publiques et transparence des données dans la région MENA

| | |
|--|----|
| Tableau II.1. Soldes primaires et structurels par rapport aux soldes primaires requis pour stabiliser la dette dans la région MENA, 2018 et 2019 | 24 |
| Tableau II.2 Communication de données sur la dette dans les pays de la région MENA | 26 |

Chapitre III: Lacunes des données, définitions et évaluation de la situation du marché du travail

| | |
|--|----|
| Tableau III.1. Définitions de l'emploi et du chômage du Bureau des statistiques relatives à la population active (États-Unis), de l'INSEE (France) et de l'OIT | 27 |
| Tableau III.2. Concordance des définitions de l'emploi et du chômage à travers la région MENA | 28 |
| Tableau III.3. Définitions de l'emploi et du chômage | 29 |
| Tableau III.4. Taux de chômage en Égypte en 2018 | 30 |
| Tableau III.5. Taux de chômage en Jordanie en 2016 | 30 |
| Tableau III.6. Taux de chômage en Tunisie en 2014 | 31 |
| Tableau III.7 : Décomposition de l'écart des taux d'activité entre jeunes femmes et femmes plus âgées | 37 |
| Tableau III.8 : L'emploi informel en Égypte, en Jordanie et en Tunisie | 38 |

Annexe A : Estimation de la relation entre la capacité statistique et la croissance économique

| | |
|---|----|
| Tableau A1 : Perte macroéconomique de PIB due à la baisse de l'indice de capacité statistique dans la région MENA (2005-2018) | 45 |
| Tableau A2 : Définitions relatives à la mesure de la capacité statistique | 45 |

Annexe B : Modèle du MNACE pour le compte des transactions courantes

| | |
|--|----|
| Tableau B1. Résumé des statistiques | 47 |
| Tableau B2. Estimation des déterminants des soldes courants à l'aide du modèle MNACE | 49 |

Annexe C: Viabilité des finances publiques

| | |
|---|----|
| Tableau C1 : Relation entre le solde primaire et la dette | 52 |
|---|----|

Encadrés

Chapitre I : Le double choc du nouveau coronavirus et de l'effondrement des prix du pétrole

| | |
|---|----|
| Encadré I.1. Transparence et indice de capacité statistique | 16 |
|---|----|

Chapitre III : Lacunes des données, définitions et évaluation de la situation du marché du travail

| | |
|--|----|
| Encadré III.1. La base de données mondiale GMD de la Banque mondiale et les données sur les ménages pour sept pays de la région MENA | 35 |
|--|----|

Remerciements

Le Bulletin d'information économique de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) est produit par le bureau de l'économiste en chef de la Banque mondiale pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MNACE). Ce rapport a été rédigé par Rabah Arezki (économiste en chef pour la région), Daniel Lederman (économiste en chef adjoint, chef d'équipe), Nelly El-Mallakh, Asif Mohammed Islam, Amani Abou Harb, Rachel Yuting Fan, Ha Minh Nguyen et Marwane Zouaidi.

Les macro-économistes de la Banque mondiale pour la région MENA, notamment Kevin Carey et Éric le Borgne (chefs de service aux Pôles mondiaux d'expertise), Khaled Alhmoud, Sara B. Alnashar, Sona Varma, Bledi Celiku, Damir Cosic, Wissam Harake, Majid Kazemi, Dalia Al Kadi, Naoko C. Kojo, Wael Mansour, Ashwaq Natiq Maseeh, Khalid El Massnaoui, Mamadou Ndione, Harun Onder, Saadia Refaat, Abdoulaye Sy et Hoda Youssef, ainsi que d'autres participants à l'atelier technique qui s'est tenu le 21 janvier 2020 à Washington, ont fourni de précieux commentaires qui ont contribué aux résultats préliminaires inclus dans les chapitres II et III. L'équipe a en outre reçu des retours inestimables des collègues suivants : Amatalalim Al-Soswa (consultant senior, MNACE, Banque mondiale), Robert Bou Jaoude (pour le compte du bureau de la Banque au Caire), et particulièrement Johannes Hoogeveen (chef de service au Pôle EMNPV), qui a procédé à la revue des travaux portant sur le lien entre la transparence des données et les résultats en matière de développement.

L'équipe exprime sa profonde gratitude à Najy Benhassine (directrice régionale pour la MENA) pour sa critique des modèles économétriques présentés dans ce rapport; Anna Bjerde (directrice des stratégies et opérations pour la MENA) pour nous avoir encouragés à clarifier le lien entre la transparence d'une part, et de mauvais résultats en matière budgétaire et sur le marché du travail d'autre part; et Ferid Belhaj (vice-président pour la MENA) pour nous avoir poussés à quantifier les coûts économiques potentiels du défaut de transparence. Nos directeurs des opérations, Jesko Hentschel, Kanthan Shankar et Marina Wes ont exigé des analyses plus approfondies et plus élargies du rôle de la transparence dans le développement et dans les opérations de la Banque mondiale. Les auteurs voudraient aussi mentionner, pour s'en féliciter, les critiques constructives et les commentaires reçus d'autres participants à une réunion de l'équipe de direction de la Banque mondiale pour la MENA tenue le 11 mars 2020.

Nous remercions Swati Raychaudhuri de l'appui administratif qu'il nous a fourni, et James L. Rowe Jr d'avoir édité le manuscrit du rapport. Notre gratitude va également à l'unité de Traduction, imprimerie et services multimédia du département des Solutions institutionnelles globales (GCS) du Groupe de la Banque mondiale. Enfin et surtout, un merci particulier à Nate Rawlings, Ashraf Al-Saeed et Radhia Achouri qui ont collaboré à l'édition de la section consacrée à la vue d'ensemble. Sans leurs encouragements constants, les messages du rapport seraient encore plus abscons qu'ils ne le sont actuellement. Les auteurs sont les seuls responsables des erreurs et omissions qui pourraient subsister.

Abréviations

| | |
|---------|---|
| AIE | Agence internationale de l'énergie |
| BLS | Bureau américain des statistiques du travail |
| CAPMAS | Agence centrale égyptienne pour la mobilisation publique et les statistiques |
| CCG | Conseil de coopération du Golfe |
| EAU | Émirats arabes unis |
| ENCDM | Enquête nationale sur la consommation et les dépenses des ménages |
| FMI | Fonds monétaire international |
| GHS | Indice de sécurité sanitaire mondiale |
| GMD | Base de données Global Micro Database |
| HIES | Enquête sur les revenus et les dépenses des ménages |
| ILOSTAT | Base de données de l'OIT sur les statistiques du travail |
| INSEE | Institut national de la statistique et des études économiques (France) |
| IPC | Indice des prix à la consommation |
| Mb/j | Millions de barils par jour |
| MENA | Moyen-Orient et Afrique du Nord |
| MNACE | Bureau de l'économiste en chef de la Banque mondiale pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord |
| MPO | Macro and Poverty Outlook |
| ODD | Objectifs de développement durable |
| OIT | Organisation internationale du travail |
| OMD | Objectifs du Millénaire pour le développement |
| OPEP | Organisation des pays exportateurs de pétrole |
| PIB | Produit intérieur brut |
| PPA | Parité de pouvoir d'achat |

Préface

Au moment où la pandémie de coronavirus déferle sur la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA), les rues se laissent aller à l'incertitude et à la peur. Les citoyens se tournent vers leurs gouvernants pour obtenir une réaction, mais des décennies d'absence de transparence ont fait le lit de la méfiance et sapé la crédibilité de nos États. Personne ne peut dire avec certitude si les nouvelles et les rapports qui lui parviennent au jour le jour sont vrais. Comme l'a bien résumé un citoyen de la région au sujet de la réaction des gouvernants face à la pandémie de COVID-19 : « quand vous perdez la confiance du peuple, même lorsque vous dites la vérité, on ne vous croit plus ».

Comme s'il ne suffisait pas qu'une pandémie survienne par temps d'agitation sociale, plus que toute autre région du monde, la région MENA est secouée par deux chocs distincts, quoique liés. Pendant que le virus se répand, les prix du pétrole s'effondrent, mettant à mal les recettes et les comptes budgétaires des pays exportateurs de l'or noir. Cette situation a des répercussions lourdes, bien qu'indirectes, sur les économies en développement de la région qui sont tributaires des envois de fonds, de l'investissement direct étranger et des transferts en provenance de leurs voisins fortunés du Conseil de coopération du Golfe.

Le Groupe de la Banque mondiale est résolu à aider les pays à surmonter ce double choc avec pour objectif de ne pas faire de laissés-pour-compte. Nous avons établi un mécanisme de financement d'urgence d'un montant de 14 milliards de dollars pour la lutte contre la COVID-19, et nous ne ménageons aucun effort pour intensifier nos opérations à un moment où les besoins de financement ne cessent de croître. Le 25 mars dernier, pendant qu'il présentait nos plans à nos Administrateurs, David Malpass a annoncé que le Groupe de la Banque mondiale s'engageait à mettre à disposition 160 milliards de dollars qui serviront à financer, durant les 15 prochains mois, des opérations conçues sur mesure pour répondre aux besoins de chaque pays, mais fortement axées sur la lutte contre la pauvreté et donnant une place de choix au financement à l'appui des politiques, à la protection des ménages les plus démunis et à la préservation de l'environnement. Le 24 mars, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international avaient déjà appelé à l'allègement de la dette des pays les plus pauvres, un appel réitéré dans l'allocution prononcée par le président Malpass devant le Groupe des 20 le 26 mars.

Alors que nous luttons contre la propagation du nouveau virus à travers le monde, les politiques conçues dans ce but et visant à atténuer ses répercussions sur les systèmes de santé publique, comme la fermeture de pans entiers de l'économie, ont manifestement des conséquences récessionnistes à court terme, à tout le moins, et des coûts sociaux potentiellement importants qui vont au-delà de la dégradation de la santé publique. Nous sommes engagés à apporter notre aide en mettant à disposition des financements et des compétences techniques.

Cependant, avec nos partenaires dans la région MENA, nous allons bientôt quitter le mode d'intervention d'urgence. À cet égard, la question qui se pose est de savoir si nous en sortirons plus forts qu'auparavant, dans l'espérance d'un avenir meilleur pour la région. Pour redonner espoir à nos citoyens, nous devons apprendre et changer. Après tout, lorsque le virus est arrivé dans la région, tout le monde — ses dirigeants, ses entrepreneurs, sa jeunesse instruite, sa société civile tout entière —, je veux dire tous les citoyens étaient déjà engagés dans des débats difficiles autour de l'évolution de leurs pays et de leurs perspectives de développement. Tous les aspects de la société semblaient remis en cause, de la nature des systèmes politiques aux considérations techniques des politiques sociales et macroéconomiques.

Par ce rapport, qui est un produit du bureau de notre économiste en chef pour la région, nous aspirons à contribuer à un nouveau discours public constructif, mais franc et sincère, sur ce que nous pouvons mieux faire ensemble après que les effets récessionnistes immédiats des chocs actuels se seront estompés. Je ne peux imaginer quoi que ce soit de plus important en termes de portée et de rayon d'action que de commencer tout de suite à discuter de la transparence dans le secteur public. Après tout, s'il est une leçon à tirer de la pandémie, c'est que la transparence dans la fourniture de l'information publique peut sauver des vies et améliorer les résultats économiques, y compris en renforçant la confiance de la société à l'égard de l'État. Ce qui est regrettable, c'est que la transparence laisse à désirer dans la région depuis des années, voire des décennies.

En fait, comme l'indique le rapport, depuis le début du XXI^e siècle, la croissance de la production par habitant dans toute la région MENA est inférieure à ce qui caractérise les autres économies ayant le même niveau de développement. Les auteurs soutiennent que si la région avait progressé au taux typique observé ailleurs dans le monde, elle serait au moins 20 % plus riche qu'elle ne l'est aujourd'hui.

Le manque de données et de transparence pourrait être en partie responsable de la faible croissance chronique dont souffre la région MENA. En effet, comme le démontre le rapport, cette région apparaît comme la seule au monde à avoir connu un véritable déclin au titre de l'indice de transparence des données (« indice de capacité statistique ») entre 2005 et 2018. Bon nombre de ses pays ont soit pris du retard dans leur capacité à produire des données, soit empêchent l'accès aux informations disponibles. Et pourtant, non seulement des données fiables et transparentes aident à améliorer les politiques publiques au fil du temps, mais elles renforcent également la confiance des populations à l'égard de l'État. Le manque de transparence est encore plus préjudiciable lorsque les systèmes sont exposés à des menaces graves comme la pandémie actuelle. Selon les auteurs, le déficit croissant de transparence des données dans la région a provoqué des pertes de revenu par habitant comprises entre 7 et 14 %, il est donc plausible qu'il explique la plus grande part des pertes de revenu accumulées au XXI^e siècle par rapport aux taux de croissance typiques des autres pays du monde. Bien qu'il n'existe pas de modèle économétrique inattaquable, et qu'en ma qualité de juriste de formation, je ne puisse émettre un avis sur ces questions techniques, les éléments présentés dans ce rapport méritent une attention toute particulière.

Le manque de données et de transparence remet en cause la crédibilité des analyses portant sur de nombreux sujets importants, comme la performance des entreprises publiques, la passation des marchés publics, la répartition de précieux actifs comme la terre et la mobilisation des investisseurs privés étrangers ; il aggrave même les problèmes macroéconomiques et les maux qui minent les marchés de l'emploi dans nos pays. Vu que la qualité des politiques économiques dépendra de l'information à partir de laquelle elles sont élaborées, la logique veut que le manque de transparence dans la région MENA empêche l'élaboration de politiques efficaces. Pour ma part, je suis fermement convaincu que lorsqu'il est fondé sur des données probantes, le débat sur les politiques à mener peut accélérer le rythme du développement économique à long terme.

Le présent rapport s'applique courageusement à poser la question du manque de transparence et en même temps à montrer dans quelle mesure des éléments d'information cruciaux font défaut dans le dialogue sur les politiques régionales. Il est difficile de penser à des défis à long terme plus importants pour la région MENA que l'accélération de la croissance économique, la réduction des vulnérabilités en matière de finances publiques et l'amélioration de la performance des marchés du travail. Cependant, les auteurs prétendent que dans ces domaines, soit il manque des informations sur les indicateurs publiés, soit ceux-ci sont ambigus. En peu de mots, le rapport met en lumière les aspects obscurs du débat crucial en cours sur les politiques économiques.

Les griefs à l'origine des manifestations qui ont secoué la région tout entière ne peuvent être réglés qu'en rétablissant la confiance. La pandémie de coronavirus a exposé les enjeux au grand jour : il ne s'agit ni plus ni moins que de l'existence et la prospérité humaines. Aujourd'hui plus que jamais auparavant, un nouveau contrat social est nécessaire, et le processus de guérison commence par la transparence et la responsabilité. Le rapport montre de façon fort convaincante que la transparence peut, par voie de conséquence, conduire à la croissance et à la prospérité à travers la région MENA dans les années et les décennies à venir.

Je vous invite à étudier ce rapport et à déterminer par vous-même si la région MENA a besoin de plus d'éclairage pour espérer un avenir plus prospère basé sur une plus grande confiance de la société à l'égard de l'État.

Ferid Belhaj
Vice-président
Région Moyen-Orient et Afrique du Nord
Groupe de la Banque mondiale

Vue d'ensemble : Importance de la transparence pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord

Une fois de plus, la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) est en proie à des troubles sociaux. L'incapacité de nombreux gouvernements à fournir des services publics financièrement accessibles et de qualité — santé, éducation, eau et électricité — limite toute possibilité d'amélioration. Corruption et mauvaise gestion sont toutes deux en cause, et la perception du public selon laquelle l'État n'est pas en mesure de redresser la situation engendre le besoin d'imposer un nouveau système de responsabilité.

Les populations descendent dans la rue pour exprimer leur frustration et exiger un changement. Pour citer un manifestant critique de l'élite dirigeante : « Ce sont les mêmes personnes depuis 30 ans. L'objet principal de cette révolution, c'est de faire quelque chose pour les pauvres — en matière d'emploi, de services, d'éducation »¹.

Le mot le plus important ici est peut-être «révolution». La montée des frustrations sociales n'a rien de surprenant. Après tout, depuis plusieurs décennies, la région MENA affiche une croissance atone, une situation macroéconomique fragile et des marchés du travail stagnants.

Le présent rapport appelle l'attention sur l'une des causes profondes de cette frustration — le manque de transparence dans la région, qui s'entend comme la pauvreté de données publiées répondant aux normes minimums internationalement reconnues en matière de définition des principaux indicateurs économiques et sociaux. À l'aide d'arguments techniques, il analyse le défaut de transparence notable dans la région et les liens entre celui-ci et la faiblesse de la croissance, la fragilité macroéconomique et la stagnation des marchés du travail.

Le manque de transparence est encore plus préjudiciable lorsque les systèmes sont exposés à de graves menaces comme la pandémie actuelle de COVID-19. Les ramifications du manque de confiance engendré par le déficit de transparence sont particulièrement frappantes lorsque les citoyens ne savent plus quoi croire : nous l'avons vu à maintes reprises au cours de nombreuses décennies, la crédibilité, une fois entamée, est difficile à restaurer. Comme l'a bien résumé un citoyen de la région au sujet de la réaction des dirigeants face à la pandémie de COVID-19 : « Quand vous perdez la confiance du peuple, même lorsque vous dites la vérité, on ne vous croit plus »².

Perdre sa crédibilité durant une crise telle qu'une pandémie peut être létal. Le manque de transparence à travers la MENA se décline sous plusieurs formes — du manque de données de manière générale aux difficultés d'accès à l'information lorsqu'elle existe et à la fiabilité douteuse de cette information. On a laissé le mal empirer et s'enraciner profondément dans les diverses institutions de la région. Aujourd'hui, les conséquences peuvent être désastreuses.

La maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) aura probablement des répercussions sur la croissance économique, au moins dans un proche avenir. En raison du double choc associé à la propagation du virus et à la faiblesse des prix du pétrole, les économistes de la Banque mondiale prévoient une baisse de la production dans la région MENA en 2020. Cette annonce contraste fortement avec les prévisions publiées en octobre 2019, qui faisaient état d'un taux de croissance de 2,6 %. La révision à la baisse des prévisions de croissance de 3,7 points de pourcentage donne sans contexte une idée des coûts associés au double choc de la COVID-19 et de l'effondrement des prix du pétrole. Cependant, les estimations de coûts sont hautement incertaines et pourraient évoluer pendant l'année, lorsque de nouvelles informations seront disponibles. Le rapport comporte une analyse des dernières prévisions de croissance émanant aussi bien du secteur privé que des économistes de la Banque mondiale.

Ce qui importe peut-être davantage, c'est que depuis le début du XXI^e siècle, la croissance de la production par habitant dans toute la région est inférieure à ce qui caractérise les autres économies présentant les mêmes niveaux de développement. Si la production

¹ Reuters, 2019. Lebanon a 'beautiful idea' in need of a reboot, say protesters (7 novembre 2019).

² <https://www.pbs.org/newshour/show/in-iran-government-distrust-rises-amid-deadly-outbreak-of-novel-coronavirus>

par habitant dans la MENA avait progressé au même rythme que celle d'une économie typique (médiane) comparable durant les deux dernières décennies, le PIB réel par habitant de la région serait au moins 20 % plus élevé qu'il ne l'est aujourd'hui. Et cet indicateur est, par définition, médiocre.

La faible croissance de la MENA est sans doute due en grande partie au déficit de données et de transparence. Dans beaucoup de pays de la région, soit la capacité statistique augmente lentement, soit l'accès à l'information est limité, deux situations qui donnent lieu à des politiques inefficaces. Tout comme le manque d'informations sur la propagation d'un virus constitue un frein à la réponse des pouvoirs publics et de la société, le manque de données et l'imprécision des indicateurs de la dette publique et du chômage limitent la capacité des autorités nationales à remédier à ces problèmes de développement qui perdurent.

Le présent rapport fait valoir que des données fiables et transparentes peuvent aider à améliorer les politiques publiques au fil du temps, et à renforcer la confiance des populations à l'égard de l'État. En fait, le rapport constate qu'il existe depuis 2005 une corrélation empirique étroite entre les capacités statistiques — y compris la publication régulière de données micro et macroéconomiques — et la croissance économique. Cette corrélation semble être au moins aussi forte (sinon plus) que celle observée entre l'éducation et la croissance. De plus, des éléments probants issus de cinq modèles donnent à penser que la baisse de la transparence observée dans la région MENA entre 2005 et 2018 pourrait avoir entraîné une perte de revenu par habitant comprise entre 7 et 14 %.

La fragilité macroéconomique de la MENA est aussi passée au premier rang des préoccupations ces dernières années. À cet égard, le rapport présente une batterie de tests sur les vulnérabilités des comptes courants et des comptes budgétaires dans la région et le reste du monde, mais la crédibilité de telles analyses dépend de la transparence des données. Les pays de la MENA ne produisent généralement pas d'états sur la dette publique nette, laquelle est pourtant un élément essentiel d'évaluation de la viabilité de la dette. Même en ce qui concerne la dette publique brute, les pays de la région appliquent des normes de communication très variables. Les économistes de la Banque mondiale et d'autres analystes externes n'ont pas accès à des informations vitales sur de nombreux types de dettes publiques. De ce fait, toute évaluation de la viabilité de la dette publique de la région est à prendre avec des pincettes.

Dans ce contexte, et compte tenu du manque de transparence des indicateurs de la dette, les analyses présentées dans ce rapport donnent à penser que les pays de la région MENA restent confrontés à d'énormes difficultés macroéconomiques. Premièrement, trois économies en développement de la région ont apparemment des déficits courants insoutenables, qui sont dus à un faible PIB par habitant en âge de travailler. En d'autres termes, la faiblesse de la croissance a fragilisé la situation macroéconomique externe de certaines économies de la région. Deuxièmement, en 2019, 11 pays de la région semblaient suivre des trajectoires budgétaires non viables — ce qui veut dire que leurs soldes budgétaires primaires étaient insuffisants pour stabiliser leurs ratios déclarés d'endettement brut. En revanche, les auteurs ont trouvé des éléments encourageants (mais aussi imparfaits, en raison des contraintes de données) qui indiquent que pris ensemble, les pays en développement de la région MENA ont connu une trajectoire budgétaire plus soutenable, en moyenne, que le reste de la planète ces dernières années. Dans tous les cas, le manque de transparence des indicateurs de la dette dans la MENA — qu'ils soient bons ou mauvais — limite notre capacité à tirer des conclusions fermes sur les facteurs de vulnérabilité de la région du point de vue des finances publiques.

Le marché du travail est un autre domaine dans lequel la région MENA est confrontée à des défis et obstacles importants à cause du défaut de transparence, qui prennent la forme d'indicateurs de résultat imprécis. Entre autres défis, on peut citer la persistance de taux de chômage déclarés élevés et une faible participation des femmes à l'activité économique. Ces questions sont liées aux déséquilibres insoutenables des comptes courants et aux politiques budgétaires périlleuses des pays de la région, le faible taux d'emploi de la population en âge de travailler s'expliquant à la fois par des déséquilibres extérieurs et des sources de revenus insuffisantes.

Un des principaux défis qui minent les marchés du travail est le manque d'uniformité dans la définition de « l'emploi ». Un examen des normes et définitions associées aux résultats du marché du travail dans la région MENA montre que les pays de la région

utilisent des définitions de l'emploi diverses et souvent imprécises, qui ont une incidence sur les indicateurs du chômage et de l'informel, et ne sont guère harmonisées — soit au niveau de la région soit par rapport aux normes internationales. En fait, dans les pays pour lesquels il existe des données représentatives de la situation nationale de la main-d'œuvre de sources indépendantes pour ces dernières années (Égypte, 2018; Jordanie, 2016; et Tunisie, 2014), les auteurs n'ont pas été en mesure de retrouver les taux de chômage officiels. Le présent rapport fait valoir que ces incohérences ne sont pas sans conséquence, car elles donnent une fausse idée du rôle des femmes et du monde rural dans les marchés du travail nationaux. Disons simplement qu'il serait souhaitable d'avoir accès aux enquêtes officielles sur la population active de tous les pays pour engager un dialogue éclairé sur les définitions et les méthodes.

Par voie de conséquence, le rapport évalue la grande difficulté à accroître les taux d'activité des femmes dans la région MENA, ce qui est pourtant essentiel pour relever le PIB par habitant en âge de travailler. Les données recueillies (en se fondant sur les définitions de l'emploi et du chômage acceptées au niveau international) indiquent que la participation des femmes à l'activité économique pourrait être un problème générationnel, car elle a tendance à être plus élevée chez les jeunes. Les différences s'expliquent en grande partie par l'éducation. Parce que les jeunes femmes sont de plus en plus instruites par rapport aux générations précédentes, elles sont plus susceptibles d'intégrer le monde du travail. Dans nos analyses, nous constatons que l'éducation explique entre 5 et 12 % de l'écart intergénérationnel entre les taux d'activité, tandis que la structure familiale (notamment le mariage et les enfants) n'est pas un paramètre aussi important. Ces constatations sont de bon augure pour l'avenir de la région. Il convient néanmoins de noter qu'elles ne sont pas imputables à des indicateurs imprécis, puisque les analyses réalisées se fondent sur des définitions harmonisées et internationalement reconnues de l'emploi et du chômage des femmes. La question qui se pose alors est de savoir si la région peut se permettre d'attendre l'avènement de nouvelles générations de jeunes femmes instruites pour que les taux nationaux d'activité des femmes augmentent.

De plus, les données historiques d'une économie avancée et les données récentes du Yémen indiquent que le taux d'activité des femmes a tendance à augmenter en période de conflit, lorsque les hommes sont moins nombreux sur le marché du travail. S'il existe des motifs raisonnables de croire que l'accroissement des taux d'activité des femmes pourrait constituer une lueur d'espoir dans des économies en conflit, il reste à voir si cette participation restera élevée après le retour de la paix, comme aux États-Unis au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

Les griefs à l'origine des manifestations à travers la région ne peuvent être réglés qu'en rétablissant la confiance. Un nouveau contrat social commence par l'instauration de la transparence et la responsabilité, qui à leur tour favorisent la croissance, des analyses plus robustes de la viabilité des finances publiques, et des politiques plus propices à la lutte contre les déséquilibres macroéconomiques et les problèmes du chômage qu'on a laissés dégénérer pendant des années — voire des décennies. Avec de la transparence, on pourra asseoir la prospérité et la confiance sociale dans les pays de la MENA durant les années et les décennies à venir.

CHAPITRE I : LE DOUBLE CHOC DU NOUVEAU CORONAVIRUS ET DE L'EFFONDREMENT DES PRIX DU PÉTROLE

Points clés du chapitre I :

- Les économies du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord sont confrontées à un double choc sans précédent, qui est dû à la propagation de la nouvelle maladie à coronavirus (COVID-19) et à l'effondrement des prix du pétrole.
- La propagation de la COVID-19 a d'importantes répercussions négatives sur l'offre et la demande.
- La chute des prix du pétrole entraîne une diminution des revenus dans la région MENA. Elle est ressentie directement par les exportateurs de pétrole et indirectement par les importateurs de pétrole en raison de la réduction des envois de fonds, des investissements étrangers et des prêts souverains.
- Selon une estimation préliminaire, les coûts économiques de la crise en 2020 seraient équivalents à 3,7 % de la production régionale.
- Cette estimation reste hypothétique, car les coûts dépendront des réactions des pouvoirs publics et de la société face à ce double choc.
- Mais la région MENA souffre depuis des décennies d'une faible croissance par rapport au reste du monde, en ce qui concerne notamment le PIB par habitant.
- Les faibles taux de croissance enregistrés depuis longtemps sont imputables en partie au déclin de la transparence des données dans la région.

Les économies du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) sont confrontées à un double choc sans précédent, qui est dû à la propagation de la COVID-19 et à l'effondrement des prix du pétrole. Alors qu'une récession mondiale se profile, la région MENA est déjà aux prises avec un mécontentement social qui a poussé des manifestants dans la rue. Ce double choc a des répercussions négatives sur l'offre, la demande et les revenus, et exacerbe davantage les problèmes économiques et sociaux existants.

I.1 La propagation de la COVID-19

Le 31 décembre 2019, les autorités chinoises ont signalé à l'Organisation mondiale de la santé (OMS) les premiers cas d'une infection due à un nouveau coronavirus. Ce nouveau virus, à l'origine de la COVID-19, peut produire des symptômes de type grippal qui sont parfois plus graves et présentent un risque de décès plus élevé que la grippe.

Outre son bilan humain, ce virus pèse sur les économies de la région MENA de quatre manières : la détérioration de la santé publique; la baisse de la demande mondiale de biens et services de la région; le recul de l'offre et la demande intérieures; et surtout, la chute des prix du pétrole.

▸ La détérioration de la santé

Au 23 mars 2020, la nouvelle maladie à coronavirus 2019 s'était propagée dans plus de 177 pays et territoires et on dénombrait plus de 360 000 cas et 15 000 décès³. Cette pandémie perturbe considérablement l'activité économique à l'échelle planétaire. Elle est déjà présente dans la région MENA, notamment en Iran, qui est le pays le plus durement frappé avec plus de 23 000 cas signalés et 1 400 décès au 23 mars. D'autres pays de la région ont également signalé des infections. En réponse, les gouvernements ferment les écoles, imposent des restrictions aux entreprises et limitent les rassemblements publics. Ces efforts, bien que jugés nécessaires pour ralentir la propagation du virus — notamment

³ <https://www.worldometers.info/coronavirus/>

en raison du peu d'informations disponibles en temps réel sur son ampleur et sa propagation — entraveront sans aucun doute l'activité économique.

La capacité à contenir le virus dépend de la solidité des systèmes de santé publique des pays de la région MENA et des politiques sanitaires mises en place pour s'y attaquer. Et ces politiques sont fonction du nombre d'infections et de leur lieu de propagation. L'épidémie peut être concentrée à certains endroits, que l'on considère comme des « points chauds ». La transparence des données et l'échange d'informations sont essentiels, car les pouvoirs publics et les citoyens doivent unir leurs efforts pour modifier les comportements sociaux dans le but d'aplatir la courbe des infections. Faut de quoi, les systèmes de santé publique pourraient être débordés. Il s'ensuit que les sociétés où l'échange d'informations publiques est opaque sont également parmi les plus vulnérables à une pandémie. Cet aspect est illustré par le relatif succès remporté par la Corée du Sud dans sa lutte contre le virus. Comme l'a déclaré le ministre sud-coréen des Affaires étrangères, Kang Kyung-wha, dans un entretien : « Le principe de base est l'ouverture, la transparence et l'information complète du public » (BBC, 2020).

La région MENA est particulièrement vulnérable. Elle se classe à l'avant-dernier rang de toutes les régions à l'indice de sécurité sanitaire mondiale⁴, et au dernier rang pour ce qui est à la fois des « ressources humaines en épidémiologie » et des « activités de préparation et de réaction aux situations d'urgence ». La situation est plus grave encore dans les pays en proie à un conflit. Les guerres en Syrie et au Yémen entraveront selon toute probabilité le bon fonctionnement de leurs systèmes de santé.

▸ La baisse de la demande mondiale

Les difficultés économiques mondiales et la perturbation des chaînes de valeur à l'échelle planétaire réduiront la demande de biens et services en provenance de la région, notamment dans les secteurs du pétrole et du tourisme. Les répercussions de l'effondrement des prix du pétrole sont examinées à la section I.2.

Le secteur du tourisme de la région MENA est touché à double titre. Premièrement, de nombreux pays de la région et autres imposent des restrictions de voyage. Deuxièmement, le ralentissement de l'économie mondiale et les efforts de distanciation sociale entraînent une diminution du nombre de touristes se rendant à l'étranger, y compris au sein de la région MENA. De plus, la forte réduction des déplacements à l'échelle mondiale aura également une incidence négative sur les prix du pétrole, qui sont déjà très bas.

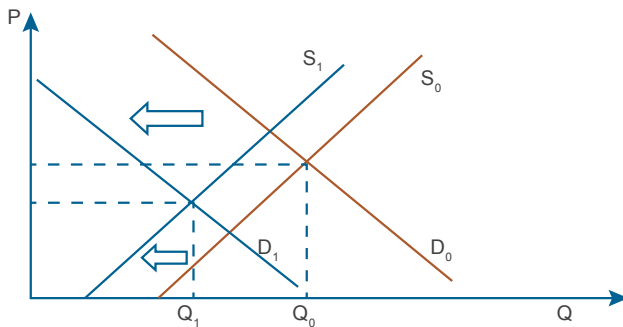
▸ Le recul de l'offre et la demande intérieures au sein de la région MENA

La propagation de la COVID-19 a des répercussions négatives sur l'offre comme sur la demande. Du côté de l'offre, ces répercussions ont deux origines. La première est liée à la diminution de la main-d'œuvre disponible — directement lorsque les travailleurs sont malades à cause du virus et indirectement lorsque les restrictions de voyage, les mesures de quarantaine ou la nécessité de s'occuper de proches ou d'enfants malades empêchent les employés de travailler. La seconde est due à la réduction des fournitures, du capital et des biens intermédiaires en raison des perturbations dans les transports et les entreprises.

Des effets similaires ont été observés lors de la pandémie de grippe espagnole qui avait frappé les États-Unis en 1918. Selon Correia et al. (2020), cette pandémie avait également eu des conséquences négatives sur l'offre et la demande. Les localités des États-Unis où les taux de mortalité étaient les plus élevés avaient connu des baisses plus importantes de l'activité manufacturière, des actifs bancaires et des dépenses en biens de durables. Peut-être plus important encore du point de vue de l'action des pouvoirs publics, les données de 1918 indiquent que les localités ayant mis en œuvre des mesures de confinement

⁴ <https://www.ghsindex.org/>

Figure I.1 Perturbations de l'offre et de la demande dans la région MENA



et d'atténuation plus strictes, telles que la distanciation sociale et la limitation des interactions sociales, sont celles qui ont connu les reprises économiques les plus rapides par la suite. La question connexe de l'échelonnement des interventions des pouvoirs politiques est examinée plus avant à la section I.3.

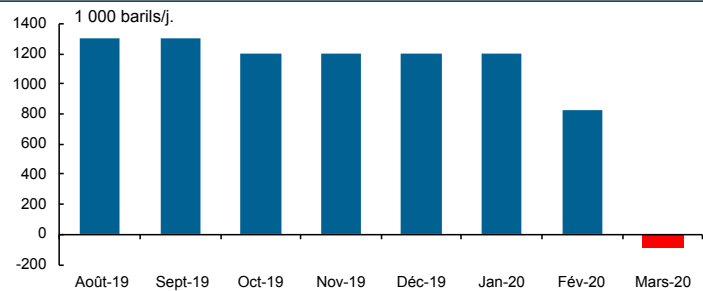
Les perturbations de l'offre et de la demande sont illustrées à la figure I.1. Les courbes initiales de l'offre et de la demande sont D_0 et S_0 et la production initiale est Q_0 . Sous l'effet de la propagation du virus dans la région, les deux courbes se déplacent vers la gauche et produisent un nouvel équilibre de la production Q_1 , qui entraîne une diminution de la production et des revenus même si l'effet net sur l'inflation est ambigu (la figure I.1 illustre un scénario de baisse des prix). Nul ne connaît l'ampleur du recul de l'offre et de la demande. Il dépendra de la diffusion d'informations sur la

propagation du virus et des réactions de pouvoirs publics en matière de santé. Les prévisions ou estimations de l'activité économique future doivent donc être utilisées avec une grande prudence et sont susceptibles de changer lorsque de nouvelles informations seront disponibles.

I.2 L'effondrement des prix du pétrole

L'effondrement des prix du pétrole exacerbe l'incidence de la COVID-19 et réduit fortement les revenus de nombreuses économies de la région MENA. La publication des taux de mortalité en Chine a entraîné une forte baisse des cours de l'or noir. En raison du rôle de plus en plus important que joue la Chine sur les marchés mondiaux de produits de base, tout recul de son économie devrait considérablement réduire la demande mondiale. En outre, la crainte et l'incertitude mondiales liées à la propagation du virus ont tout lieu d'entraver les décisions d'investissement en Chine et ailleurs, avec pour effet d'accroître les pressions sur la demande et sur les prix du pétrole. Dans son rapport de mars 2020, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) prévoit que pour la première fois depuis 2009, la croissance de la demande mondiale de pétrole baissera en 2020 (voir figure I.2). Selon ce rapport, la baisse de la demande atteindra 0,09 million de barils par jour (Mb/j) en 2020, soit 1,1 Mb/j de moins que les prévisions publiées par l'AIE un mois plus tôt.

Figure I.2 Prévisions de la demande mondiale de pétrole pour 2020

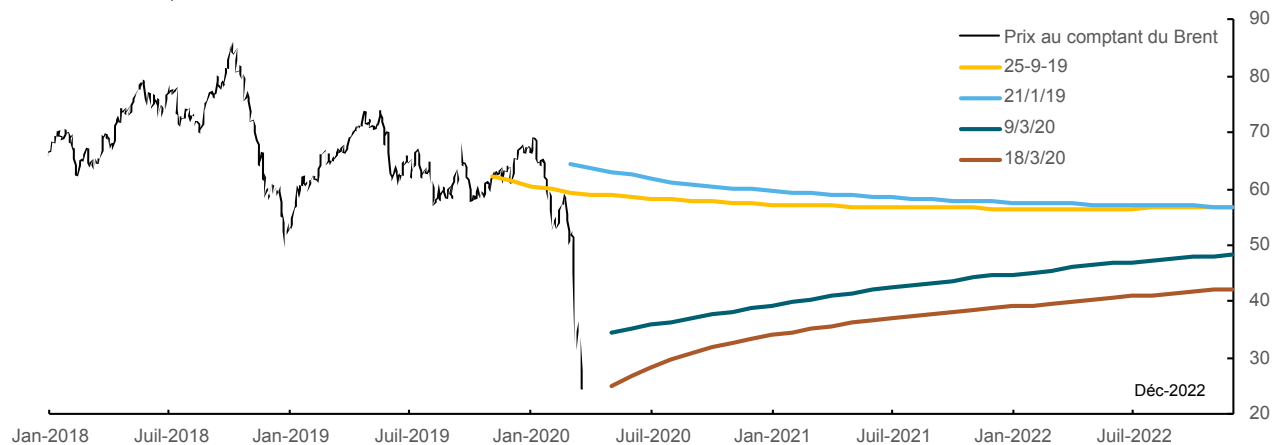


Source : Agence internationale de l'énergie
 Note : L'axe horizontal indique les dates des différentes prévisions de la demande mondiale en 2020 publiées par l'AIE.

Face à la baisse de la demande de pétrole, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a proposé, le 5 mars, une réduction de la production de 1,5 Mb/j pour le deuxième trimestre 2020, dont 1 Mb/j pour les pays de l'OPEP et 0,5 Mb/j pour les producteurs hors OPEP mais alignés, principalement la Russie. Le lendemain, la Russie a rejeté cette proposition, incitant ainsi l'Arabie saoudite — le premier exportateur mondial — à porter sa production à 12,3 Mb/j, soit sa pleine capacité. L'Arabie saoudite a également annoncé des rabais sans précédent de près de 20 % sur ses principaux marchés (voir Arezki et Fan, 2020). La hausse de l'offre, associée à la baisse de la demande, a entraîné l'effondrement des prix du pétrole, qui ont atteint 31,1 dollars le baril le lundi 9 mars, puis environ 25 dollars le baril le 18 mars (voir figure I.3). La courbe des contrats

Figure I.3 Prix du Brent et des contrats à terme

(dollars le baril ; dates d'expiration sur l'axe des x)



Source : Bloomberg, L.P.

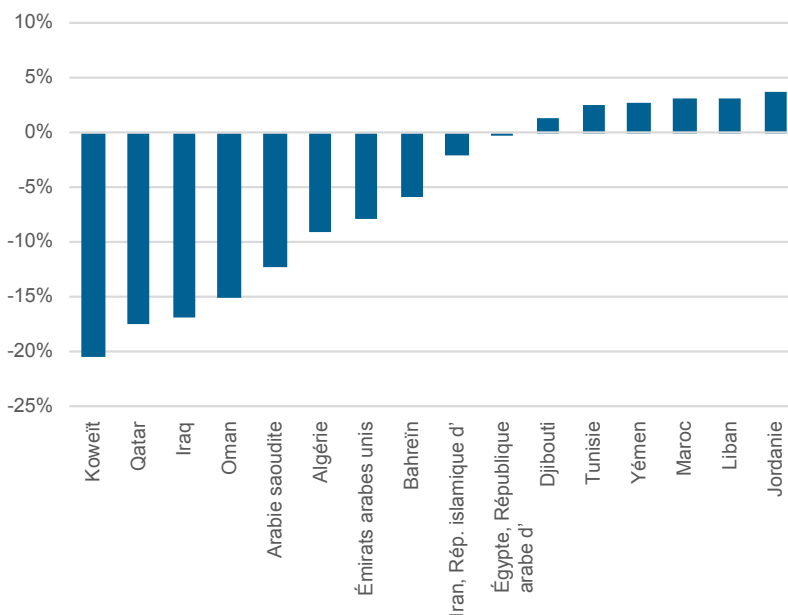
Note : La ligne noire indique le prix au comptant du Brent. Les lignes de couleur représentent les prix à terme du Brent le 25 septembre 2019, le 21 janvier 2020, le 9 mars 2020, après la désintégration de l'alliance OPEP+, et le 18 mars 2020.

à terme, orientée à la hausse, semble indiquer que le marché anticipe un redressement des prix, bien que lent, jusqu'à environ 43 dollars le baril vers la fin de 2022. Ces prévisions sont bien sûr incertaines.

L'effondrement des prix du pétrole a eu un énorme effet négatif direct sur les revenus des exportateurs de pétrole de la région MENA. Il a également mis à mal les importateurs de pétrole, même si, en règle générale, la baisse des prix est favorable aux économies importatrices et défavorable aux pays exportateurs. Pour se faire une idée de l'ampleur de l'effet de revenu réel, il suffit de multiplier la différence entre la production et la consommation (exportations nettes) en pourcentage du PIB par la baisse en points de pourcentage des prix du pétrole (voir figure I.4). Si l'on suppose, à titre d'exemple, que ces prix restent inférieurs de 48 % à leur niveau de 2019, le Koweït, dont les exportations nettes représentent 43 % de son PIB, connaîtrait une baisse de son revenu réel d'environ 20 % de son PIB, tandis que le Maroc, qui importe du pétrole, connaîtrait une augmentation de son revenu réel équivalente à 3 % de son PIB.

Cependant, dans la région MENA, il est probable que les pays importateurs pâtiront également de la baisse des prix du pétrole, en raison de la diminution de

Figure I.4 Calculs approximatifs de l'effet de revenu de l'effondrement du prix du pétrole dans les économies de la région MENA



Source : Calculs des auteurs à partir des données des Perspectives de l'économie mondiale.

Note : Les prix du pétrole sont ceux du 13 mars 2020, avec une prévision de 33,4 dollars le baril pour 2020, soit 48 % de moins que le prix de 2019 (64 dollars le baril).

l'investissement direct étranger, des envois de fonds et des subventions des exportateurs à revenu élevé de la région. La situation économique des importateurs de pétrole de la région MENA est donc liée à celle des pays exportateurs.

Les deux chocs de la COVID-19 et de l'effondrement des prix du pétrole sont étroitement liés, mais distincts. D'une part, la composante «demande» du choc pétrolier est liée à la forte baisse de la consommation de pétrole découlant des répercussions négatives de la propagation de la COVID-19 sur l'offre et la demande. La rapidité de la reprise dépendra de la vitesse et de la détermination avec lesquelles les pouvoirs publics prendront des mesures pour atténuer les perturbations économiques et financières dues à la crise sanitaire. D'autre part, la composante «offre» du choc pétrolier devrait persister et maintenir une pression à la baisse sur les prix du pétrole pendant un certain temps.

1.3 Vers un échelonnement des interventions des pouvoirs publics face au double choc

Une approche en deux niveaux peut être adoptée pour faire face à ce double choc. La première est immédiate et concerne l'urgence sanitaire, alors que la seconde porte sur des réformes tournées vers l'avenir. Les autorités pourraient échelonner et adapter leurs interventions en fonction de la gravité des chocs. Il pourrait être souhaitable de se concentrer dans un premier temps sur la réponse à l'urgence sanitaire et au ralentissement économique associé. Le rééquilibrage budgétaire et les réformes structurelles liés à la baisse continue des prix du pétrole et aux défis préexistants sont également très importants, mais avec un soutien extérieur adéquat, peuvent attendre que l'urgence sanitaire s'estompe. Après la crise, des réformes sans incidence sur le budget, notamment en ce qui concerne la transparence de la dette et les entreprises publiques, seront également à l'ordre du jour.

Pour s'attaquer à la COVID-19, les autorités budgétaires pourraient prioriser les dépenses de santé, notamment la production ou l'acquisition de kits de dépistage, la mobilisation et la rémunération des personnels de santé, l'ajout d'infrastructures de soins de santé et la préparation de campagnes de vaccination. Elles pourraient utiliser des transferts monétaires ciblant les ménages vulnérables et soutenir le secteur privé, y compris les entreprises du secteur informel (voir Arezki et Nguyen, 2020).

Parallèlement, il est essentiel de venir en aide aux nombreux travailleurs du secteur informel, car ils ne bénéficient d'aucun filet de protection. Le chapitre III fournit des estimations de la main-d'œuvre informelle dans la région MENA, qui peut atteindre 70 % des actifs. Beaucoup d'entre eux travaillent au jour le jour. Compte tenu du grand nombre de travailleurs informels et des contraintes liées à l'emprunt dans de nombreux pays en développement de la région MENA, une aide ciblée, comparativement plus importante pour les économies concernées que dans les pays avancés, est vitale. Les modèles réussis de déploiement rapide de la technologie pour lutter contre la COVID-19 et cibler l'aide peuvent être analysés et reproduits⁵. L'ouverture des flux d'information, le renforcement de la transparence et la publication des données pour réduire les fuites sont des éléments essentiels des transferts monétaires ciblés, qui sont indispensables pour ralentir la propagation du virus, accélérer la reprise économique et limiter l'accroissement de la pauvreté. Pour réduire le risque d'instabilité financière, les autorités compétentes de la région MENA peuvent réduire les taux d'intérêt et injecter des liquidités dans le système bancaire. Lorsque l'inflation est faible, l'injection de liquidités et les transferts monétaires ciblés pourraient même être financés par de la «monnaie hélicoptère», c'est-à-dire essentiellement de la monnaie imprimée par les banques centrales (Gali, 2020).

La lutte contre la propagation du nouveau coronavirus et ses conséquences économiques et sociales sera encore plus difficile si les coffres de l'État sont vides. Les balances des paiements et les finances publiques sont largement déficitaires dans de nombreux pays de la région MENA. Beaucoup de ces pays ont également des primes de risque souverain élevées et il leur sera difficile d'obtenir des emprunts extérieurs supplémentaires sur les marchés privés. De plus, les pays ayant un taux de change fixe auront du mal à utiliser la monnaie hélicoptère en raison du conflit entre l'impression de la monnaie et le maintien d'une unité de référence. La région aura besoin d'un fort soutien international pour l'aider à traverser cette période extrêmement difficile.

⁵ L'expérience de Taiwan est décrite dans Foreign Affairs (2020).

I.4 Quantifier les effets du double choc

La comparaison des prévisions de croissance avant et après le double choc donne une bonne indication des coûts pouvant lui être imputés. Cela dit, s'il est relativement simple de prédire que la croissance de la région MENA va reculer, il est beaucoup plus difficile de prévoir cette future croissance avec précision. D'une part, parce que les économistes ont généralement du mal à prévoir les forts ralentissements économiques (An et al., 2018). D'autre part, parce que les chocs négatifs rares et importants, désignés par l'expression « cygne noir », sont encore plus difficiles à prévoir que les récessions ordinaires (Vegh et al., 2018). En période de crise, l'écart entre les différentes prévisions a tendance à s'accroître, en raison des divergences de vues des économistes sur l'évolution économique future alors que tout peut sembler plausible. Le tableau I.1 montre l'écart-type des prévisions du secteur privé concernant la croissance de la production en 2020 dans divers pays de la région MENA — en mars 2020, après la pandémie et l'effondrement des prix du pétrole, et en décembre 2019, avant la pandémie. Dans la plupart des cas, les taux de croissance du PIB prévus pour 2020 ont été revus à la baisse tandis que l'écart-type (un indicateur de l'incertitude des prévisions) a augmenté.

Tableau I.1. Écart-type des prévisions du secteur privé concernant la croissance du PIB en 2020 dans les économies de la région MENA

| | Consensus | | | Écart-type | | |
|-----------------|-------------------|-------------------|------------|-------------------|-------------------|------------|
| | Prévisions (mars) | Prévisions (déc.) | Différence | Prévisions (mars) | Prévisions (déc.) | Différence |
| Algérie | 1,5 | 1,7 | -0,23 | 0,7 | 0,6 | 0,07 |
| Arabie saoudite | 1,6 | 2,0 | -0,43 | 0,5 | 0,4 | 0,13 |
| Bahreïn | 1,7 | 2,0 | -0,26 | 0,5 | 0,7 | -0,17 |
| É.A.U. | 2,0 | 2,4 | -0,40 | 0,6 | 0,4 | 0,23 |
| Égypte | 5,5 | 5,6 | -0,05 | 0,3 | 0,4 | -0,02 |
| Iraq | 3,4 | 3,8 | -0,39 | 2,1 | 1,7 | 0,39 |
| Jordanie | 2,3 | 2,3 | -0,05 | 0,2 | 0,3 | -0,01 |
| Koweït | 1,9 | 2,2 | -0,31 | 0,8 | 0,7 | 0,13 |
| Liban | -1,2 | 1,1 | -2,27 | 3,1 | 1,0 | 2,09 |
| Maroc | 3,0 | 3,0 | -0,05 | 0,5 | 0,5 | -0,01 |
| Oman | 2,0 | 2,4 | -0,43 | 1,1 | 1,5 | -0,42 |
| Qatar | 2,0 | 2,5 | -0,45 | 0,6 | 0,4 | 0,14 |
| Tunisie | 2,3 | 2,1 | 0,17 | 0,7 | 0,9 | -0,13 |

Source : Calculs des auteurs à partir des données de Focus Economics (2020).

Compte tenu du double choc susmentionné, les économistes de la Banque mondiale ont révisé à la baisse leurs prévisions de croissance de la région MENA pour 2020, soit de 3,7 points de pourcentage par rapport aux prévisions publiées en octobre 2019 (voir les tableaux I.2 et I.3). Cette baisse de 3,7 points de pourcentage peut être considérée comme une mesure approximative des coûts escomptés du double choc, car il s'agit du principal changement intervenu depuis octobre 2019.

On ne saurait toutefois trop insister sur le potentiel de variation des prévisions. Pour illustrer l'incertitude entourant les prévisions, le tableau I.3 montre les différences entre deux récentes séries de prévisions de la Banque mondiale publiées à moins de deux semaines d'écart (le 19 mars 2020 et le 1^{er} avril 2020) et les prévisions d'octobre 2019. Pour la majorité des pays, les prévisions du 1^{er} avril 2020 sont nettement inférieures à celles du 19 mars 2020, en raison des ajustements découlant des nouvelles informations disponibles.

Tableau I.2. Incertitudes dans les prévisions de la Banque mondiale concernant la croissance, le compte courant et le solde budgétaire

| | Croissance du PIB réel (Pourcentage) | | | | | | Croissance du PIB réel par habitant (Pourcentage) | | | | | | Solde du compte courant (% du PIB) | | | | | | Solde budgétaire (% du PIB) | | | | | | | | | | | |
|--|--------------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|---|-------|-------|-------|-------|-------|------------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-----------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|------|-------|-------|-------|-------|-------|
| | 2018 | 2019e | 2020p | 2021p | 2022p | 2023p | 2018 | 2019e | 2020p | 2021p | 2022p | 2023p | 2018 | 2019e | 2020p | 2021p | 2022p | 2023p | 2018 | 2019e | 2020p | 2021p | 2022p | 2023p | 2018 | 2019e | 2020p | 2021p | 2022p | 2023p |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| MENA | 1,1 | 0,3 | -1,1 | 2,1 | 2,8 | 2,8 | -0,6 | -1,1 | -2,6 | 0,4 | 1,5 | 1,5 | 4,1 | 1,2 | -7,2 | -4,6 | -3,4 | -3,0 | -4,7 | -9,7 | -8,0 | -7,0 | | | | | | | | |
| Pays en développement (région MENA) | 0,2 | -0,2 | -1,8 | 2,3 | 3,1 | 3,1 | -1,3 | -1,5 | -3,4 | 0,7 | 1,6 | 1,6 | -0,8 | -3,1 | -6,8 | -5,2 | -4,9 | -2,8 | -5,4 | -10,0 | -8,6 | -8,0 | | | | | | | | |
| Pays exportateurs de pétrole | 0,4 | -0,5 | -1,6 | 1,7 | 2,3 | 2,3 | -1,4 | -2,0 | -3,2 | 0,0 | 1,0 | 1,0 | 6,3 | 2,6 | -7,8 | -4,8 | -3,3 | -2,1 | -4,2 | -10,3 | -8,4 | -7,3 | | | | | | | | |
| CCG | 2,0 | 0,9 | -0,4 | 1,8 | 2,5 | 2,5 | 0,1 | -0,8 | -1,9 | 0,1 | 1,4 | 1,4 | 8,5 | 5,1 | -7,6 | -4,0 | -1,7 | -3,2 | -4,0 | -9,3 | -7,4 | -5,9 | | | | | | | | |
| Arabie saoudite | 2,4 | 0,3 | 0,2 | 2,1 | 2,6 | 2,6 | 0,6 | -1,4 | -1,4 | 0,5 | 1,1 | 1,1 | 9,0 | 5,4 | -10,3 | -5,4 | -5,3 | -5,9 | -4,2 | -7,5 | -6,4 | -6,4 | | | | | | | | |
| Bahreïn | 1,8 | 1,8 | -2,5 | 3,0 | 2,3 | 2,3 | 1,3 | 1,8 | -2,5 | -3,4 | 2,3 | 2,3 | -5,9 | -3,0 | -9,2 | -7,3 | -5,3 | -11,9 | -10,6 | -16,6 | -12,5 | -10,2 | | | | | | | | |
| Émirats arabes unis | 1,7 | 1,7 | -1,1 | 1,2 | 2,3 | 2,3 | 0,2 | 0,3 | -2,4 | 0,0 | 2,3 | 2,3 | 9,1 | 7,5 | -5,7 | -2,5 | 3,9 | 1,2 | -1,6 | -7,0 | -5,5 | -3,0 | | | | | | | | |
| Koweït | 1,2 | 0,7 | 0,0 | 1,6 | 2,2 | 2,2 | -0,2 | -0,5 | -1,2 | 0,2 | 0,8 | 0,8 | 15,1 | 8,1 | -6,4 | -5,2 | -3,0 | -3,0 | -13,6 | -25,6 | -19,8 | -14,7 | | | | | | | | |
| Oman | 1,8 | 0,5 | -3,5 | 2,7 | 2,5 | 2,5 | -2,3 | -3,0 | -6,3 | 0,4 | 2,5 | 2,5 | -5,5 | -5,2 | -15,2 | -11,4 | -7,7 | -7,9 | -6,9 | -17,9 | -14,5 | -12,0 | | | | | | | | |
| Qatar | 1,5 | 1,4 | 0,4 | 1,5 | 2,4 | 2,4 | -0,6 | -0,4 | -1,3 | -0,2 | 0,7 | 0,7 | 8,7 | 2,6 | 0,0 | 1,9 | 2,8 | 2,2 | 1,3 | -3,0 | -1,0 | 0,0 | | | | | | | | |
| Pays en développement exportateurs de pétrole | -2,4 | -3,1 | -3,9 | 1,4 | 1,9 | 1,9 | -4,0 | -4,2 | -5,5 | -0,3 | 0,2 | 0,2 | 2,4 | -1,9 | -8,3 | -6,1 | -5,9 | -0,2 | -4,5 | -11,9 | -10,2 | -9,8 | | | | | | | | |
| Algérie | 1,4 | 0,9 | -3,0 | 1,1 | 1,8 | 1,8 | -0,3 | -0,7 | -4,5 | -0,3 | 0,3 | 0,3 | -9,8 | -10,2 | -18,8 | -17,0 | -17,0 | -9,6 | -11,5 | -16,3 | -16,5 | -14,8 | | | | | | | | |
| Iran | -4,7 | -8,2 | -3,7 | 1,3 | 1,5 | 1,5 | -5,7 | -9,1 | -4,6 | 0,4 | 0,7 | 0,7 | 5,3 | -0,4 | -2,5 | -2,1 | -1,9 | -1,4 | -5,1 | -6,5 | -6,8 | -7,1 | | | | | | | | |
| Iraq | -0,6 | 4,4 | -5,0 | 1,9 | 2,7 | 2,7 | -3,3 | 3,5 | -8,3 | -1,6 | -0,8 | -0,8 | 6,9 | 2,5 | -12,1 | -5,9 | -5,7 | 11,2 | 3,0 | -19,4 | -12,3 | -11,4 | | | | | | | | |
| Pays en développement importateurs de pétrole | 3,8 | 3,5 | 0,6 | 3,3 | 4,5 | 4,5 | 2,2 | 1,9 | -0,8 | 1,9 | 3,2 | 3,2 | -6,6 | -5,0 | -4,8 | -4,0 | -3,7 | -7,4 | -6,7 | -7,6 | -6,4 | -5,9 | | | | | | | | |
| Cisjordanie et Gaza | 1,2 | 0,9 | -2,5 | 2,1 | 2,4 | 2,4 | -1,4 | -1,7 | -5,0 | -0,5 | -0,3 | -0,3 | -10,2 | -9,9 | -7,3 | -6,3 | -6,0 | -2,5 | -4,4 | -6,1 | -3,9 | -3,8 | | | | | | | | |
| Djibouti | 8,4 | 7,5 | 1,3 | 9,2 | 8,2 | 8,2 | 6,8 | 5,9 | -0,1 | 7,7 | 6,7 | 6,7 | 13,4 | 18,5 | 16,5 | 18,4 | 18,4 | -2,5 | -0,5 | -2,9 | -2,1 | -2,0 | | | | | | | | |
| Égypte | 5,3 | 5,6 | 3,7 | 3,8 | 5,8 | 5,8 | 3,4 | 3,7 | 1,9 | 2,1 | 4,1 | 4,1 | -2,4 | -3,6 | -3,7 | -3,4 | -3,3 | -9,7 | -8,1 | -8,2 | -7,3 | -6,5 | | | | | | | | |
| Jordanie | 1,9 | 2,0 | -3,5 | 2,0 | 2,2 | 2,2 | 0,1 | 0,5 | -4,5 | 1,3 | 1,9 | 1,9 | -7,0 | -2,9 | -3,9 | -3,7 | -3,3 | -3,4 | -4,7 | -4,4 | -4,1 | -3,4 | | | | | | | | |
| Liban | -1,9 | -5,6 | -10,9 | -6,3 | -3,4 | -3,4 | -2,5 | -6,1 | -11,4 | -6,8 | -2,1 | -2,1 | -24,3 | -12,5 | -7,0 | -6,5 | -7,5 | -11,0 | -10,6 | -12,1 | -11,4 | -12,0 | | | | | | | | |
| Maroc | 3,0 | 2,3 | -1,7 | 5,5 | 4,2 | 4,2 | 1,9 | 1,2 | -2,7 | 4,4 | 3,1 | 3,1 | -5,5 | -4,6 | -7,5 | -4,2 | -3,2 | -3,7 | -3,6 | -6,0 | -3,3 | -3,1 | | | | | | | | |
| Tunisie | 2,7 | 1,0 | -4,0 | 4,2 | 2,2 | 2,2 | 1,6 | -0,4 | -4,8 | 3,2 | 1,3 | 1,3 | -11,2 | -8,8 | -7,2 | -7,0 | -6,8 | -4,8 | -4,1 | -5,0 | -3,8 | -2,9 | | | | | | | | |
| Mémemorandum | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Libye | 15,1 | 2,5 | -19,4 | NF | 1,4 | 1,4 | 13,4 | 1,0 | -20,5 | 20,7 | 0,3 | 0,3 | 21,4 | 11,6 | -29,3 | -9,0 | -8,2 | -7,0 | 1,7 | -36,7 | -2,6 | -2,5 | | | | | | | | |

Sources : Calculs des auteurs à partir des données du Macro and Poverty Outlook de la Banque mondiale. Données au 1^{er} avril 2010.
 Note : e=estimation, p=prévision et NF=non fourni. Les données sont arrondies à une décimale. Les données de l'Égypte correspondent à son exercice budgétaire (juillet-juin). La Libye, la Syrie et le Yémen ne sont pas inclus dans les moyennes régionales et sous-régionales en raison du manque de données fiables.

Tableau I.3. Évolution des coûts estimés de la crise : prévisions de croissance de la Banque mondiale par rapport à octobre 2019

Percentage points

| Croissance du PIB réel (%) | Prévisions d'octobre | | | Différence (19 mars 2020 – octobre 2019) | | | Différence (1 ^{er} avril 2020 – octobre 2019) | | |
|--|----------------------|------------|------------|--|-------------|-------------|--|-------------|-------------|
| | 2019e | 2020p | 2021p | 2019e | 2020p | 2021p | 2019e | 2020p | 2021p |
| MENA | 0,6 | 2,6 | 2,9 | -0,3 | -2,1 | -0,3 | -0,2 | -3,7 | -0,8 |
| Pays en développement (région MENA) | 0,0 | 3,0 | 3,1 | -0,2 | -2,8 | -0,5 | -0,2 | -4,8 | -0,7 |
| Pays exportateurs de pétrole | -0,4 | 2,1 | 2,3 | -0,2 | -2,4 | -0,3 | -0,1 | -3,7 | -0,7 |
| CCG | 1,1 | 2,2 | 2,7 | -0,3 | -1,4 | -0,2 | -0,2 | -2,6 | -0,9 |
| Arabie saoudite | 0,5 | 1,6 | 2,2 | -0,2 | -0,8 | 1,3 | -0,2 | -1,4 | -0,1 |
| Bahreïn | 1,8 | 2,1 | 2,3 | -0,1 | -1,3 | -0,7 | 0,0 | -4,6 | 0,7 |
| Émirats arabes unis | 1,8 | 2,6 | 3,0 | -0,3 | -1,8 | -1,7 | -0,1 | -3,7 | -1,8 |
| Koweït | 1,5 | 2,5 | 2,8 | -0,8 | -2,5 | -1,2 | -0,8 | -2,5 | -1,2 |
| Oman | 0,3 | 3,5 | 4,0 | 0,2 | -3,3 | -3,0 | 0,2 | -7,0 | -1,3 |
| Qatar | 2,0 | 3,0 | 3,2 | -0,6 | -1,6 | -0,9 | -0,6 | -2,6 | -1,7 |
| Pays en développement exportateurs de pétrole | -3,3 | 1,8 | 1,7 | 0,1 | -4,1 | -0,4 | 0,1 | -5,7 | -0,3 |
| Algérie | 1,3 | 1,9 | 2,2 | -0,4 | -3,2 | -0,9 | -0,4 | -4,9 | -1,1 |
| Iran | -8,7 | 0,1 | 1,0 | 0,5 | -1,9 | 0,1 | 0,5 | -3,8 | 0,3 |
| Iraq | 4,8 | 5,1 | 2,7 | -0,4 | -9,0 | -0,8 | -0,4 | -10,1 | -0,8 |
| Pays en développement importateurs de pétrole | 4,1 | 4,4 | 4,6 | -0,6 | -1,2 | -0,6 | -0,6 | -3,8 | -1,3 |
| Cisjordanie et Gaza | 1,3 | -1,1 | -0,4 | -0,4 | 0,0 | 2,5 | -0,4 | -1,4 | 2,5 |
| Djibouti | 7,2 | 7,5 | 8,0 | 0,3 | -0,5 | 0,2 | 0,3 | -6,2 | 1,1 |
| Égypte | 5,6 | 5,8 | 6,0 | -0,1 | -0,3 | -0,4 | -0,1 | -2,1 | -2,2 |
| Jordanie | 2,2 | 2,3 | 2,5 | -0,2 | -0,4 | -0,3 | -0,2 | -5,8 | -0,5 |
| Liban | -0,2 | 0,3 | 0,4 | -5,4 | -8,1 | -6,1 | -5,4 | -11,2 | -6,8 |
| Maroc | 2,7 | 3,5 | 3,6 | -0,4 | -1,8 | 0,0 | -0,4 | -5,2 | 1,9 |
| Tunisie | 1,6 | 2,2 | 2,6 | -0,6 | -1,4 | -0,8 | -0,6 | -6,2 | 1,6 |

Source : Calculs des auteurs à partir des données du Macro and Poverty Outlook de la Banque mondiale et de Arezki et al. (2020).

Note : La Libye, la Syrie et le Yémen ne sont pas inclus dans les moyennes régionales et sous-régionales en raison du manque de données fiables.

Comme toutes les prévisions économiques en période de chocs négatifs importants et inattendus, ces chiffres ont une grande marge d'erreur. Différents états futurs du monde — ou «équilibres multiples» — sont donc possibles. En fonction de la propagation future du virus, des mesures sanitaires prises par les pouvoirs publics, des réactions de la société et de l'évolution future des marchés pétroliers mondiaux, plusieurs scénarios plausibles pourraient se dessiner pour toutes ou partie des économies de la région MENA. Les taux de croissance réels pourraient refléter des équilibres différents de ceux présentés ici. L'incertitude sur l'avenir est exacerbée par les informations actuelles incomplètes sur la propagation du nouveau coronavirus — qui pourraient être dues à l'absence de dépistage, au manque de publication des données, ou aux deux.

Cela étant, nous examinons s'il existe une corrélation entre les révisions à la baisse de la croissance par la Banque mondiale et l'exposition d'un pays aux exportations de pétrole — mesurée par les exportations nettes de pétrole brut rapportées au PIB en 2019 — et l'indice de sécurité sanitaire mondiale (GHS) d'un pays — qui mesure sa capacité à prévenir et à atténuer les épidémies et les pandémies, y compris le respect des normes internationales et la communication des informations sanitaires⁶.

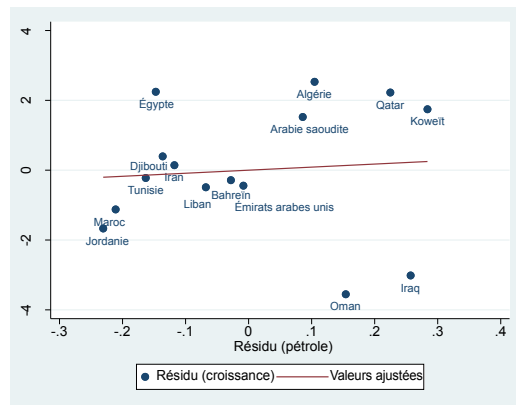
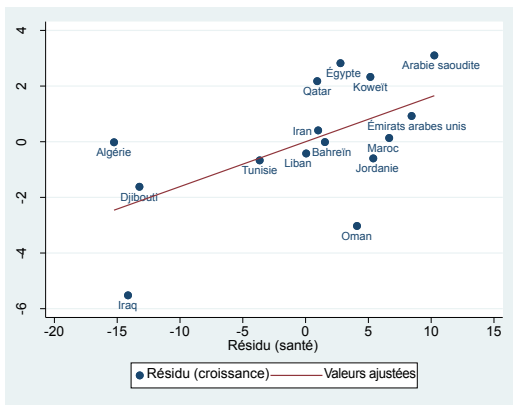
⁶ Cet indice a été élaboré conjointement par les organisations suivantes : Nuclear Threat Initiative, Johns Hopkins Center for Health Security, Economist Intelligence Unit. Les données ont été publiées en 2019. L'indice couvre six catégories : prévention ; détection et notification ; intervention rapide ; système de santé ; respect des normes internationales ; et environnement de risque (voir <https://www.ghsindex.org/>).

Quinze pays sont inclus⁷. Globalement, les révisions à la baisse de la croissance entre le 1^{er} avril 2020 et octobre 2019 présentent une corrélation positive avec l'indice GHS, mais pas de corrélation significative avec l'exposition aux exportations de pétrole. Autrement dit, le recul de la croissance économique devrait être moins important dans les pays ayant une plus grande capacité à prévenir et atténuer les pandémies (voir les diagrammes de dispersion de la corrélation partielle à la figure I.5). L'absence de corrélation significative entre les révisions à la baisse et l'exposition aux exportations de pétrole pourrait tenir au fait que même les importateurs de pétrole de la région MENA peuvent pâtir de la baisse des prix du pétrole, comme indiqué plus haut. Cela dit, un exercice similaire réalisé avec les prévisions du 19 mars a montré une corrélation négative entre les révisions à la baisse de la croissance et l'exposition aux exportations de pétrole. Cette corrélation disparaît avec les prévisions du 1^{er} avril.

Figure I.5. Corrélations des coûts de la crise : révisions à la baisse de la croissance, exposition aux exportations de pétrole et sécurité sanitaire

Partie A : Révisions à la baisse de la croissance et indice de sécurité sanitaire

Partie B : Révisions à la baisse de la croissance et exposition aux exportations de pétrole



Source : Calculs des auteurs à partir des données du Macro and Poverty Outlook de la Banque mondiale.

Il ressort des données que l'évolution des prévisions de la Banque mondiale est systématiquement liée aux conditions initiales préexistantes, en particulier au degré de préparation des systèmes sanitaires des pays. On ne saurait toutefois trop insister sur le fait que toutes les prévisions économiques, quelle que soit leur source, sont très incertaines. Cela dit, la faible croissance de la région MENA n'est pas le fait de ce double choc et remonte à plusieurs décennies.

Une question importante et connexe est de savoir si le ralentissement de la croissance sera transitoire ou permanent. En règle générale, un choc économique transitoire, qui n'affecte pas de manière permanente d'autres variables économiques, entraîne une révision à la baisse transitoire de la croissance, suivie d'une reprise rapide ou en « V ». Si, au contraire, les chocs sont permanents ou si des chocs transitoires réagissent avec les conditions nationales pour rendre leur impact permanent, alors l'évolution de la croissance dans le temps pourrait être en forme de « L ».

Dans le contexte actuel, comme mentionné ci-dessus, la propagation du virus pourrait avoir des effets potentiellement catastrophiques, mais transitoires, sur la santé publique. Mais elle pourrait avoir des effets plus durables sur l'économie en cas d'influence réciproque avec les vulnérabilités économiques existantes. Cela étant, l'effondrement du prix du pétrole pourrait s'inscrire dans la durée s'il reflète des modifications structurelles permanentes du marché pétrolier mondial dues au progrès technologique (par exemple, les schistes et les énergies renouvelables) et des modifications consécutives de l'emprise sur le marché de l'OPEP+.

⁷ L'indice GHS n'est pas disponible pour la Cisjordanie et Gaza. Les données sur les exportations de pétrole de la Libye ne sont pas fiables.

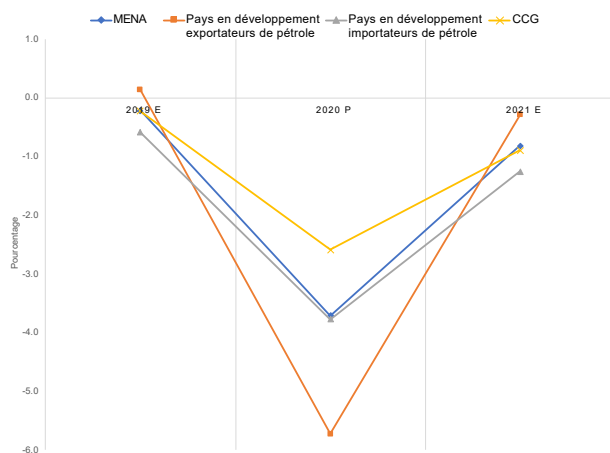
Un examen attentif de l'évolution des prévisions de croissance de la Banque mondiale permet de mieux comprendre la conviction des économistes de la Banque quant à la nature des répercussions du double choc sur nos prévisions de croissance pour la région MENA en 2020-2021. La partie A de la figure I.6 illustre l'évolution des prévisions de croissance entre le 1^{er} avril 2020 et celles publiées en octobre 2019 pour l'ensemble de la région, le CCG, les pays en développement exportateurs de pétrole et les pays en développement importateurs de pétrole, en suivant la classification du tableau I.2 plus haut. La plus forte baisse des prévisions de croissance pour 2020 concerne les pays en développement exportateurs de pétrole, suivis par les pays en développement importateurs de pétrole et les pays du CCG. Malgré l'effondrement des prix du pétrole, les fortes révisions à la baisse de la croissance des pays importateurs de pétrole indiquent que leur situation économique est liée à celle des pays exportateurs de pétrole de la région. Les nouvelles prévisions supposent que le prix du pétrole sera d'environ 30 dollars le baril en 2020 et atteindra environ 40 dollars en 2021. Ces deux prévisions sont nettement inférieures à celles d'octobre 2019. En outre, une partie de la hausse des prévisions de croissance pour 2021 par rapport à celles d'octobre est due au redressement attendu du prix du pétrole entre 2020 et 2021.

Il n'en reste pas moins que la Banque mondiale prévoit pour 2021 des taux de croissance inférieurs aux prévisions d'octobre 2019. Ce qui revient à dire que nos prévisions de croissance pour 2021 ont été globalement revues à la baisse, pour les pays exportateurs comme pour les pays importateurs de pétrole (partie A de la figure I.6). Une analyse de décomposition indique que la croissance des pays exportateurs de pétrole serait encore plus faible en 2021 si l'on exclut l'effet positif direct du redressement attendu des prix du pétrole. Il s'ensuit que nos économistes s'attendent à ce que le double choc ait un effet plus ou moins durable, au-delà de l'effet direct des fluctuations du prix du pétrole sur les revenus.

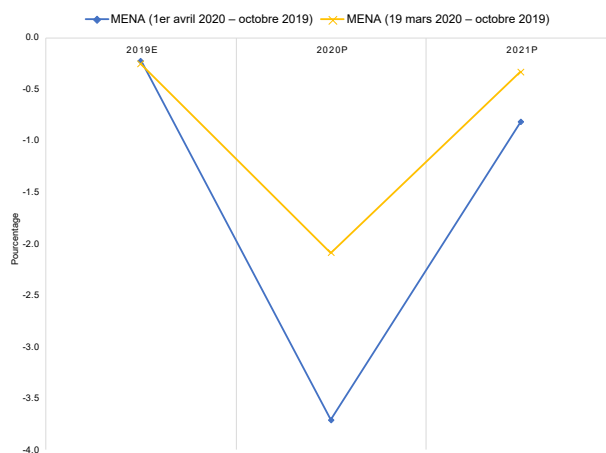
On notera que les prévisions sont fluctuantes et susceptibles de modifications lorsque de nouvelles données seront disponibles, comme l'illustre la partie B de la figure I.6. Entre le 19 mars et le 1^{er} avril 2020, les économistes de la Banque mondiale ont fortement relevé leurs estimations des coûts du double choc. Les révisions à la baisse de la croissance de la région MENA pour 2020 et 2021, qui représentent les coûts approximatifs du double choc, sont passées de -2,1 à -3,7 points de pourcentage pour 2020, et de -0,3 à -0,8 point de pourcentage pour 2021. Dans la mesure où les prévisions économiques n'ont pas pleinement pris en compte les répercussions du double choc, on peut conclure que nos estimations des coûts de la crise sont prudentes, et peuvent être interprétées comme des estimations minorées des coûts.

Figure I.6 : Estimations fluctuantes des coûts de la crise – Évolution des prévisions de croissance de la Banque mondiale

Partie A : Évolution des prévisions (1^{er} avril 2020 – octobre 2019) pour différents groupes de pays de la région MENA, 2019-2021



Partie B : Évolution des prévisions (1^{er} avril 2020 — octobre 2019) et (19 mars 2020 — octobre 2019)



Source : Calculs des auteurs à partir des données du Macro and Poverty Outlook de la Banque mondiale et de Arezki et al. (2020). Note : La Libye, la Syrie et le Yémen ne sont pas inclus dans les moyennes régionales et sous-régionales en raison du manque de données fiables.

I.5 La faible croissance chronique de la région MENA

L'analyse des défis et des risques actuels souligne un fait qui donne à réfléchir : la région souffre depuis des décennies d'une faible croissance chronique. De fait, la croissance par habitant de la région MENA est faible, même par rapport au médiocre niveau de référence défini par le taux de croissance typique (médian) du reste du monde. Si l'on compare les taux de croissance de chaque pays depuis le début du XXI^e siècle à l'économie médiane (ou typique) de leurs groupes de revenus respectifs, les données indiquent que la plupart des pays de la région MENA ont enregistré des performances inférieures à ce niveau de référence médiocre.

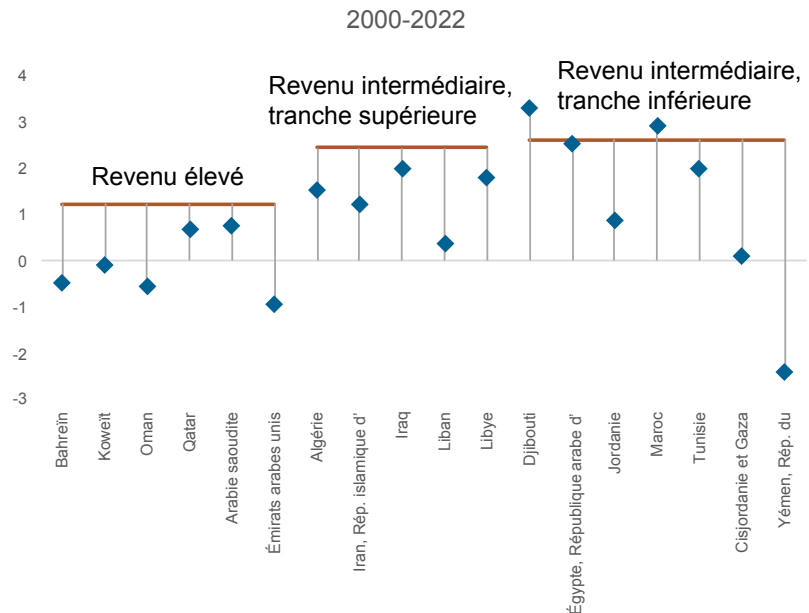
La figure I.7 illustre les taux de croissance moyens du PIB par habitant pour chaque économie de la région MENA (représentés par des losanges bleus) ainsi que les taux de croissance médians de leurs groupes de revenus respectifs (représentés par des lignes horizontales rouges) sur la période 2000-2022.

Tous les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) et les pays de la région MENA à revenu intermédiaire de la tranche supérieure ont connu une croissance plus lente que le pays à revenu élevé typique au cours de cette période. Parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, seuls Djibouti et le Maroc affichent une croissance à long terme supérieure à celle d'un pays comparable.

La sous-performance à long terme de la croissance économique de la région est non seulement notable, mais importante. Selon un calcul approximatif, si la croissance de toutes les économies de la région avait été égale au taux médian de leurs groupes de revenus respectifs, la région serait, en moyenne, au moins 20 % plus riche qu'elle ne l'est aujourd'hui.

Cette situation conduit à s'interroger sur les causes profondes de cette faible croissance chronique, qui s'accompagne de périodes de troubles sociaux. Le présent rapport fait valoir que le manque de transparence compte parmi ces causes. La section suivante examine la relation entre ce manque de transparence et la croissance à long terme.

Figure I.7 La faible croissance chronique de la région MENA



Sources : Banque mondiale, Macro and Poverty Outlook et Indicateurs du développement dans le monde; Fonds monétaire international, Perspectives de l'économie mondiale; et calculs des services de la Banque mondiale. Données d'octobre 2019.

I.6 L'amélioration de la transparence dans la région MENA peut accélérer la croissance

Le déficit d'information est de plus en plus prononcé entre la région MENA et les pays avancés : alors que ces derniers sont généralement dotés de systèmes de collecte de données modernes, bien coordonnés et accessibles à la communauté des chercheurs, de nombreux pays de la région MENA ont soit pris du retard dans leur capacité à produire des données, soit empêché cette communauté, ainsi que les médias indépendants et la société civile, d'accéder à leurs données. Si les préoccupations relatives à la vie privée sont réelles, on ne s'est guère soucié des coûts des systèmes de données opaques qui entravent la production de connaissances externes.

Mais certains de ces coûts sont aujourd'hui manifestes. Le manque de transparence est encore plus préjudiciable lorsque les systèmes sont exposés à de graves menaces, comme la pandémie actuelle de COVID-19. Une réaction optimale de la société n'est envisageable que si les divers acteurs concernés — pouvoirs publics, systèmes de santé, société civile et institutions compétentes — communiquent de manière ouverte et directe. Les informations doivent être recueillies en temps réel pour permettre aux autorités et aux responsables de la santé publique de prendre des mesures résolues en temps utile. Les citoyens doivent signaler les cas et adopter les comportements demandés par les pouvoirs publics. Le flux de données est le lubrifiant de ce système d'interaction et d'adaptation. Lorsque les données ne sont pas publiées ou sont utilisées à mauvais escient, le système risque de se gripper. Les ramifications du manque de confiance engendré par le déficit de transparence sont particulièrement frappantes lorsque les citoyens ne savent pas quoi croire. Et comme nous l'avons vu à maintes reprises au cours de nombreuses décennies, la crédibilité, une fois entamée, est difficile à restaurer. Comme l'a bien résumé un citoyen de la région au sujet de la réaction des dirigeants face à la COVID-19 : « Quand vous perdez la confiance du peuple, même lorsque vous dites la vérité, on ne vous croit plus. »

Les responsabilités des pays en matière de données ont été bien établies. En effet, les Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies soulignent la nécessité pour les pays de produire des indicateurs socioéconomiques dans les limites de leurs capacités. Le coût de ces efforts n'est pas négligeable et la recherche d'un équilibre entre l'investissement dans les capacités et les systèmes de données et d'autres besoins urgents peut être difficile pour les gouvernements des pays en développement. Pour autant, les avantages à long terme de la transparence sont considérables. Il est incontestable que les économies de la région MENA doivent réaliser d'importants investissements tout en adoptant les meilleures pratiques pour rattraper leur retard en matière de transparence des données.

Encadré I.1. Transparence et indice de capacité statistique

L'évolution et l'utilisation répandue du mot « transparence » en matière de gouvernance sont en grande partie attribuables aux organisations supranationales et non gouvernementales. Au début des années 1990, Peter Eigen, un ancien directeur de la Banque mondiale, a créé Transparency International dans le but de lutter contre la corruption suivant une démarche non traditionnelle. Cette organisation a pour mission d'étudier les effets de la corruption sur les citoyens et de recommander des réformes au sein des institutions internationales pour lutter contre les actes de corruption. Alors que les noms « Integrity International » et « Honesty International » avaient été envisagés pour désigner l'organisation, le terme « transparence » a été retenu, car il semblait intégrer la notion d'« ouverture » (Ball, 2009).

Ce terme s'est ensuite répandu à la Banque mondiale et à l'OCDE et a été utilisé dans les directives du Congrès au Fonds monétaire international. Les universitaires l'ont ensuite adopté en précisant son sens, notamment dans le domaine des études internationales. Finel et Lord (1999) ont ainsi défini la transparence comme l'ensemble des *« structures juridiques, politiques et institutionnelles qui mettent les informations sur les caractéristiques internes d'un gouvernement et d'une société à la disposition des acteurs tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du système politique national. La transparence est accrue par tout mécanisme qui conduit à la diffusion publique d'informations, qu'il s'agisse d'une presse libre, d'un gouvernement ouvert, d'auditions ou de l'existence d'organisations non gouvernementales encouragées à publier des informations objectives sur le gouvernement »* Mitchell (1998) a pour sa part utilisé la définition suivante : *« La transparence n'est autre que la demande d'information, la capacité des citoyens à obtenir des informations, ainsi que la fourniture et la diffusion effective d'informations par le gouvernement et les ONG »*.

Comme son nom ne l'indique pas, l'indice de capacité statistique de la Banque mondiale rend compte de nombreux aspects de la transparence cadrant avec les définitions ci-dessus (pour une définition détaillée de cet indice et de ses composantes, voir le tableau A2). La disponibilité et la publication régulière de micro et macrodonnées ainsi que la conformité de la production de ces données aux normes internationales sont des aspects essentiels de l'« ouverture », la capacité des citoyens à obtenir des informations, et la diffusion d'informations par les autorités nationales. La mesure va au-delà de la capacité statistique : en effet, des bureaux de statistiques hautement compétents peuvent être pénalisés s'ils ne publient pas de statistiques. L'indice de capacité statistique rend compte de la transparence en utilisant des mesures centrées sur les données, objectives et vérifiables. Il se distingue en ce sens qu'il ne dépend pas de la perception de la transparence par les personnes interrogées, comme c'est généralement le cas pour de nombreux indicateurs de transparence. L'indice de capacité statistique peut être réinterprété comme un indice statistique ou de transparence des données.

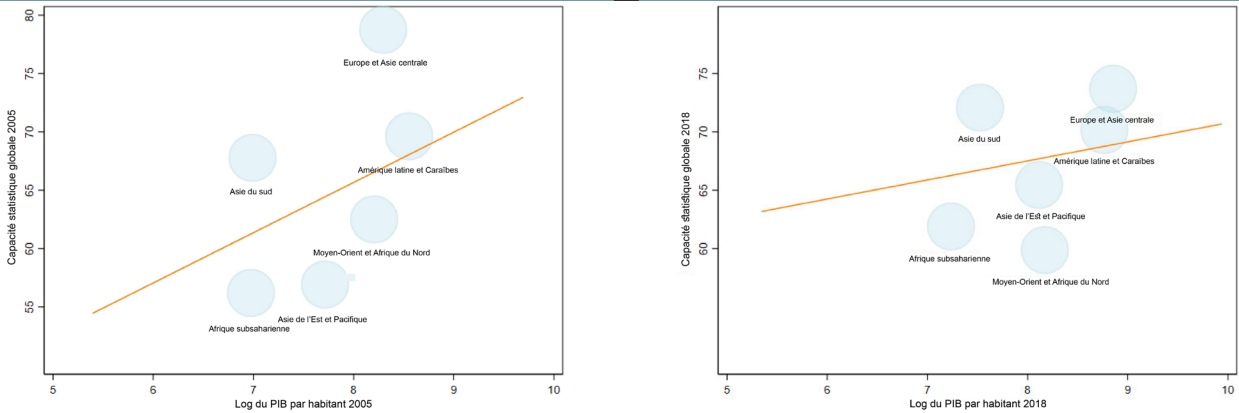
La figure I.8 montre une ligne ajustée entre la capacité statistique globale et le niveau de développement pour 149 pays, pour la plupart en développement, en 2005 (panneau de gauche) et en 2018 (panneau de droite). Il est à noter que la relation positive entre la capacité statistique et le PIB par habitant serait probablement plus forte si les pays avancés étaient inclus dans l'échantillon. Les cercles de la figure I.8 indiquent les moyennes régionales. Alors que la région MENA (hors pays du CCG) était déjà peu performante en 2005 par rapport à son niveau de développement, elle est devenue en 2018 la région ayant la plus faible capacité statistique. L'affaiblissement de la relation entre la capacité statistique et le développement entre 2005 et 2018 pourrait être dû au fait que les économies plus pauvres ont réussi à développer leur capacité statistique ou que les économies plus riches ont restreint l'accès aux données, sans doute pour des raisons de confidentialité.

En théorie, la transparence des données influence le développement d'au moins trois manières.

Premièrement, des données crédibles et actualisées servent de base à l'élaboration de politiques et de réformes. La qualité des politiques dépend de celle des données empiriques sur lesquelles elles se fondent. Les données sont essentiellement des registres. Dans le cas d'une entreprise, le principal objectif de son dirigeant est d'augmenter les bénéfices. Pour y parvenir,

les résultats doivent être comparés à ceux du passé et de la concurrence. Des garanties doivent être évaluées et utilisées pour attirer le financement nécessaire à de nouvelles activités. Les risques et les bénéfices doivent s'équilibrer. Et des investisseurs doivent être attirés. Sans la tenue de registres, nombre de ces objectifs ne pourraient pas être atteints. Les gouvernements de la région MENA sont confrontés à des défis similaires. Les pays doivent se développer et, pour élargir leurs possibilités, doivent disposer de données transparentes et fiables afin de fournir des orientations. Les pays disposant d'informations de haute qualité et largement accessibles peuvent prendre de meilleures décisions. Les données et l'évaluation permettent de réformer et d'améliorer les politiques existantes et d'évaluer les nouvelles politiques à titre expérimental.

Figure I.8. Développement régional et capacité statistique



Note : La capacité statistique globale mesure la disponibilité des données (microéconomiques et administratives), le respect des normes internationales en matière de méthodologie, ainsi que la périodicité et l'actualité des indicateurs socioéconomiques (voir le tableau A2 de l'annexe et l'encadré I.1). La droite ajustée représente 149 économies, bien que seules les moyennes régionales soient affichées. L'échantillon de la région MENA exclut les pays du CCG. La Cisjordanie et Gaza sont uniquement incluses dans le graphique de 2018 en raison du manque de données pour 2005. La Cisjordanie et Gaza ayant une capacité statistique supérieure à la majorité des économies de la région, son omission en 2005 pourrait indiquer que la capacité statistique de la région MENA était inférieure à celle indiquée par le graphique de 2005.

Deuxièmement, les données accessibles à la société civile au sens large peuvent contribuer à l'amélioration des politiques et des réformes. Les limites du savoir peuvent être repoussées lorsque les données sont accessibles à un large éventail d'analystes. Les chercheurs testent les hypothèses, examinent et contestent les résultats, et établissent des faits et des relations solides pour faciliter l'émergence des idées les plus susceptibles de relever les défis⁸. Le chapitre II du présent rapport montre que le manque de transparence concernant l'encours de la dette publique dans la région MENA pourrait entraver la réalisation d'analyses crédibles sur la viabilité de la dette, un sujet important au regard des mesures de relance adoptées pour répondre au double choc de la COVID-19 et de l'effondrement des prix du pétrole. Passée la crise, il serait bon d'avoir une idée précise de la situation des pays endettés de la région.

Troisièmement, lorsque les données sont indisponibles ou de qualité douteuse, l'écart entre les perceptions et la réalité peut se creuser. D'importantes réformes peuvent apporter de réelles améliorations du bien-être tout en ayant peu d'incidence sur les perceptions du public en raison du manque de données permettant de suivre ces améliorations. Ces perceptions peuvent favoriser un discours qui engendre des frustrations pouvant prendre la forme de contestations et de troubles sociaux. De même, lorsque la qualité des données est douteuse, le public peut perdre confiance dans ces informations et ne pas modifier ses perceptions malgré les évolutions positives qu'elles illustrent. Plus important encore, la crédibilité d'un gouvernement peut être difficile à restaurer une fois qu'il s'engage sur la voie d'une accessibilité aux données peu fiable ou limitée. La confiance dans les informations diffusées par le gouvernement peut s'éroder, et il est alors difficile pour un nouveau gouvernement de changer les perceptions du public. Les pays deviennent alors plus sujets aux troubles sociaux. De fait, leur fréquence est une énigme de longue date dans la région MENA, où l'inégalité des revenus est relativement faible. Selon de récentes études, elle pourrait être due à d'autres facteurs, dont un manque de transparence, qui créent un décalage entre la perception qu'ont les gens de leur statut socioéconomique relatif et

⁸ Il n'est pas surprenant que les économies les plus riches soient plus étudiées que les économies les plus pauvres. Les articles des meilleures revues économiques font la part belle aux économies les plus riches — ce qui pourrait en partie s'expliquer par le manque d'accessibilité des données dans les économies à faible revenu (voir Das et al., 2013).

leur position réelle dans la société. Clementi et al. (2019), qui ont étudié le Maroc avant et après le printemps arabe, ont observé de tels décalages.

Cependant, pour éclairer les politiques, l’accessibilité à des données de bonne qualité (crédibles) est une condition nécessaire, mais pas suffisante. Les groupes de réflexion, les médias et les décideurs jouent un rôle déterminant en promouvant un débat fondé sur des données pour veiller à son appropriation par le public et à l’élaboration de politiques fondées sur ce processus.

Ce processus se déroule généralement comme suit. Les données produites n’étant pas faciles à digérer par le public, les universitaires en extraient la teneur et en débattent entre eux. Les groupes de réflexion et les décideurs se joignent à ces débats. Les médias diffusent l’information au public qui participe au débat et se l’approprie. Si tout va bien, ce processus conduit à un ensemble optimal de politiques favorables au bien-être général. Chacune des institutions participant au processus est essentielle pour encourager et stimuler le débat public. L’incapacité des médias à informer le public ou l’absence de groupes de réflexion limiterait la contribution des données à l’orientation des politiques et réduirait le rendement des investissements dans les données. L’écosystème de données n’est efficace que si toutes ses composantes évoluent de concert. Autrement dit, la transparence exige non seulement la production et la publication régulières de données fiables, mais aussi la liberté d’expression des principales parties concernées.

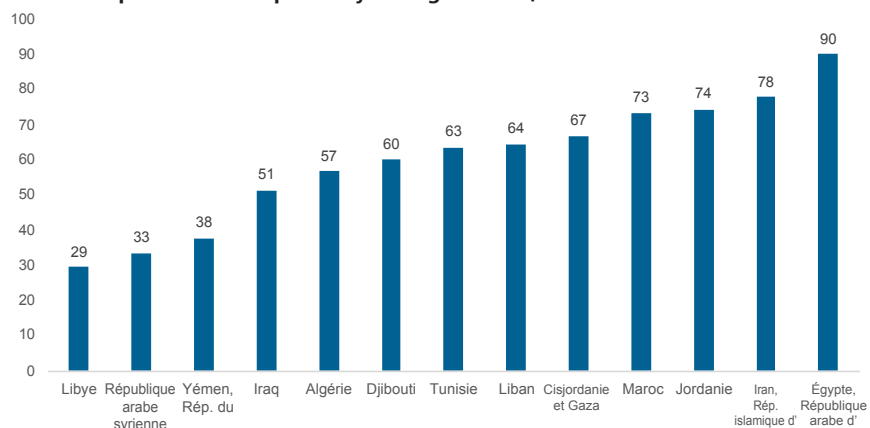
▸ La transparence des données dans la région MENA

En 2005, la région MENA dépassait les régions d’Asie de l’Est et du Pacifique (EAP) et d’Afrique subsaharienne (SSA) sur le plan de sa «capacité statistique» globale, un terme qui couvre la qualité et l’accessibilité des données — deux ingrédients importants de la transparence. Depuis, les pays de ces deux régions ont dépassé ceux de la MENA. En 2018, celle-ci affichait le score le plus faible de toutes les régions (voir figure I.8). Elle est également la seule à avoir connu une baisse de sa capacité statistique entre 2005 et 2018. Les conflits pourraient avoir contribué à ce déclin.

La capacité statistique varie énormément d’un pays à l’autre de la région MENA (voir figure I.9). Elle est la plus élevée en Égypte, puis en Iran et en Jordanie, où elle n’a cessé de croître depuis 2005. La Libye, la Syrie et le Yémen se trouvent à l’extrême opposé. Ces trois pays sont ravagés par les conflits et leurs systèmes de données se sont considérablement détériorés depuis 2005. Cela dit, même dans les pays apparemment les plus performants, la détérioration de la liberté d’expression a probablement entravé l’exploitation des avantages liés à la production de données fiables. En outre, comme nous le verrons dans les chapitres suivants, même l’Égypte connaît des problèmes,

Figure I.9 Indice de capacité statistique dans la région MENA

Score de capacité statistique (moyenne générale), 2018



Source : Banque mondiale, <http://datatopics.worldbank.org/statisticalcapacity/>.

en raison de la faible disponibilité d'informations essentielles sur la dette publique, mais aussi de l'imprécision des définitions utilisées pour calculer les indicateurs du marché du travail.

La faiblesse de la capacité statistique de la région MENA reflète également un déficit de microdonnées, notamment en ce qui concerne les entreprises et les prix. Par exemple, le manque de statistiques sur les microentreprises de la région signifie que la structure de l'économie, à savoir les types d'entreprises formant chaque secteur, est inconnue. Cette situation entrave la promotion de débats et de politiques sur la dynamique des entreprises, en particulier la concentration du marché et la politique de la concurrence. Qui plus est, les statistiques sur les entreprises sont également d'une importance capitale pour le secteur privé et les investisseurs potentiels.

▸ Le lien empirique entre transparence des données et croissance économique

Selon une étude portant sur 146 économies au cours de la période 2005-18, une corrélation positive existe entre la capacité statistique et la croissance économique. Cette corrélation est confirmée par divers modèles économétriques après avoir pris en compte plusieurs facteurs de confusion, tels que le niveau de développement, la composition sectorielle, le capital humain et les institutions politiques (pour plus de détails sur les modèles économétriques, voir l'annexe A). La corrélation entre la capacité statistique et la croissance est au moins aussi forte (sinon plus) que celle observée entre l'éducation et la croissance^{9,10}. La baisse de l'indice de capacité statistique enregistrée dans la région MENA entre 2005 et 2018 pourrait avoir entraîné une perte de PIB par habitant comprise entre 7 et 14 %, selon le modèle économétrique utilisé (voir tableau A1 en annexe). Les résultats semblent indiquer que la disponibilité et la fréquence du recueil des données administratives et microéconomiques permettent d'estimer la croissance économique future, bien que les conclusions varient quelque peu selon la méthodologie empirique employée. Ces constats viennent compléter d'autres études qui ont établi une corrélation positive entre l'indicateur de capacité statistique et un large éventail de résultats en matière de gouvernance et de prestation de services (Hollyer et al., 2011 ; Hoogeveen, 2018 ; Islam 2006 ; Williams 2009). Ces études représentent une première étape dans l'analyse de la relation entre la transparence des données et la croissance économique. Plusieurs réserves s'imposent toutefois. Les problèmes d'endogénéité tels que la simultanéité entre la capacité de données et la croissance ne sont pas complètement éliminés, sans parler du biais dû à l'omission de variables, lié aux conflits et à la dépendance des économies vis-à-vis des ressources. Ces problèmes pourraient être abordés à l'avenir en utilisant des outils analytiques plus sophistiqués.

▸ Prochaines étapes

Le manque de transparence des données dans la région MENA ne pourra être comblé qu'en adoptant une approche multidimensionnelle pour mettre en place des écosystèmes de données durables. La pandémie actuelle a mis cette question à l'ordre du jour. Lorsque les gouvernements n'ont pas les moyens de produire des données, des investissements doivent être réalisés pour renforcer leurs capacités. Lorsqu'ils ne sont pas enclins à les partager, des accords doivent être élaborés en suivant un programme clair qui attire l'attention sur les caractéristiques de bons écosystèmes de données et le rôle crucial des données dans l'élaboration de bonnes politiques et la promotion de l'harmonie sociale. Et lorsque des questions importantes sont insuffisamment étudiées dans la région et nécessitent des données spécifiques, des investissements doivent viser les activités de collecte de données afin d'établir une base de référence. L'objectif immédiat est de s'attaquer au défi de la transparence des données. Ces questions seront examinées plus avant à l'avenir, en tenant compte des contextes spécifiques à chaque pays. Les chapitres suivants abordent des problèmes de données et de transparence qui affligent la région MENA dans deux autres domaines : la fragilité macroéconomique et les marchés du travail.

⁹ Les grandeurs sont obtenues en examinant l'impact de l'augmentation des variables d'un écart-type. Les préoccupations concernant l'endogénéité des capacités statistiques s'étendent également à l'éducation.

¹⁰ D'autres études ont examiné les raisons pour lesquelles une plus grande transparence des données pourrait favoriser la croissance. Par exemple, la transparence accrue des données pourrait réduire les coûts des emprunts extérieurs (Cady, 2015 ; Kubota et Zeufack, 2020).

CHAPITRE II : DÉSÉQUILIBRES EXTÉRIEURS, VIABILITÉ DES FINANCES PUBLIQUES ET TRANSPARENCE DES DONNÉES DANS LA RÉGION MENA

Points clés du chapitre II :

- Les déficits courants de plusieurs économies de la région MENA ne s'expliquent pas par les fondamentaux ; et les questions de transparence sont sans incidence sur les estimations.
- En 2019, 11 pays de la région semblaient suivre des trajectoires budgétaires insoutenables, leurs soldes primaires déclarés étant insuffisants pour stabiliser leurs ratios d'endettement brut.
- Les évaluations de la viabilité des finances publiques sont entravées par le manque de transparence concernant l'encours de la dette publique.

Le présent chapitre évalue la viabilité des déficits des comptes courants et des finances publiques dans les pays de la région MENA en s'appuyant sur les meilleures données disponibles qui sont comparables entre les pays. Après une discussion du compte courant, il examine une batterie de tests évaluant la viabilité des finances publiques – qui sont entravés par un manque de transparence concernant l'encours de la dette publique.

II.1 Viabilité des comptes courants

En avril 2019, le bureau de l'économiste en chef pour la région MENA a présenté un modèle permettant de déterminer la viabilité des déséquilibres des comptes courants de certains pays de la région (voir annexe B). Ce modèle caractérise les liens entre le solde courant d'un pays et des déterminants fondamentaux tirés de travaux universitaires : la démographie (les ratios de dépendance, qui mesurent la pression sur la population en âge de travailler, et la vitesse de vieillissement), l'évolution prévue de la croissance économique, le PIB par habitant en âge de travailler, et la vulnérabilité aux fluctuations des prix des matières premières. Ces déterminants peuvent être liés aux déséquilibres des comptes courants de différentes manières¹¹ :

- **Démographie et épargne.** L'épargne nationale augmente et améliore le compte courant à mesure que les ratios de dépendance diminuent. L'ampleur de l'épargne associée à un plus petit nombre d'enfants ou de personnes âgées à charge étant variable, le modèle comprend deux ratios de dépendance. La dépendance des jeunes correspond au rapport entre les personnes de moins de 15 ans et la population en âge de travailler (15-64 ans). La dépendance des personnes âgées correspond au rapport entre les personnes âgées de plus de 64 ans et la population en âge de travailler. La vitesse de vieillissement est la troisième variable utilisée pour la démographie. Elle correspond à la variation annuelle du ratio de dépendance des personnes âgées. Lorsque ce ratio varie rapidement, l'épargne familiale peut augmenter en prévision des futures dépenses associées aux personnes âgées. Une amélioration des comptes courants est donc plausible dans les pays où la population vieillit rapidement par rapport au reste du monde.

Les statistiques démographiques, y compris les projections dans ce domaine, tiennent compte des réfugiés, qui représentent une large part de la population dans des pays comme le Liban et la Jordanie. Les estimations et

¹¹ D'autres travaux réalisés dans ce domaine, notamment par le FMI (IMF, 2013), utilisent un plus grand nombre de fondamentaux. Le présent rapport examine les fondamentaux qui sont généralement insensibles à la performance économique à court terme d'un pays.

les prévisions démographiques de la Division de la population des Nations unies intègrent les données sur la migration, ainsi que sur les flux entrants et sortants de réfugiés (United Nations, 2017).

- **Prévisions de croissance et épargne intérieure.** Un pays qui s'attend à une accélération de sa croissance économique aura tendance à creuser son déficit courant parce qu'il pourrait utiliser les futures ressources dégagées par la croissance attendue pour financer l'investissement ou la consommation d'aujourd'hui. Le modèle comprend une variable indicative de l'accélération de la croissance attendue qui repose sur les données historiques provenant des prévisions du Fonds monétaire international (FMI).
- **PIB par habitant en âge de travailler et épargne nette.** La productivité globale du travail correspond simplement au rapport entre le PIB et la population en âge de travailler. Les pays où la productivité du travail est la plus forte ont généralement une épargne intérieure plus élevée. Ainsi, sauf dans le cas où les améliorations de la production par travailleur s'accompagnent d'augmentations disproportionnées de la consommation intérieure, les améliorations de la productivité globale du travail entraînent un redressement du compte courant. Le modèle utilise le ratio décalé de la production d'une économie (mesuré en termes de parité de pouvoir d'achat ou PPA) sur la taille de sa population en âge de travailler par rapport aux États-Unis (ce pays étant censé marquer la « limite » de la productivité la plus élevée). Toutefois, si des capitaux entrent dans des économies moins productives, il est possible que ces flux puissent être associés à une dégradation du compte courant, car ils dopent la consommation et l'investissement intérieurs. Par conséquent, l'effet de la productivité sur le solde courant peut lui-même dépendre de la liberté des mouvements de capitaux. C'est la raison pour laquelle le modèle tient compte de l'interaction entre l'ouverture du compte de capital et la productivité relative du travail.
- **Prix des produits de base et balance commerciale.** La balance commerciale est sensible aux fluctuations des prix des produits de base. Lorsque les prix augmentent, la balance commerciale s'améliore dans les pays exportateurs nets de produits de base et se dégrade dans les pays importateurs nets. De même, le solde courant varie avec la balance commerciale. Le modèle tient donc compte des prix des produits de base et de la balance commerciale de ces produits¹². Cette variable est particulièrement pertinente dans les pays de la région MENA, car nombre d'entre eux sont de grands exportateurs de pétrole et d'importants importateurs de produits alimentaires. De même, une détérioration des comptes courants des pays importateurs de denrées alimentaires est probable en cas d'augmentation des prix de ces denrées. L'indice doit par exemple tenir compte de l'aggravation du déficit courant de la Tunisie, en 2007 et 2008, en lien avec ses importations alimentaires.
- **Régimes de change.** Les régimes de change fixe peuvent être exposés à des désalignements du taux de change réel, qui ont des répercussions sur le compte courant. Le taux de change réel pourra, par exemple, être sous-évalué dans les périodes fastes ou surévalué dans les périodes difficiles en raison de l'impossibilité d'ajuster le taux de change nominal lorsque les prix intérieurs ne réagissent pas rapidement aux variations de la demande. Le modèle MNACE tient compte de trois types de régimes de change : parité fixe, parité mobile ou flottement contrôlé, et flottement libre. En outre, la variable du régime de change interagit avec la productivité relative du travail pour évaluer le degré d'influence du régime sur la réaction du compte courant aux variations de la productivité du travail.

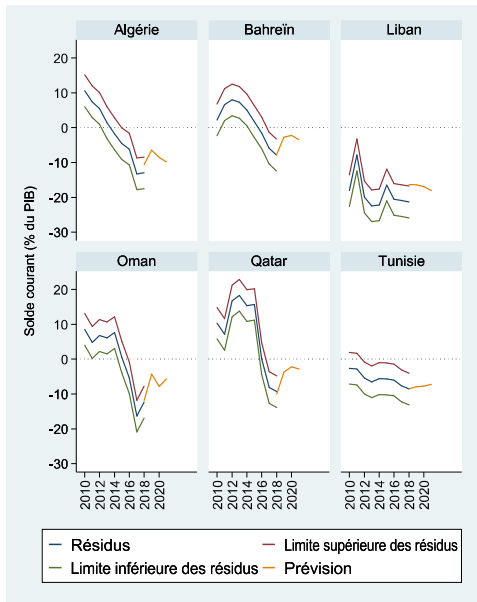
Les résultats du modèle MNACE sont globalement conformes aux prévisions. De plus, les résultats obtenus avec un modèle auxiliaire sur les taux d'épargne nationale laissent penser que les variables explicatives retenues agissent sur le compte courant en influençant l'épargne nationale. La question principale reste, néanmoins, de savoir si les soldes courants observés dans la région MENA s'expliquent entièrement par les fondamentaux.

¹² Pour plus de détails concernant la construction de l'indice, voir l'annexe B.

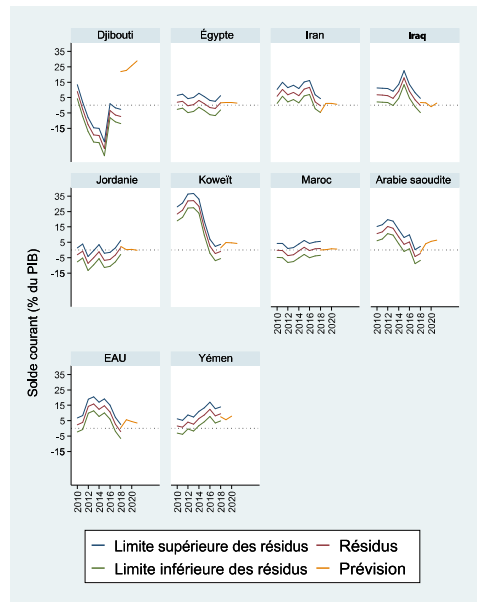
Six économies de la région ont des soldes courants nettement inférieurs aux prévisions du modèle. Ces comptes courants inexplicables correspondent aux résidus (c'est-à-dire à la différence entre la valeur prévue et la valeur observée) du modèle du MNACE. Ces résidus sont calculés en soustrayant le solde courant prévu du solde courant réel. La figure II.1 représente l'intervalle de confiance à 95 % des résidus et regroupe les économies selon que leur solde courant est sensiblement inférieur ou non au solde courant prévu par le modèle. La partie A est composée des pays dont les soldes courants sont statistiquement beaucoup plus faibles que les prévisions du modèle : Algérie, Bahreïn, Liban, Oman, Qatar et Tunisie. La partie B est composée des pays dont les soldes courants ne sont pas statistiquement beaucoup plus faibles que les prévisions du modèle : Arabie saoudite, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Iran, Iraq, Jordanie, Koweït, Maroc et Yémen.

Figure II.1. Soldes courants inexplicables des pays de la région MENA

Partie A : Pays dont le solde est inférieur aux prévisions reposant sur les fondamentaux



Partie B : Pays dont le solde est supérieur ou équivalent aux prévisions reposant sur les fondamentaux



Source : Calculs des auteurs sur la base du modèle du MNACE pour le compte courant (voir annexe B). La Libye, la Syrie ainsi que la Cisjordanie et Gaza ne sont pas incluses en raison du manque de données. Les prévisions relatives au compte courant datent d'octobre 2019.

Les pays peuvent réduire leurs importants déséquilibres extérieurs inexplicables en augmentant leur PIB par habitant en âge de travailler (Arezki et al., 2019). C'est le seul moyen susceptible de diminuer les déséquilibres extérieurs et d'améliorer la viabilité des finances publiques tout en réduisant la nécessité d'imposer une austérité budgétaire socialement douloureuse. Les améliorations de la productivité globale du travail sont associées à une augmentation de l'épargne intérieure. À moins d'un accroissement concomitant de la productivité du travail et de la consommation intérieure, l'amélioration de la productivité du travail devrait réduire les déficits courants. (Arezki et al. 2019 examinent ces questions plus en détail). En outre, les difficultés budgétaires devraient être quelque peu atténuées, car la production par habitant en âge de travailler est susceptible d'augmenter les recettes publiques. L'augmentation du PIB par habitant en âge de travailler ne peut être obtenue que si les adultes d'âge actif travaillent ou si l'investissement privé augmente, car les gouvernements sont confrontés à de sévères contraintes budgétaires. Nous examinons ci-dessous les méthodes et les données qui pourraient aider à évaluer la situation budgétaire des économies de la région MENA.

II.2 Viabilité des finances publiques : le manque de transparence complique les méthodes d'analyse existantes

Dans la présente section, nous employons trois méthodes d'examen de la viabilité des finances publiques dans les pays de la région MENA :

- **Méthode 1** : Nous calculons le solde primaire requis pour stabiliser le ratio dette publique/PIB pour une année donnée, puis le comparons au solde observé.
- **Méthode 2** : Nous construisons et évaluons le solde budgétaire structurel en éliminant les composantes des recettes et des dépenses qui sont automatiquement liées au cycle économique, puis le comparons aux soldes observés et requis susmentionnés.
- **Méthode 3** : Nous estimons une relation entre le solde primaire et la dette publique de l'année précédente sur un échantillon de pays du monde entier.

▸ Solde primaire requis pour stabiliser la dette

La première approche est couramment utilisée par des universitaires et des institutions multilatérales telles que le FMI et la Banque mondiale pour effectuer des analyses de viabilité de la dette (voir par exemple, Debrun et al., 2019). Plus la dette d'un pays est élevée, ou plus le taux d'intérêt sur la dette est élevé, plus le solde primaire requis pour stabiliser la dette est important. Inversement, plus forte est la croissance d'un pays, plus faible est le solde primaire dont il a besoin.

Mathématiquement (voir annexe C1), le solde primaire requis pour stabiliser la dette par rapport à la production est obtenu comme suit :

$$pb_t = \left[\frac{1+r_t}{1+g_t} - 1 \right] d_{t-1} \quad (1)$$

où pb_t est le solde primaire requis (rapporté à la production) pour l'année t ; d_{t-1} est le ratio dette/production de l'année précédente ; g_t est la croissance nominale de la production ; et r_t est le taux d'intérêt nominal en monnaie nationale.

▸ Estimation des soldes primaires structurels

Dans la deuxième approche, nous déterminons le solde primaire structurel de chaque pays, autrement dit ce qui reste après avoir supprimé les composantes des recettes et des dépenses qui sont liées aux inévitables fluctuations de l'économie, comme les recettes fiscales supplémentaires liées à l'augmentation de la production (voir annexe C2). Il est sans doute plus précis d'évaluer uniquement le solde budgétaire structurel, car il reflète la situation budgétaire (structurelle) fondamentale d'un pays. Le FMI a publié un résumé point par point de la méthodologie utilisée pour le calcul des soldes structurels (IMF 2011).

Tableau II.1. Soldes primaires et structurels par rapport aux soldes primaires requis pour stabiliser la dette dans la région MENA, 2018 et 2019

| Partie A : 2018 | | | |
|-------------------------|--|---------------|-------------------|
| <i>Pays</i> | <i>Solde primaire en 2018 (% du PIB)</i> | | |
| | <i>Observé</i> | <i>Requis</i> | <i>Structurel</i> |
| Algérie | -4,92 | -1,65 | -4,67 |
| Iran, Rép. islamique d' | -5,13 | -9,71 | -5,58 |
| Iraq | 9,44 | -6,00 | 10,50 |
| Yémen, Rép. du | -6,27 | -27,27 | -6,11 |
| Bahreïn | -7,36 | -2,29 | -7,39 |
| Koweït | -2,79 | -2,93 | -2,30 |
| Oman | -5,87 | -2,96 | -5,75 |
| Qatar | 4,35 | -4,13 | 4,63 |
| Arabie saoudite | -5,65 | -1,90 | -5,66 |
| Émirats arabes unis | 2,19 | -0,75 | 2,36 |
| Djibouti | -1,61 | -1,60 | -1,54 |
| Égypte, Rép. arabe d' | 0,11 | -13,71 | 0,14 |
| Jordanie | 0,01 | -0,05 | 0,05 |
| Liban | -1,13 | 1,02 | -1,11 |
| Maroc | -1,19 | -0,01 | -1,21 |
| Tunisie | -2,13 | -3,53 | -2,21 |

| Partie B : 2019 | | | |
|-------------------------|--|---------------|-------------------|
| <i>Pays</i> | <i>Solde primaire en 2019 (% du PIB)</i> | | |
| | <i>Observé</i> | <i>Requis</i> | <i>Structurel</i> |
| Algérie | -5,32 | 0,11 | -5,24 |
| Iran, Rép. islamique d' | -4,98 | -4,14 | -4,49 |
| Iraq | -3,32 | -1,00 | -2,63 |
| Yémen, Rép. du | -5,84 | -11,67 | -5,71 |
| Bahreïn | -3,69 | 3,06 | -3,64 |
| Koweït | -6,14 | 0,13 | -5,48 |
| Oman | -5,06 | 3,19 | -4,26 |
| Qatar | 3,56 | 5,84 | 3,86 |
| Arabie saoudite | -5,86 | 1,16 | -5,49 |
| Émirats arabes unis | -0,97 | 0,47 | -0,69 |
| Djibouti | 0,61 | -3,50 | 0,65 |
| Égypte, Rép. arabe d' | 1,94 | -5,81 | 1,89 |
| Jordanie | 0,85 | -0,72 | 0,91 |
| Liban | 0,26 | 0,71 | 0,40 |
| Maroc | -1,20 | 0,22 | -1,06 |
| Tunisie | -1,23 | -2,41 | -1,26 |

Sources : Banque mondiale, *Macro and Poverty Outlook* ; données sur le PIB réel, *Perspectives de l'économie mondiale*.

Note : Le solde primaire observé et nos calculs des soldes primaires requis et structurels pour 2018 et 2019 sont tous présentés en pourcentage du PIB. Le solde primaire requis est celui qui permet de stabiliser le ratio dette/production. Le solde structurel est le solde budgétaire après élimination des composantes liées aux fluctuations économiques. Pour la majorité des pays, les soldes primaires structurels étaient proches des soldes primaires observés parce que la production était proche de son potentiel.

La partie A du tableau II.1 montre qu'en 2018, les soldes primaires observés de l'Algérie, de Bahreïn, du Liban, du Maroc, d'Oman et de l'Arabie saoudite étaient inférieurs aux soldes requis pour stabiliser la dette. Ces conclusions restent vraies même après avoir pris en compte les facteurs conjoncturels du solde primaire. Pour ces six pays, le solde primaire structurel est également inférieur au solde primaire requis. La partie B du tableau 2.2.1 présente les soldes primaires structurels et requis pour 2019. La viabilité des finances publiques s'est dégradée dans la région MENA par rapport à 2018 : dans 11 des 16 pays MENA de notre échantillon, le solde primaire requis était supérieur au solde primaire observé.

Des précisions s'imposent toutefois concernant la transparence des données relatives à la dette fournies au tableau II.1. Premièrement, dans l'équation (1), d_{t-1} devrait être la dette publique nette. Mais, en l'absence de données sur la dette publique nette, nous utilisons la dette publique brute pour estimer les soldes primaires. Cette substitution pourrait avoir exagéré le solde primaire requis pour les pays disposant d'actifs publics importants (tels que des fonds souverains), car leur dette nette pourrait être sensiblement inférieure à leur dette brute.

En outre, la dette publique brute n'est pas déclarée de manière uniforme par les pays de la région MENA. Comme le montre le tableau 2.2.2, ces pays ne déclarent que quelques composantes de la dette publique. Bien que la déclaration de toutes les sources de la dette publique puisse entraîner une augmentation des ratios dette/PIB, il n'est pas garanti que les analyses de viabilité de la dette se détérioreraient également, car ce qui nous intéresse, c'est la stabilisation dans le temps du ratio dette/PIB, même s'il est plus élevé que dans les données déclarées. Il devrait être clair à présent que le manque de données macroéconomiques dans la région MENA entrave les efforts visant à comprendre sa fragilité macroéconomique.

Deuxièmement, le tableau II.1 montre le solde primaire requis pour 2018 et 2019 après coup, lorsque les données sur la dette, les taux d'intérêt et la croissance sont toutes confirmées. L'estimation des futurs soldes primaires requis, bien que plus utile pour les débats de politique générale, est plus difficile et soumise à un plus grand degré d'incertitude. Pour illustrer ce point, prenons un exemple de l'annexe C1 avec deux types de dette publique : la dette extérieure (libellée en dollars) et la dette intérieure. Le solde primaire requis attendu dépend de la moyenne pondérée des taux d'intérêt nominaux attendus (en monnaie nationale) de la dette extérieure et de la dette intérieure. En l'absence de données sur la composition de la dette publique, il serait impossible de calculer les pondérations de chaque composante de la dette et donc le taux d'intérêt nominal moyen pondéré attendu. En outre, le taux d'intérêt nominal attendu de la dette extérieure est égal au taux d'intérêt en dollars multiplié par la dépréciation attendue du taux de change. Une dépréciation inattendue plus forte implique des charges d'intérêts plus importantes en monnaie nationale et donc un solde primaire requis plus conséquent. Par exemple, Alnashar (2019) montre que la dynamique de la dette publique égyptienne n'est pas uniquement impulsée par les politiques budgétaires, mais aussi par les fluctuations des taux de change. En résumé, le manque de transparence des données sur la dette empêche d'analyser la future viabilité des finances publiques.

Troisièmement, même pour les pays dont le solde budgétaire requis est inférieur au solde observé en 2018 (comme l'Égypte), la conclusion devrait être envisagée avec un optimisme prudent. Comme nous l'avons vu plus haut, la viabilité actuelle ne garantit pas la viabilité future. Les taux d'intérêt, les taux de croissance et les taux de change pourraient changer et mettre à mal la viabilité des finances publiques.

▸ La relation entre la dette et le solde primaire

Dans la troisième approche, la viabilité du solde budgétaire est évaluée en estimant la relation entre le solde primaire et les ratios dette/PIB des années précédentes (c'est-à-dire la dette décalée). Selon Mendoza et Ostry (2008), lorsque la corrélation partielle entre le solde primaire et le ratio dette/PIB de l'année précédente est positive, la trajectoire budgétaire est interprétée comme étant « viable »¹³. L'annexe C3 décrit en détail le cadre analytique et compare la région MENA – CCG et pays en développement compris – et le reste du monde.

La figure II.2 montre que, dans le reste du monde, le solde primaire a une relation négative et statistiquement significative avec la dette décalée en moyenne ; il en ressort que le solde primaire se détériore lorsque la dette décalée augmente (voir tableau C1 en annexe)¹⁴. Bien qu'il ne s'agisse pas d'un signe de viabilité budgétaire, la tendance de ces dernières années indique une plus grande viabilité par rapport à la situation du début du XXI^e siècle¹⁵. Le solde primaire des pays du CCG a une relation

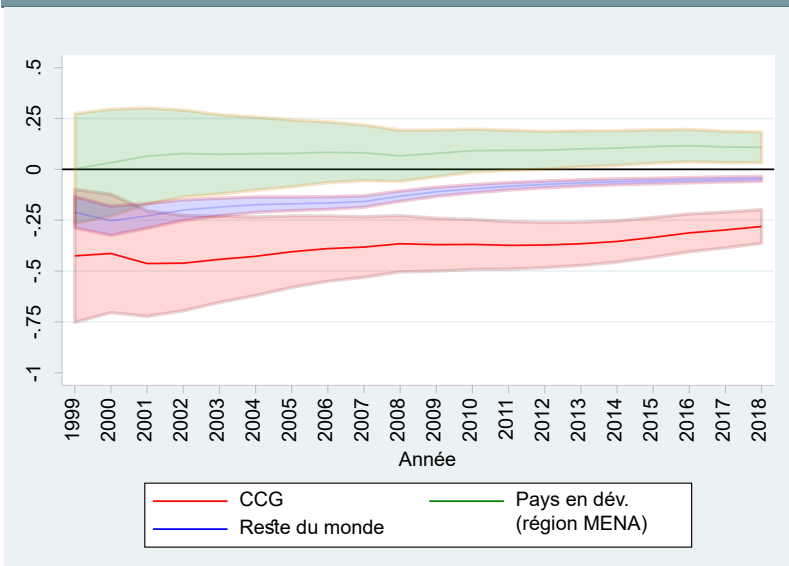
¹³ Il ne s'agit en aucun cas d'une garantie de viabilité des finances publiques, mais plutôt d'un des nombreux exercices visant à examiner cette dernière.

¹⁴ La figure II.2 correspond au tableau C1 de l'annexe

¹⁵ Ce constat est certes préoccupant, étant donné l'accumulation de la dette dans les pays émergents. Mais plus que les analyses récentes comme celle de Kose et al. (2020), il brosse un tableau favorable de la viabilité de la dette à travers le monde, et en particulier dans les pays en développement de la région MENA. Reste à savoir si ce tableau changerait si nous avions accès aux données nécessaires pour calculer la dette brute et nette totale du secteur public dans les différents pays.

encore plus négative avec la dette décalée que le reste du monde, bien que cette relation soit progressivement moins négative pour le CCG (voir la ligne rouge dans la figure II.2). La bonne nouvelle est que le solde primaire des pays en développement de la région MENA a une relation positive avec la dette décalée, ce qui porte à croire que leur situation est financièrement viable.

Figure II.2 Relation entre les soldes primaires et la dette antérieure – la région MENA et le reste du monde depuis 1990



Note : L'axe vertical de la figure représente les estimations récursives de régressions économétriques entre la dette primaire et décalée et d'autres variables de contrôle (voir l'annexe C3 pour plus de détails). Les fenêtres d'estimation sont progressivement élargies. Par exemple, l'estimation ponctuelle pour 1999 est celle obtenue avec l'échantillon de 1990 à 1999. De même, l'estimation ponctuelle pour 2018 est celle obtenue avec l'échantillon de 1990 à 2018. Mais l'évolution dans le temps des coefficients estimés est due à l'inclusion dans l'échantillon des données de la dernière année. Les bandes représentent des intervalles de confiance de 10 %.

Enfin, on ne saurait trop insister sur le fait que les conclusions relatives à la viabilité de la dette de la région MENA doivent être interprétées avec prudence, compte tenu du manque de données sur la dette. En effet, elles pourraient évoluer dans un sens comme dans l'autre lorsque des données plus complètes seront disponibles. Comme pour le manque de données pendant une pandémie, la dissimulation des informations sur la dette entrave la tenue de débats ouverts en quête de solutions. Le chapitre suivant porte sur les marchés du travail, où l'incohérence des définitions fausse considérablement les indicateurs et peut donc conduire à des politiques inefficaces.

Tableau II.2 Communication de données sur la dette dans les pays de la région MENA

| | Sous-secteurs de l'administration publique | Bahreïn | Oman | Koweït | Qatar | Arabie saoudite | Algérie | Égypte | Djibouti | Iran | Irak | Jordanie | Libye | Liban | Maroc | Cisjordanie | Syrie | Tunisie | EAU | Yémen |
|--|--|---------------------------|------|--------|-------|-----------------|---------|--------|----------|------|------|----------|-------|-------|-------|-------------|-------|---------|-----|-------|
| | | 1 Administration centrale | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✗ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ |
| 2 État et administrations locales | | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | ✓ | ✓ | ✗ | ✓ | ✗ | | | ✓ | | | | s.o. | ✓ | ✗ |
| 3 Autres composantes des administrations publiques | ✓ | | ✗ | | | ✗ | ✓ | ✗ | | | | | | | | ✗ | | ✓ | ✗ | |
| 4 dont : caisse de sécurité sociale | ✓ | | ✗ | | | s.o. | ✓ | ✗ | | | | ✗ | | | | ✗ | | ✗ | ✗ | |
| 5 dont : fonds extrabudgétaires | ✓ | | ✗ | | ✗ | ✗ | ✗ | ✗ | ✗ | | | | | | | s.o. | | ✓ | ✗ | ✗ |
| 6 Garanties (octroyées à d'autres entités des secteurs public et privé, entreprises publiques comprises) | ✗ | ✗ | | ✗ | ✗ | ✗ | ✗ | ✓ | | ✓ | ✓ | ✓ | | ✓ | | ✗ | | ✓ | ✓ | s.o. |
| 7 Banque centrale (emprunts effectués au nom de l'État) | | | ✓ | | | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | ✓ | ✗ | s.o. | | ✓ | | s.o. | | ✓ | | |
| 8 Dette non garantie des entreprises publiques | ✗ | ✗ | | ✗ | ✗ | ✗ | ✗ | ✗ | ✗ | ✗ | | | | | ✗ | s.o. | | ✗ | ✗ | s.o. |

Source : Économistes-pays de la région MENA.

Note : Le tableau II.2 suit le modèle de communication de données sur la dette publique figurant dans le cadre de viabilité de la dette de la Banque mondiale et du FMI (IMF, 2017). ✓ indique que le pays déclare ce type de dette (intérieure et extérieure); ✗ indique que le pays a contracté ce type de dette, mais ne le déclare pas; s.o. = sans objet et indique que le pays pourrait ne pas avoir contracté ce type de dette; les cellules vides indiquent que les économistes de la Banque mondiale ne disposent pas d'informations suffisantes pour savoir si le pays a contracté ce type de dette, mais ne le déclare pas, ou si le pays n'a pas contracté ce type de dette, ou si la dette pourrait être incluse dans la dette publique totale. Communication de données sur la dette à compter de 2019.

CHAPITRE III : LACUNES DES DONNÉES, DÉFINITIONS ET ÉVALUATION DE LA SITUATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Points clés du chapitre III :

- Les pays de la région MENA utilisent des définitions imprécises de l'emploi, avec pour effet de brouiller la distinction entre le chômage et le travail dans l'informel.
- Là où existent des sources indépendantes de données historiques sur la main-d'œuvre représentatives de la situation nationale, les auteurs n'ont pas été en mesure de reproduire les taux de chômage officiels déclarés par les pays.
- Ces incohérences donnent une fausse idée du rôle des femmes et du monde rural dans les marchés du travail nationaux.
- Si l'on utilise des définitions précises de l'emploi et du chômage, les données statistiques indiquent que la participation des femmes à l'activité économique pourrait être un problème générationnel, car elle est élevée chez les jeunes femmes instruites.
- Les données historiques d'une économie avancée et les données récentes du Yémen indiquent que le taux d'activité des femmes a tendance à augmenter pendant les périodes de conflit armé

Le présent chapitre étudie le rôle de la transparence dans l'évaluation de la situation générale du marché du travail dans la région MENA. Il analyse les taux de chômage, les taux d'activité féminine et, dans une moindre mesure, l'ampleur de l'informel.

III.1 La mesure du chômage dans la région MENA

Le marché du travail est un autre domaine dans lequel les lacunes des données et les incohérences des mesures pourraient entraver l'élaboration des politiques. Les pays à travers le monde utilisent généralement les définitions de l'emploi et du chômage élaborées par l'OIT, qui servent de référence et sont conformes à celles adoptées par d'autres pays développés, dont les États-Unis (voir tableau III.1). Dans la région MENA, les taux officiels d'emploi et de chômage ne sont pas déclarés de manière cohérente d'un pays à l'autre. De nombreux pays de la région n'utilisent pas les définitions susmentionnées de l'OIT, ou n'indiquent pas clairement s'ils les utilisent ou non (voir tableau III.2).

Tableau III.1. Définitions de l'emploi et du chômage du Bureau des statistiques relatives à la population active (États-Unis), de l'INSEE (France) et de l'OIT

| Définitions | Emploi | Chômage | Source |
|--|---|--|---|
| États-Unis – Bureau des statistiques relatives à la population active (BLS) | Personne âgée de 16 ans ou plus, qui : 1) a travaillé au moins une heure en tant que salarié ; 2) a travaillé au moins une heure pour son propre compte (dans son entreprise, son commerce ou sa ferme) ; 3) a été temporairement absente de son travail, de son entreprise ou de sa ferme, qu'elle ait été ou non rémunérée pendant cette absence ; ou 4) a travaillé sans rémunération pendant au moins 15 heures dans une entreprise ou une ferme appartenant à un membre de sa famille. | Personne âgée de 16 ans ou plus qui : 1) n'a pas d'emploi ; 2) en a cherché un activement au cours des quatre dernières semaines ; et 3) est à même de travailler. | https://www.bls.gov/cps/definitions.htm |
| France – Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) | Personnes ayant travaillé pendant une durée quelconque, ne serait-ce qu'une heure, au cours d'une semaine dite de référence. Seules les personnes en âge de travailler (entre 15 et 64 ans) sont prises en compte. | Ensemble des personnes de 15 ans et plus qui n'ont pas d'emploi et qui en recherchent un. | https://www.insee.fr/en/metadonnees/definitions |
| Organisation internationale du travail (OIT) | Toutes les personnes en âge de travailler (15 ans et plus) qui, durant une courte période de référence, étaient engagées dans toute activité visant à produire des biens ou à fournir des services en échange d'une rémunération ou d'un profit. Elles comprennent les personnes en emploi « au travail », c'est-à-dire celles qui ont travaillé une heure au moins dans un poste de travail ; les personnes en emploi qui n'étaient « pas au travail » en raison d'une absence temporaire d'un poste de travail ou d'aménagements du temps de travail (comme le travail en rotation par équipes, les horaires flexibles, le repos compensatoire des heures supplémentaires). | Toutes les personnes en âge de travailler (15 ans ou plus) qui n'étaient pas en emploi, avaient effectué des activités de recherche d'emploi durant une période récente spécifiée, et étaient actuellement disponibles pour l'emploi si la possibilité d'occuper un poste de travail existait. | https://www.ilo.org/ilostat-files/Documents/Statistical%20Glossary.pdf |

Tableau III.2. Concordance des définitions de l'emploi et du chômage à travers la région MENA

| <i>Pays</i> | <i>Suit la définition du chômage de l'OIT</i> | <i>Suit la définition de l'emploi de l'OIT</i> | <i>Âge de la population active</i> |
|---------------------|---|--|------------------------------------|
| Maroc | OUI | Indéterminé | 15 ans et plus |
| Algérie | OUI | OUI | Indéterminé |
| Tunisie | OUI | Indéterminé | Indéterminé |
| Libye | OUI | Indéterminé | 15 ans et plus |
| Égypte | OUI | OUI | 15 ans et plus |
| Liban | OUI | Indéterminé | OUI |
| Cisjordanie et Gaza | OUI | Indéterminé | 15 ans et plus |
| Jordanie | OUI | Indéterminé | 15 ans et plus |
| Arabie saoudite | NON | Indéterminé | 15 ans et plus |
| Oman | Indéterminé | Indéterminé | Indéterminé |
| É.A.U. | OUI | Indéterminé | OUI |
| Qatar | OUI | Indéterminé | 15 ans et plus |
| Bahreïn | OUI | OUI | Indéterminé |
| Koweït | OUI | Indéterminé | OUI |
| Iran | OUI | OUI | NON |
| Djibouti | NON | NON | Indéterminé |
| Iraq | Indéterminé | Indéterminé | Indéterminé |
| Syrie et Yémen | Indisponible | Indisponible | Indisponible |

Source : Résumé préparé par les auteurs à partir d'informations provenant des sites web des bureaux nationaux des statistiques.

La présente section tire parti de l'existence de rapports d'enquêtes de suivi du marché du travail (qui recueillent des données sur le même sujet sur une certaine période) pour l'Égypte, la Jordanie et la Tunisie. Elle utilise ces rapports pour recalculer les taux de chômage selon les définitions de l'OIT et compare les chiffres ainsi obtenus avec les estimations nationales du chômage communiquées par les trois pays. Les résultats sont présentés dans les tableaux III.4 à III.6. L'analyse s'appuie sur la dernière enquête de suivi du marché du travail réalisée dans chaque pays. Elle porte sur 2018 pour l'Égypte, 2016 pour la Jordanie et 2014 pour la Tunisie. La différence entre les différents taux de chômage calculés dans ces tableaux repose sur les définitions des termes « emploi » et « chômage ». L'emploi peut être défini en utilisant la définition axée sur le marché, qui considère comme employées uniquement les personnes exerçant une activité économique de marché, ou la définition élargie, qui considère comme employées celles exerçant une activité économique de marché ou de subsistance. En revanche, la définition standard du chômage stipule que, pour être considérée comme chômeur, une personne doit activement rechercher un emploi, alors que la définition élargie du chômage ne requiert pas une recherche active d'emploi. Selon cette définition élargie, une personne est au chômage si elle n'a pas travaillé pendant la période de référence, si elle voulait travailler et si elle n'était pas liée à un emploi (qu'elle soit ou non activement à la recherche d'un emploi). Le tableau III.3 fait un récapitulatif des définitions.

Tableau III.3. Définitions de l'emploi et du chômage

| | <i>Définitions</i> |
|---|--|
| Définition de l'emploi axée sur le marché | considère uniquement comme employées les personnes qui exercent des activités économiques de marché |
| Définition élargie de l'emploi | considère comme employées les personnes qui exercent des activités économiques de marché ou de subsistance |
| Définition standard du chômage | stipule qu'une personne doit activement rechercher un emploi |
| Définition élargie du chômage | ne stipule pas qu'une personne doit activement rechercher un emploi |

La partie A du tableau III.4 indique qu'en Égypte, l'écart entre le taux de chômage total selon la définition axée sur le marché et selon la définition élargie est de 5,2 points de pourcentage. Pour déterminer dans quelle mesure cet écart est dû à l'évolution des taux de chômage des femmes ou des hommes, les taux de chômage ventilés par sexe sont calculés par rapport à la population active totale plutôt que par rapport au taux de chômage de chaque sexe (voir les parties B et C du tableau)¹⁶. Les résultats semblent indiquer que 3,8 points de pourcentage, soit 73 % de l'écart, sont dus à des changements des taux d'activité des femmes liés aux définitions, tandis que 1,4 point de pourcentage, soit 27 % de l'écart, est dû à l'évolution des taux de chômage des hommes. Il est intéressant de noter que la partie C du tableau indique une grande variabilité des taux de chômage des femmes, qui est attribuable à la forte proportion de femmes égyptiennes exerçant une activité de subsistance. Il n'est donc pas surprenant qu'une définition de l'emploi axée sur le marché (qui exclut les activités de subsistance) indique un taux de chômage féminin très élevé en Égypte (entre 20 et 30 %). Qui plus est, le taux de chômage officiel des hommes (6,8 %) publié par le bureau égyptien des statistiques, l'Agence centrale pour la mobilisation publique et les statistiques (CAPMAS), est excessif par rapport aux différents taux de chômage estimés à partir des données de l'enquête de suivi du marché du travail en Égypte (ELMPS).

Pour ce qui est de la Jordanie, la partie A du tableau III.5 indique que l'écart entre le plus fort taux de chômage total calculé selon la définition axée sur le marché (recherche d'emploi non requise) et le plus faible taux de chômage total calculé selon la définition élargie (recherche d'emploi requise) est de 2,5 points de pourcentage. Contrairement à l'Égypte, où l'essentiel de cet écart est dû à l'évolution du taux de chômage des femmes, en Jordanie, les taux de chômage des hommes et des femmes y contribuent à parts égales. Selon ces deux définitions, les taux de chômage des femmes et des hommes varient respectivement de 1,2 et 1,3 point de pourcentage. Les taux de chômage masculin et féminin sont beaucoup plus élevés en Jordanie qu'en Égypte : alors que les taux de chômage féminin fluctuent fortement en Égypte en fonction de la définition de l'emploi (axée sur le marché ou élargie), ils ne varient que légèrement en Jordanie, ce qui porte à croire que les femmes jordaniennes n'exercent guère, voire pas d'activités de subsistance. Il est également important de noter que les taux de chômage officiels tirés de la base de données ILOSTAT de l'OIT sont systématiquement inférieurs à ceux estimés à partir des données de l'enquête de suivi du marché du travail jordanien (JLMPS).

¹⁶ Les taux de chômage masculin et féminin par rapport à la population active totale sont disponibles sur demande

Tableau III.4. Taux de chômage en Égypte en 2018
Partie A : Taux de chômage total

| | | <i>Définition de l'emploi</i> | |
|-----------------------------------|-----|--------------------------------------|---------------------------|
| | | <i>Définition axée sur le marché</i> | <i>Définition élargie</i> |
| Recherche active d'emploi requise | Non | 11,4 | 8,2 |
| | Oui | 8,2 | 6,2 |
| Estimation nationale | | 9,9 | |

Partie B : Taux de chômage masculin

| | | <i>Définition de l'emploi</i> | |
|-----------------------------------|-----|--------------------------------------|---------------------------|
| | | <i>Définition axée sur le marché</i> | <i>Définition élargie</i> |
| Recherche active d'emploi requise | Non | 5,8 | 5,5 |
| | Oui | 4,9 | 4,7 |
| Estimation nationale | | 6,8 | |

Partie C : Taux de chômage féminin

| | | <i>Définition de l'emploi</i> | |
|-----------------------------------|-----|--------------------------------------|---------------------------|
| | | <i>Définition axée sur le marché</i> | <i>Définition élargie</i> |
| Recherche active d'emploi requise | Non | 30,0 | 13,4 |
| | Oui | 20,6 | 9,2 |
| Estimation nationale | | 21,4 | |

Note : Ce tableau présente les taux de chômage en Égypte selon quatre définitions en se fondant sur l'enquête de suivi du marché du travail en Égypte (2018), qui est une enquête représentative au niveau national. Les taux de chômage calculés sont pondérés. Les estimations nationales font référence aux taux de chômage officiels et proviennent du bureau égyptien des statistiques, CAPMAS.

Tableau III.5. Taux de chômage en Jordanie en 2016
Partie A : Taux de chômage total

| | | <i>Définition de l'emploi</i> | |
|-----------------------------------|-----|--------------------------------------|---------------------------|
| | | <i>Définition axée sur le marché</i> | <i>Définition élargie</i> |
| Recherche active d'emploi requise | Non | 21,3 | 20,9 |
| | Oui | 19,2 | 18,8 |
| Estimation nationale | | 15,3 | |

Partie B : Taux de chômage masculin

| | | <i>Définition de l'emploi</i> | |
|-----------------------------------|-----|--------------------------------------|---------------------------|
| | | <i>Définition axée sur le marché</i> | <i>Définition élargie</i> |
| Recherche active d'emploi requise | Non | 15,7 | 15,5 |
| | Oui | 14,2 | 14,1 |
| Estimation nationale | | 13,3 | |

Partie C : Taux de chômage féminin

| | | <i>Définition de l'emploi</i> | |
|-----------------------------------|-----|--------------------------------------|---------------------------|
| | | <i>Définition axée sur le marché</i> | <i>Définition élargie</i> |
| Recherche active d'emploi requise | Non | 41,2 | 39,2 |
| | Oui | 37,6 | 35,7 |
| Estimation nationale | | 24,1 | |

Note : Ce tableau présente les taux de chômage en Jordanie selon quatre définitions en se fondant sur l'enquête de suivi du marché du travail jordanien (2016), qui est une enquête représentative au niveau national. Les taux de chômage calculés sont pondérés. Les estimations nationales font référence aux taux de chômage officiels et proviennent de la base de données ILOSTAT de l'Organisation internationale du travail.

Tableau III.6. Taux de chômage en Tunisie en 2014**Partie A : Taux de chômage total**

| | | <i>Définition de l'emploi</i> | |
|-----------------------------------|-----|--------------------------------------|---------------------------|
| | | <i>Définition axée sur le marché</i> | <i>Définition élargie</i> |
| Recherche active d'emploi requise | Non | 15,8 | 13,5 |
| | Oui | 12,7 | 10,9 |
| Estimation nationale | | 15,0 | |

Partie B : Taux de chômage masculin

| | | <i>Définition de l'emploi</i> | |
|-----------------------------------|-----|--------------------------------------|---------------------------|
| | | <i>Définition axée sur le marché</i> | <i>Définition élargie</i> |
| Recherche active d'emploi requise | Non | 12,6 | 11,8 |
| | Oui | 10,3 | 9,7 |
| Estimation nationale | | 12,3 | |

Partie C : Taux de chômage féminin

| | | <i>Définition de l'emploi</i> | |
|-----------------------------------|-----|--------------------------------------|---------------------------|
| | | <i>Définition axée sur le marché</i> | <i>Définition élargie</i> |
| Recherche active d'emploi requise | Non | 24,5 | 17,0 |
| | Oui | 19,5 | 13,6 |
| Estimation nationale | | 21,6 | |

Note : Ce tableau présente les taux de chômage en Tunisie selon quatre définitions en se fondant sur l'enquête de suivi du marché du travail en Tunisie (2014), qui est une enquête représentative au niveau national. Les taux de chômage calculés sont pondérés. Les estimations nationales font référence aux taux de chômage officiels en 2014 et proviennent de l'Institut national de la statistique de Tunisie.

Pour la Tunisie, la partie A du tableau III.6 indique que l'écart des taux de chômage total selon la définition axée sur le marché et selon la définition élargie est de 4,9 points de pourcentage. Une estimation des taux de chômage ventilés par sexe par rapport à la population active totale indique que 53 % de l'écart, soit 2,6 points de pourcentage, sont dus à l'évolution du taux de chômage masculin et 47 %, soit 2,3 points de pourcentage, à l'évolution du taux de chômage féminin.

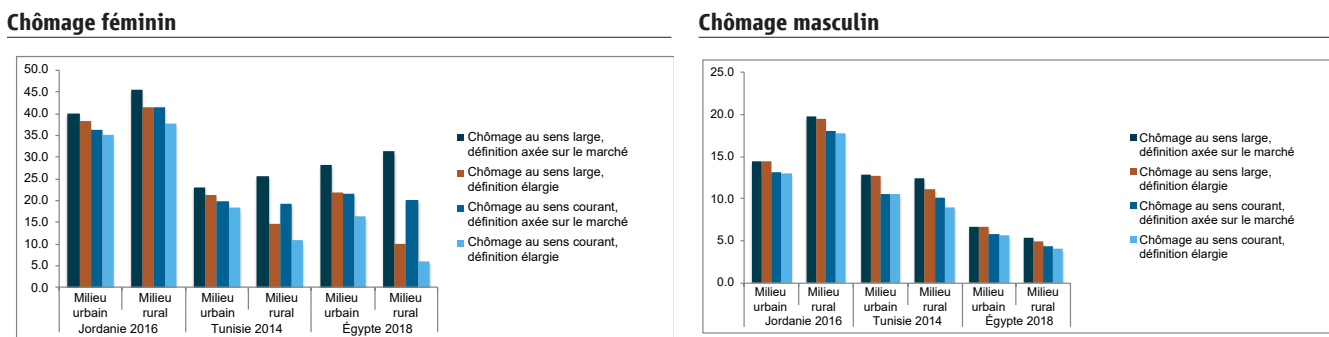
Alors qu'en Égypte, l'écart entre ces deux taux de chômage estimés est principalement dû à l'évolution du taux de chômage des femmes, en Jordanie et en Tunisie, les taux de chômage des hommes et des femmes y contribuent à parts égales. Ces résultats sont surprenants, car les taux d'activité des femmes sont beaucoup plus faibles que ceux des hommes, selon les estimations officielles et les nôtres. En d'autres termes, puisque le taux de chômage est calculé par rapport à la somme des personnes avec et sans emploi, les femmes sont sous-représentées dans le dénominateur des taux de chômage. Ainsi, une contribution égale aux différences dans le taux de chômage total contredit l'impact beaucoup plus important des définitions de l'emploi.

De fait, le taux de chômage des femmes varie en fonction de la définition de l'emploi retenue. Ce constat porte donc à croire que, comme les Égyptiennes, les Tunisiennes exercent essentiellement des activités économiques non marchandes. Les taux de chômage officiels des hommes en Égypte sont exagérés par rapport à ceux estimés à partir des données de l'ELMPS. En Jordanie, les taux de chômage sont systématiquement inférieurs aux chiffres officiels. En Tunisie, les taux de chômage officiels sont les plus proches de ceux calculés à partir de l'enquête de suivi du marché du travail dans ce pays. Il est à noter que les taux de chômage des hommes sont beaucoup plus élevés en Jordanie et en Tunisie qu'en Égypte, où ils se situent entre 5 et 7 %.

Cette différence pourrait s'expliquer par l'existence d'allocations de chômage en Jordanie et en Tunisie, alors qu'il n'y en a pas en Égypte¹⁷.

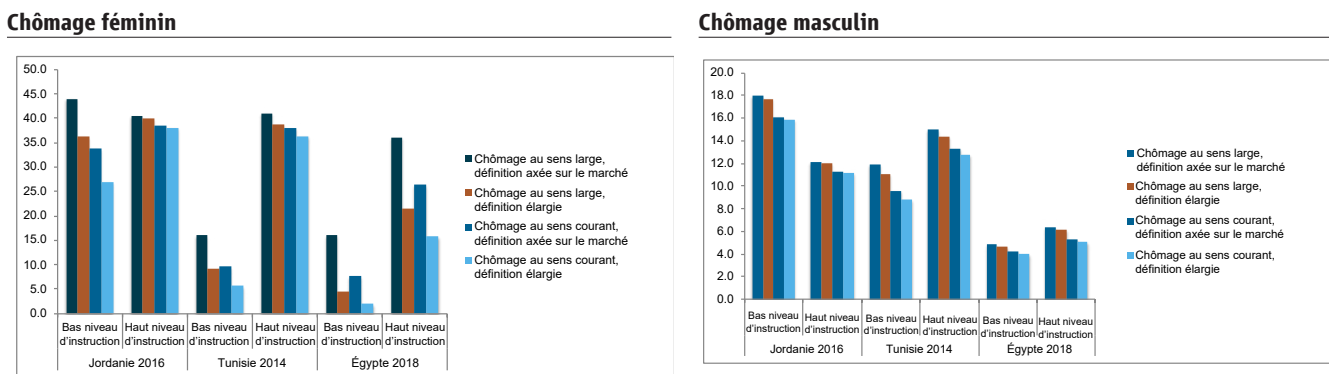
La ventilation des taux de chômage entre zones urbaines et rurales en Jordanie, en Tunisie et en Égypte révèle diverses tendances (figure III.1). Ainsi, le taux de chômage des hommes est plus élevé en zone rurale en Jordanie et en zone urbaine en Tunisie et en Égypte. En Jordanie, le chômage est systématiquement plus élevé en milieu rural. En Tunisie et en Égypte, les taux de chômage féminin sont élevés en zone rurale, et davantage encore si l'on utilise la définition de l'emploi axée sur le marché qui exclut les activités de subsistance. La grande variabilité des taux de chômage des femmes en Tunisie et en Égypte et la forte augmentation des taux de chômage en zone rurale lorsqu'on utilise la définition de l'emploi axée sur le marché sont dues à la plus grande prévalence des activités de subsistance en milieu rural.

Figure III.1. Taux de chômage en milieu urbain et rural



Source : Enquête de suivi du marché du travail égyptien 2018 ; enquête de suivi du marché du travail jordanien 2016 ; enquête de suivi du marché du travail tunisien 2014.
 Note : Cette analyse est limitée aux personnes en âge de travailler (15 à 64 ans). Les taux de chômage calculés sont pondérés.

Figure III.2. Taux de chômage par niveau d'instruction



Source : Enquête de suivi du marché du travail égyptien 2018 ; enquête de suivi du marché du travail jordanien 2016 ; enquête de suivi du marché du travail tunisien 2014.
 Note : Cette analyse est limitée aux hommes en âge de travailler (15 à 64 ans). Un bas niveau d'instruction correspond à l'enseignement primaire, un haut niveau d'instruction à l'enseignement secondaire ou postsecondaire. Les taux de chômage calculés sont pondérés.

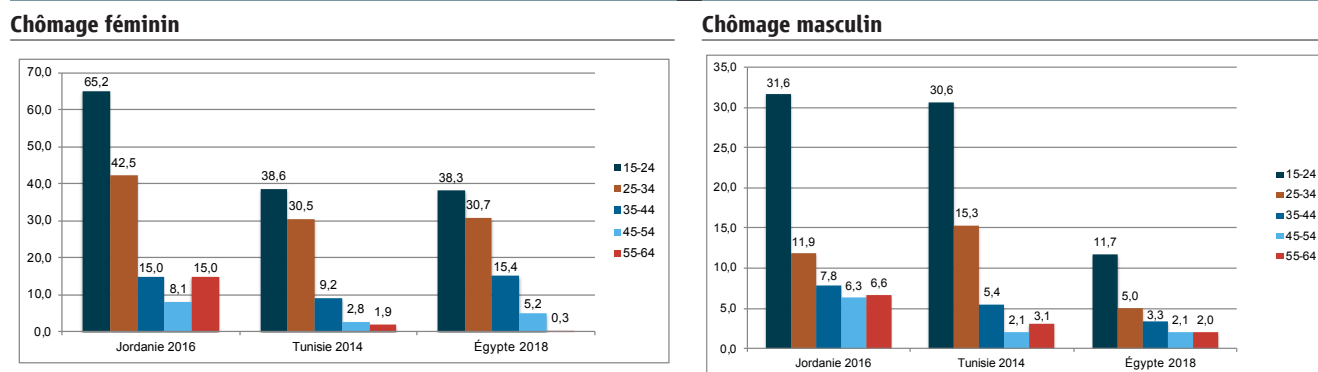
La figure III.2 présente les taux de chômage masculins et féminins selon le niveau d'instruction : bas niveau (études primaires) et haut niveau (études secondaires ou postsecondaires). En Tunisie et en Égypte, le taux de chômage augmente avec le niveau d'instruction ; en Jordanie, il est plus élevé chez les personnes peu instruites. Si l'on tient compte des données ventilées entre zones urbaines et rurales, on constate qu'en Jordanie, le taux de chômage des hommes est plus élevé en milieu rural et parmi les

17 Dans les trois pays, si l'on utilise la définition exigeant la recherche d'un emploi, on constate que les fils ou les filles du chef de ménage représentent la plus grande proportion de chômeurs (42 % en Égypte en 2018, 59 % en Jordanie en 2016, et 74 % en Tunisie en 2014). En revanche, 24 % des chômeurs en Égypte, 19 % en Jordanie et 14 % en Tunisie sont des chefs de famille, tandis que 31 % des chômeurs en Égypte, 19 % en Jordanie et 9 % en Tunisie sont déclarés en tant que conjoints.

personnes les moins instruites, alors qu'en Égypte et en Tunisie, il est plus élevé en milieu urbain et parmi les personnes les plus instruites. En ce qui concerne les femmes, les données semblent indiquer que dans les trois pays, les taux de chômage sont plus élevés chez celles qui ont un haut niveau d'instruction¹⁸.

Qui plus est, les taux de chômage féminin varient sensiblement selon les définitions du chômage utilisées. Ces écarts importants montrent à quel point des définitions vagues de l'emploi peuvent fausser la compréhension du marché du travail, en particulier en ce qui concerne les femmes.

Figure III.3. Taux de chômage par groupe d'âge



Source : Enquête de suivi du marché du travail égyptien 2018; enquête de suivi du marché du travail jordanien 2016; enquête de suivi du marché du travail tunisien 2014.

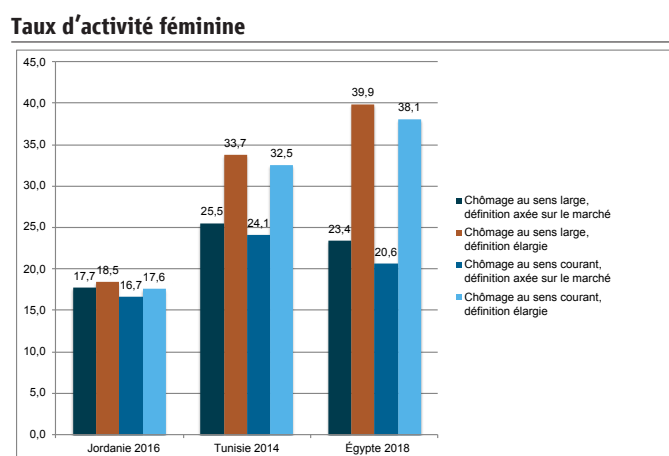
Note : Cette analyse est limitée aux hommes en âge de travailler (15 à 64 ans). Les taux de chômage sont indiqués en utilisant la définition de l'emploi axée sur le marché (recherche d'emploi requise). Cette définition ne considère comme employés que les personnes qui exercent des activités économiques marchandes et exclut les travailleurs se livrant à des activités de subsistance. La définition courante du chômage exige une recherche active d'emploi. Les taux de chômage calculés sont pondérés.

La ventilation des taux de chômage des hommes et des femmes par groupes d'âge (figure III.3) montre que les taux de chômage sont particulièrement élevés chez les jeunes (entre 15 et 35 ans). Ce constat vaut tant pour les hommes que pour les femmes des trois pays. Il est important de souligner que, dans les trois pays, peu de chômeurs âgés de 15 à 24 ans suivaient des études au moment de l'enquête. En Égypte, seuls 4,2 % des chômeurs et 1,5 % des chômeuses de cette tranche d'âge suivaient des études. Ces chiffres étaient respectivement de 0,8 % et 1,3 % en Jordanie et de 1,9 % et 0 % en Tunisie.

III.2 La participation des femmes à l'activité économique : un problème générationnel ?

Les taux de participation des femmes à l'activité économique (ou taux d'activité féminine) sont généralement très faibles dans les trois pays¹⁹. La figure III.4 indique qu'ils sont les plus bas en Jordanie, où ils se situent entre 17 et 19 %, selon la définition

Figure III.4 Taux d'activité féminine



Source : Enquête de suivi du marché du travail égyptien 2018; enquête de suivi du marché du travail jordanien 2016; enquête de suivi du marché du travail tunisien 2014.

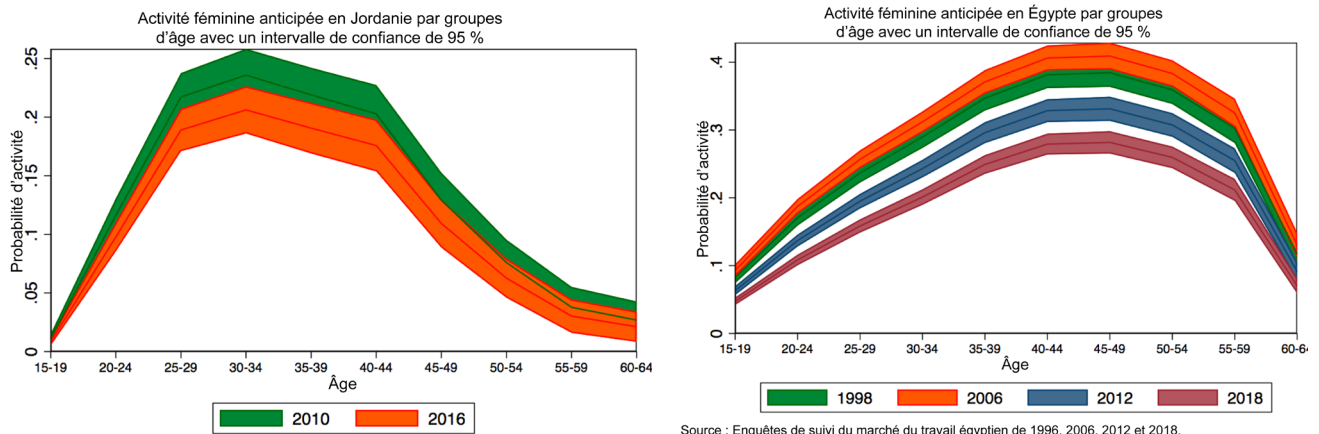
Note : Cette analyse est limitée aux femmes en âge de travailler (15 à 64 ans). Les taux de chômage calculés sont pondérés.

18 Il n'existe pas de corrélation systématique entre un haut niveau d'instruction et le score de richesse en Égypte, en Jordanie ou en Tunisie. Le coefficient de corrélation entre un haut niveau d'instruction (études secondaires ou supérieures) et le score de richesse des ménages est de 0,31 (valeur P=0,00).

19 En général, pour de nombreuses raisons économiques et culturelles, le taux d'activité féminine est faible dans la région MENA (voir World Bank, 2013).

de l'emploi. L'exercice d'activités de subsistance étant particulièrement répandu chez les femmes en Tunisie et en Égypte, un nouveau calcul des taux d'activité féminine fondé sur la définition élargie de l'emploi montre qu'ils sont nettement supérieurs aux estimations officielles (environ 34 % en Tunisie et 40 % en Égypte si l'on utilise la définition élargie du chômage).

Figure III.5. Activité féminine anticipée en Égypte par groupes d'âge



Source : Enquêtes de suivi du marché du travail jordanien de 2010 et 2016.

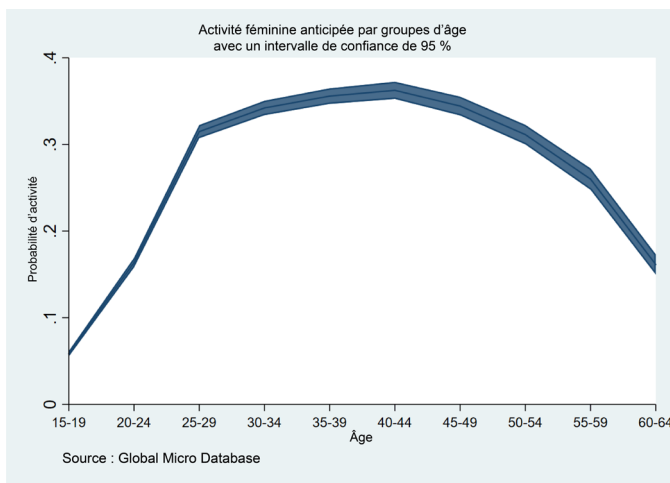
Source : Enquêtes de suivi du marché du travail égyptien de 1996, 2006, 2012 et 2018.

Note : Cette analyse est limitée aux femmes en âge de travailler (15 à 64 ans). L'activité est définie en utilisant la définition de l'emploi axée sur le marché et la définition courante du chômage. Les variables suivantes sont utilisées pour prédire les taux d'activité féminine : effets fixes par an ; variables muettes pour le groupe d'âge ; trois variables muettes pour le niveau d'instruction (études primaires, études secondaires et études postsecondaires) ; une variable muette pour le mariage ; une variable muette rurale, des effets fixes de région, trois variables muettes pour le niveau d'instruction du père, trois variables muettes pour le niveau d'instruction de la mère (enseignement primaire, secondaire ou postsecondaire) et des variables muettes de quintiles de richesse.

La figure III.5 montre que les taux d'activité féminine en Égypte et en Jordanie suivent une courbe en U inversé en fonction de l'âge et sont les plus élevés autour de 40-45 ans en Égypte et autour de 30-35 ans en Jordanie. Ces résultats cadrent avec ceux de Blagrave et Santoro (2017) qui, en se fondant sur des données du Chili, observent que le taux d'activité est faible chez les jeunes, augmente dans la force de l'âge et diminue à nouveau à l'approche de la retraite. S'ils constatent que les taux d'activité

des hommes et des femmes suivent ces tendances au Chili, ils notent toutefois un écart entre les sexes qui persiste tout au long de la vie. L'utilisation d'une autre définition du taux d'activité féminine (définitions élargies de l'emploi et du chômage) ne modifie pas la relation en forme de U inversé entre ce taux et l'âge.

Figure III.6 Taux d'activité féminine anticipés par groupes d'âge (GMD)



Note : Cette analyse est limitée aux femmes en âge de travailler (15 à 64 ans). Une personne est considérée comme appartenant à la population active, qu'elle soit employée ou non. Les variables suivantes sont utilisées pour prédire les taux d'activité des femmes : effets fixes du pays, groupes d'âge, niveau d'instruction, situation matrimoniale, variable muette rurale, nombre d'enfants dans un ménage, et accès à l'électricité et à l'eau.

Il est intéressant de souligner l'évolution de ces prévisions dans les deux pays. En Égypte, les taux d'activité féminine ont atteint leur maximum dans chaque tranche d'âge en 2006, lorsque le taux de croissance du PIB par habitant était très élevé (environ 5 %). Des tendances similaires sont également observées en Jordanie, où les taux d'activité féminine prévus sont plus élevés en 2010 et plus faibles en 2016. Le taux de croissance annuel moyen du PIB par habitant en Jordanie au cours des cinq années précédant l'enquête de 2010 était de 3 %, alors qu'il était de -2 % entre 2011 et 2015 (avant l'enquête de 2016). Le caractère procyclique du taux d'activité cadre avec les conclusions de Blagrave et Santoro concernant le Chili.

Encadré III.1. La base de données mondiale GMD de la Banque mondiale et les données sur les ménages pour sept pays de la région MENA

La base de données GMD de la Banque mondiale permet d'accéder à des microdonnées issues d'enquêtes officielles auprès des ménages et harmonisées à travers le monde. Son principal objectif est d'améliorer l'accès à des statistiques socioéconomiques comparables dans le temps et entre les pays. L'harmonisation de ces données facilite la recherche statistique sur plusieurs années et dans différents pays, ce qui permet de tirer des conclusions comparables pour la région MENA. Cette base de données interne de la Banque mondiale couvre plus de 150 pays, soit la majeure partie du monde en développement. En outre, l'accent sur les données des enquêtes auprès des ménages concernant la pauvreté, la santé et l'éducation est adapté et applicable à l'étude du marché du travail réalisée par le Bureau de l'économiste en chef pour la région MENA.

La région MENA est confrontée à un grand défi en raison de l'insuffisance des capacités statistiques et du manque de transparence des données. Les microdonnées de certains pays ne sont pas accessibles au public, ce qui réduit le nombre de pays de la région représentés. Sept pays de la région MENA sont inclus dans la GMD : Cisjordanie et Gaza, Djibouti, Égypte, Jordanie, Maroc, Tunisie et Yémen. Les données disponibles pour ces sept pays portent sur plusieurs années, ce qui permet de dresser un bilan plus complet de l'évolution des ménages. Dans un souci de fiabilité, cette analyse se limite aux données les plus récentes disponibles pour chaque pays (Cisjordanie et Gaza, 2016 ; Djibouti, 2017 ; Égypte, 2015 ; Jordanie, 2010 ; Maroc, 2013 ; Tunisie, 2015 ; et Yémen, 2014).

À Djibouti, une enquête sur les dépenses des ménages – l'Enquête djiboutienne auprès des ménages (EDAM 2017) – a été conçue et réalisée, notamment sur le terrain, et s'est achevée en décembre 2017. En Égypte, l'enquête sur les revenus, les dépenses et la consommation des ménages (HIECS) est une enquête multidimensionnelle réalisée tous les deux ans, qui couvre les ménages, la démographie, l'éducation, l'emploi, la consommation alimentaire, la détention d'actifs et le handicap. En Jordanie, l'enquête sur les revenus et les dépenses des ménages (HIES) couvre les revenus et les dépenses moyens des ménages urbains et ruraux, tant au niveau provincial que national. De même, au Maroc, l'enquête nationale sur la consommation et les dépenses des ménages (ENCDM) fournit une description détaillée des niveaux de vie et des dépenses de consommation des différents groupes socioéconomiques. Il en va de même pour les autres enquêtes réalisées en Palestine, en Tunisie et au Yémen, dont l'objectif est de recueillir des données socioéconomiques précises de manière cohérente. Le rôle de la GMD dans l'harmonisation de ces enquêtes en un unique ensemble de données de référence facilite les travaux de recherche effectués sur les marchés du travail et les conditions de travail dans le monde en développement.

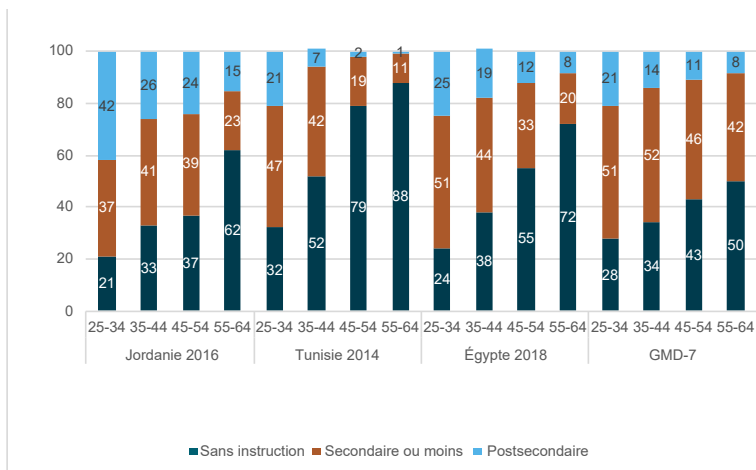
| <i>Pays</i> | <i>Années</i> | <i>Intitulé de l'enquête</i> | <i>Nombre d'observations de femmes au cours de la dernière année de l'enquête</i> | <i>Pourcentage</i> |
|---------------------|-------------------------------------|------------------------------|---|--------------------|
| Cisjordanie et Gaza | 2011, 2016 | PECS | 9 998 | 4,79 |
| Djibouti | 2012, 2013, 2017 | EDAM | 15 886 | 7,61 |
| Égypte | 2004, 2008, 2010, 2012, 2015 | HIECS | 25 982 | 12,44 |
| Jordanie | 2006, 2008, 2010 | HEIS | 30 521 | 14,61 |
| Maroc | 2000, 2006, 2013 | ENCDM, ENNVM | 38 917 | 18,63 |
| Tunisie | 2005, 2010, 2015 | NSHB CSL | 53 530 | 25,63 |
| Yémen | 2004, 2014 | HBS | 34 028 | 16,29 |
| Total | | | 208 862 | 100,00 |

Ce constat vaut pour un large éventail de pays. La figure III.6 présente les résultats d’une analyse similaire utilisant la base de données GMD (Global Micro Database) de la Banque mondiale, qui regroupe les données des enquêtes auprès des ménages provenant de sources officielles. Cette base de données couvre sept pays de la région MENA – Djibouti, Égypte, Jordanie, Maroc, Tunisie, Cisjordanie et Gaza, et Yémen – pour lesquels les équipes de la Banque mondiale ont été autorisées à accéder aux données (voir encadré III.1). Dans le cadre de ces enquêtes, le taux d’activité féminine est le plus élevé dans le groupe des 40-44 ans. La base de données GMD ne contient toutefois pas suffisamment d’informations pour permettre des calculs avec différentes définitions du taux d’activité féminine, empêchant ainsi les contrôles de robustesse de la relation entre ce taux et l’âge pour d’autres définitions. Une fois encore, il ne fait aucun doute que la dissimulation des données empêche d’analyser correctement l’un des plus importants défis pour l’action gouvernementale des pays de la région MENA, à savoir les faibles taux déclarés d’activité féminine.

Les femmes de la région MENA sont de plus en plus instruites, comme l’illustre la figure III.7, qui indique le niveau d’instruction le plus élevé pour chaque groupe d’âge en Égypte, en Jordanie et en Tunisie. Dans ces trois pays, la proportion de femmes sans diplôme d’études (barres bleu foncé) est la plus faible chez les 25-34 ans et la plus élevée dans les groupes d’âge plus avancé. Ce qui porte à croire que le manque d’instruction est particulièrement marqué chez les femmes plus âgées. En Tunisie, par exemple, 88 % des femmes de 55 à 64 ans n’ont pas de diplôme d’études, tandis que 32 % des femmes de 25 à 34 ans déclarent ne pas avoir reçu d’instruction. En revanche, la proportion de femmes ayant suivi un enseignement primaire ou secondaire, voire postsecondaire, est la plus élevée parmi les plus jeunes. Nous observons également un phénomène similaire en utilisant les données de la GMD.

▸ Les rôles de l’éducation et de la famille : résultats des décompositions de Blinder-Oaxaca.

Figure III.7 Niveau d’instruction des femmes par groupes d’âge



Source : Enquête de suivi du marché du travail jordanien 2016 ; enquête de suivi du marché du travail tunisien 2014 ; enquête de suivi du marché du travail égyptien 2018 ; base de données GMD de la Banque mondiale.
 Note : Les 7 pays de la base GMD sont : Cisjordanie et Gaza, Djibouti, Égypte, Jordanie, Maroc, Tunisie et Yémen.

Pour examiner systématiquement les différences de taux d’activité féminine, l’écart entre les jeunes femmes (25-35 ans) et les femmes plus âgées (36-64 ans) est décomposé en utilisant une méthode reposant sur celles proposées séparément par Blinder (1973) et Oaxaca (1973). Cette méthode consiste à décomposer les différences de taux d’activité entre deux groupes, sur la base de modèles de régression linéaire, en différences « expliquées » et « non expliquées » par des caractéristiques observables. La présente section cherche à savoir si les faibles taux d’activité des femmes observés dans la région MENA sont un problème générationnel, car l’éducation des femmes y est en hausse. Autrement dit, le taux d’activité des femmes augmentera-t-il avec leur niveau d’instruction ?

Les différences expliquées entre les femmes plus jeunes et plus âgées peuvent être regroupées dans trois domaines : l’éducation, la famille (notamment la situation matrimoniale ainsi que le nombre d’enfants de moins de 19 ans au sein du ménage) et d’ « autres facteurs », tels que la richesse, la région de résidence, la zone de résidence urbaine ou rurale et le niveau d’instruction des parents.

Les colonnes (1) et (2) du tableau III.7 présentent les résultats obtenus pour l'Égypte en 2018. Les taux d'activité féminine sont comparables entre les deux groupes et s'élèvent à environ 25 %. En revanche, en Jordanie, la différence de taux d'activité entre les jeunes femmes et les femmes plus âgées est de 16 points de pourcentage : 29,1 % pour les premières contre 13,3 % pour les secondes. Les résultats de la décomposition montrent que 9 points de pourcentage de cet écart sont dus aux différences observées entre les deux groupes, tandis que 7 points de pourcentage sont inexpliqués. Il est intéressant de noter qu'environ la moitié de l'écart est lié aux différents niveaux d'instruction entre les deux groupes.

Les résultats concernant la Tunisie sont plus frappants. Le taux d'activité des jeunes femmes y est de 34,8 %, contre 21,4 % pour les femmes plus âgées. L'écart entre les jeunes femmes et les femmes plus âgées y est donc d'environ 13 points de pourcentage. Les résultats de la décomposition de Blinder-Oaxaca montrent que l'écart est intégralement lié aux différences observées au niveau des caractéristiques des deux groupes. Plus important encore, cet écart s'explique presque uniquement par les différents niveaux d'instruction entre les jeunes femmes et les femmes plus âgées (12 points de pourcentage).

Enfin, les données de la GMD pour les sept pays de la région MENA dressent un portrait similaire. Le taux d'activité des jeunes femmes y est de 35 %, contre 27 % pour les femmes plus âgées. Cet écart est essentiellement lié à l'éducation (5,3 points de pourcentage) et aux facteurs familiaux (4,7 points de pourcentage).

Tableau III.7 : Décomposition de l'écart des taux d'activité entre jeunes femmes et femmes plus âgées

| VARIABLES | Égypte 2018 | | Jordanie 2016 | | Tunisie 2014 | | GMD-7 | |
|-----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | Global | Expliqué | Global | Expliqué | Global | Expliqué | Global | Expliqué |
| 36-64 ans | 0,251*** [0,005] | | 0,133*** [0,006] | | 0,214*** [0,008] | | 0,274*** [0,002] | |
| 25-35 ans | 0,244*** [0,006] | | 0,291*** [0,009] | | 0,348*** [0,015] | | 0,349*** [0,003] | |
| Différence | 0,007 [0,008] | | -0,158*** [0,010] | | -0,134*** [0,017] | | -0,075*** [0,003] | |
| Expliqué | -0,041*** [0,005] | | -0,085*** [0,007] | | -0,133*** [0,011] | | -0,096*** [0,002] | |
| Non expliqué | 0,048*** [0,009] | | -0,073*** [0,010] | | -0,001 [0,018] | | 0,020*** [0,003] | |
| Éducation | | -0,056*** [0,004] | | -0,070*** [0,005] | | -0,123*** [0,010] | | -0,053*** [0,001] |
| Famille | | 0,023*** [0,003] | | -0,001 [0,003] | | -0,016*** [0,005] | | -0,047*** [0,001] |
| Autres facteurs | | -0,008*** [0,002] | | -0,014*** [0,004] | | 0,007* [0,004] | | 0,005*** [0,001] |
| Nombre d'observations | 12 864 | 12 864 | 6 359 | 6 359 | 3 466 | 3 466 | 85 350 | 85 350 |

Sources : Enquête de suivi du marché du travail jordanien 2016 ; enquête de suivi du marché du travail tunisien 2014 ; enquête de suivi du marché du travail égyptien 2018 ; base de données GMD de la Banque mondiale.
 Note : Ce tableau utilise la méthode de Blinder-Oaxaca pour décomposer l'écart entre les taux d'activité des femmes plus jeunes (entre 25 et 35 ans) et des femmes plus âgées (entre 36 et 64 ans). Les pays dénotés « GMD-7 » sont les suivants : Cisjordanie et Gaza, Djibouti, Égypte, Jordanie, Maroc, Tunisie et Yémen. Les régressions comprennent les variables suivantes : une variable muette pour le mariage, le nombre d'enfants de moins de 19 ans, trois variables muettes pour le niveau d'instruction (pas de diplôme d'études, études primaires ou secondaires, et études postsecondaires), une variable muette rurale, des effets fixes de région, trois variables muettes pour le niveau d'instruction de la mère, trois variables muettes pour le niveau d'instruction du père (enseignement primaire, secondaire et postsecondaire) et des variables muettes de quintile de richesse. Le vecteur éducation comprend donc trois variables muettes pour le niveau d'instruction atteint, tandis que le vecteur famille comprend une variable muette pour le mariage ainsi que le nombre d'enfants au sein du ménage.

III.3 La pièce manquante : mesurer l'informel dans la région MENA

Tableau III.8 : L'emploi informel en Égypte, en Jordanie et en Tunisie

| | ÉGYPTÉ 2018 | JORDAN 2016 | TUNISIE 2014 | Définition |
|--|-------------|-------------|--------------|--|
| Emploi informel masculin (% de l'emploi total) | 79,4 | 64,8 | 71,5 | Pas de contrat de travail ou de sécurité sociale |
| Emploi informel féminin (% de l'emploi total) | 62,8 | 43,7 | 68,4 | Pas de contrat de travail ou de sécurité sociale |
| Emploi informel masculin (% de l'emploi total) | 62,8 | 29,0 | 44,3 | Pas de contrat de travail ni de sécurité sociale |
| Emploi informel féminin (% de l'emploi total) | 30,0 | 13,5 | 33,9 | Pas de contrat de travail ni de sécurité sociale |
| Emploi informel masculin (% de l'emploi total) | 67,3 | 46,5 | 57,4 | Pas de contrat de travail |
| Emploi informel féminin (% de l'emploi total) | 32,2 | 32,1 | 39,0 | Pas de contrat de travail |
| Emploi informel masculin (% de l'emploi total) | 69,3 | 41,6 | 50,3 | Pas de sécurité sociale |
| Emploi informel féminin (% de l'emploi total) | 41,1 | 22,8 | 48,2 | Pas de sécurité sociale |

Sources : Enquête de suivi du marché du travail égyptien (2018), enquête de suivi du marché du travail jordanien (2016) et enquête de suivi du marché du travail tunisien (2014).

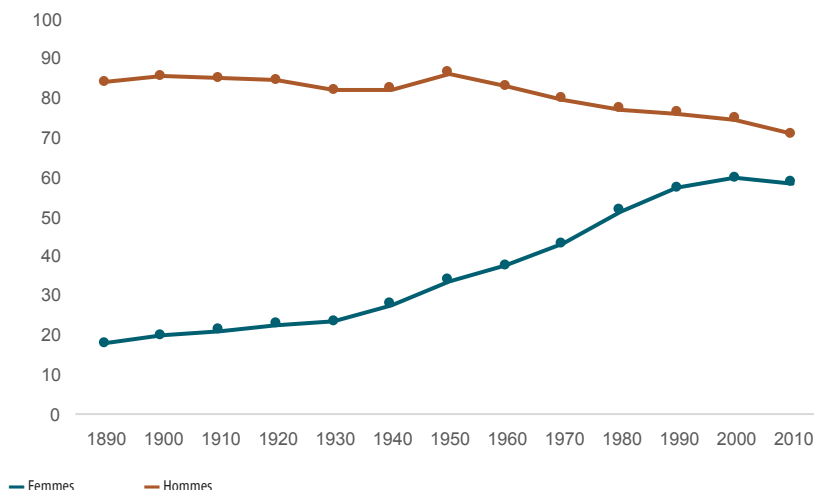
L'emploi informel dans la région MENA est un sujet délicat. Le tableau III.8 décrit l'emploi informel en pourcentage de l'emploi total, tant pour les femmes que pour les hommes, en Égypte, en Jordanie et en Tunisie. Quatre définitions de l'informel sont prises en compte : une personne est considérée comme ayant un emploi informel si elle n'a :

- pas de contrat de travail ou de sécurité sociale
- pas de contrat de travail ni de sécurité sociale
- pas de contrat de travail
- pas de sécurité sociale.

Les taux d'emploi informel sont les plus élevés lorsqu'on utilise la première définition (pas de contrat de travail ou de sécurité sociale) et les plus faibles lorsqu'on utilise la deuxième définition (pas de contrat de travail ni de sécurité sociale). Si l'on retient la deuxième définition, les hommes sont plus nombreux à occuper des emplois informels en Égypte (63 %), puis en Tunisie (44 %) et en Jordanie (30 %). Chez les femmes, l'emploi informel est le plus élevé en Tunisie (34 %) puis en Égypte (30 %), et le plus faible en Jordanie (13,5 %). Si l'on utilise les troisième ou quatrième définitions de l'informel, qui reposent sur l'existence d'un contrat de travail ou d'un accès à la sécurité sociale, respectivement, les taux se situent plus ou moins dans la fourchette moyenne entre ceux estimés à l'aide des définitions les plus restrictives et les moins restrictives.

III.4 Conflits et participation des femmes à l'activité économique

Figure III.8. Taux d'activité aux États-Unis depuis 1890

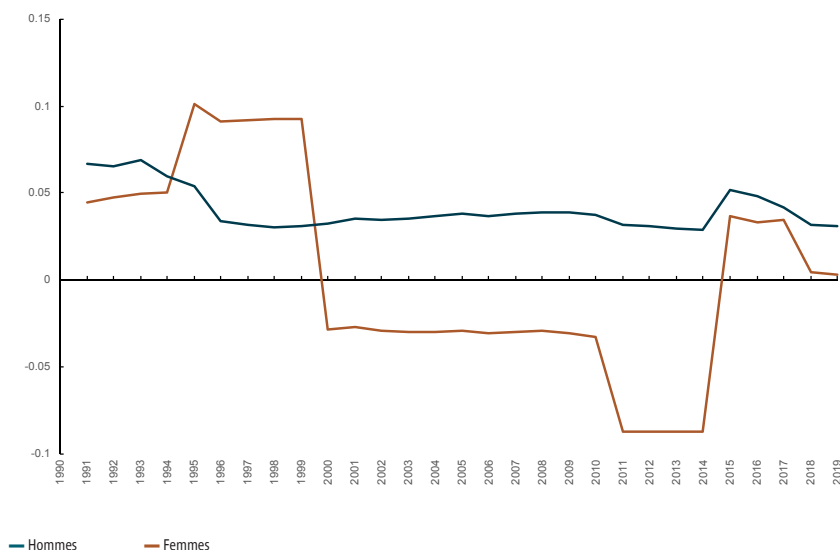


Sources : Acemoglu et Autor (2004) jusqu'à 1990 et Indicateurs du développement dans le monde pour 2000 et 2010.

Note : Les données comprennent les personnes de plus de 14 ans avant 1950, de plus de 16 ans de 1950 à 1990 et de plus de 15 ans depuis 2000.

Figure III.9. Taux d'activité au Yémen, 1990-2018

Évolution annuelle de l'activité au Yémen



Source : Calculs des auteurs à partir de données des Indicateurs du développement dans le monde.

« Rosie la riveteuse » est l'une des icônes du féminisme moderne. Cette célèbre affiche de J. Howard Miller (1942) représente une travailleuse sûre d'elle portant un bandana rouge à pois, la manche retroussée pour montrer son biceps, tout en encourageant les femmes à travailler avec le slogan « Nous pouvons le faire ! ». Au vu des faibles niveaux de participation des femmes à l'activité économique au début du XX^e siècle, cette image rappelle à quel point la guerre peut modifier la composition de la main-d'œuvre d'un pays. Sur les 16 millions d'Américains ayant rejoint les forces armées pendant la Seconde Guerre mondiale, 73 % ont été déployés à l'étranger (Acemoglu et Autor, 2004). Face à la pénurie de main-d'œuvre masculine liée à la conscription militaire et à la demande accrue d'équipements militaires due à la guerre, les employeurs se sont tournés vers les femmes pour pourvoir les postes vacants dans l'industrie (Milkman, 1982). C'est ainsi que le taux d'activité féminine a augmenté d'environ 50 % alors que quelque 6,7 millions de femmes entraient sur le marché du travail (Rose, 2018 et figure III.8). Il n'est donc pas surprenant que la Seconde Guerre mondiale soit généralement considérée comme un tournant pour la participation des femmes à l'activité économique aux États-Unis. Au niveau paradigmatique et sociétal, la diminution de l'offre de travail masculin a entraîné la fin des « marriage bars », qui excluaient les femmes mariées du travail. Avant les années 1940, et en particulier pendant la dépression, les employeurs n'embauchaient pas de femmes mariées et renvoyaient les femmes

célibataires qui se mariaient (Goldin, 1991). Bien que de nombreuses femmes entrées dans la vie active du fait de la guerre l'aient quittée dans les années 1950, les années 1940 ont connu la plus forte augmentation proportionnelle du taux d'activité féminine (Acemoglu et Autor). L'augmentation de l'offre de main-d'œuvre féminine s'est produite pour diverses raisons, dont certaines sont circonstancielles. Pour les femmes mariées, l'effet de revenu de la conscription de leur mari associé à la réduction des

tâches ménagères a augmenté leur probabilité d'intégrer le marché du travail. Le patriotisme pourrait également avoir joué un rôle dans la décision des femmes de travailler et de soutenir l'effort de guerre. Acemoglu et Autor étudient l'offre de travail des femmes en analysant les différences de taux de mobilisation de la Seconde Guerre mondiale entre les différents États. Ils constatent qu'en 1950, le taux d'activité féminine était plus élevé dans les États où le taux de conscription des hommes en âge de travailler était plus élevé en 1940.

L'impact des conflits sur le taux d'activité des femmes dans la région MENA est probablement multidimensionnel et spécifique à chaque pays. Au Yémen, des données semblent indiquer que le conflit a entraîné l'augmentation du taux d'activité féminine. Historiquement, ce taux y a été faible par rapport à celui des hommes et à celui enregistré dans des pays ayant des niveaux de revenu par habitant similaires. L'effet sur le revenu de l'emprisonnement des hommes ou de leur participation à des combats militaires actifs pendant les guerres de 1994 et 2015 au Yémen a poussé à la hausse le nombre de ménages dirigés par des femmes, comme l'illustrent les augmentations des taux de croissance annuels de l'activité féminine pendant ces années (voir figure III.9). Une analyse plus approfondie de l'impact de la guerre sur la composition de la main-d'œuvre yéménite s'impose ; le manque de statistiques officielles complètes sur la main-d'œuvre, notamment de données sectorielles, rend toutefois cette tâche difficile. Les sources les plus accessibles de statistiques du travail au Yémen sont la base de données ILOSTAT de l'OIT et les Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale, qui reposent tous deux sur des estimations et des projections modélisées.

Avant le conflit syrien de 2011, le taux d'activité féminine était d'environ 13 % en Syrie. Selon une étude de la RAND Corporation, les taux d'activité des réfugiées syriennes ont considérablement augmenté hors du pays, et atteindraient 25 % en Turquie et au Liban et 50 % en Jordanie (Constant et al., 2019). Bien que cette augmentation se soit produite en dehors de la zone de conflit, on peut avancer qu'elle a été déclenchée par l'évolution des conditions socioéconomiques découlant du conflit. Les femmes et les hommes interrogés par Constant et al. ont suggéré que les possibilités de travail des femmes étaient émancipatrices et mieux acceptées par la société.

L'Iraq illustre les différentes manières dont un conflit peut influencer la participation des femmes à l'activité économique. Avant la guerre du Golfe de 1991, le taux d'activité féminine y était en augmentation – surtout pendant la guerre Iran-Iraq (1980-88), lorsque la pénurie d'hommes en âge de travailler a entraîné l'augmentation de la participation des femmes au marché du travail et à la fonction publique (Human Rights Watch, 2003). La promotion de la femme a connu un recul après la guerre du Golfe, pour diverses raisons économiques, juridiques et politiques. Selon Human Rights Watch, les sanctions de l'ONU contre l'Iraq ont eu des répercussions excessives sur les femmes et les enfants, en particulier les jeunes filles, car les familles en proie aux difficultés économiques envoyaient leurs garçons à l'école et gardaient leurs filles à la maison. Il s'ensuit que si les conflits peuvent inciter les femmes à participer à l'activité économique, l'effet à long terme des conflits sur leur taux d'activité peut être difficile à prévoir dans la région MENA.



J. Howard Miller/War Production Co-Coordinating Committee, « We Can Do It! » HERB : Ressources pour enseignants, consulté le 4 février 2020, <https://herb.ashp.cuny.edu/items/show/1192>.

CHAPITRE IV. RÉSUMÉ DES CONCLUSIONS

Les économistes de la Banque mondiale prévoient une baisse de la production dans la région MENA en 2020. Cette annonce contraste fortement avec les prévisions publiées en octobre 2019, qui faisaient état d'une croissance de 2,6 % pour les économies de la région cette année. La révision à la baisse des prévisions de croissance de 3,7 points de pourcentage donne une idée des coûts associés au double choc provoqué par la pandémie de COVID-19 et l'effondrement des prix du pétrole.

Cependant, ces prévisions ne modifient en rien l'image que renvoie cette région confrontée au triple défi d'une faible croissance à long terme du PIB par habitant, d'une situation macroéconomique fragile et de marchés du travail faméliques. Le présent rapport fait valoir que le manque de données et de transparence observé dans la région a contribué à ces résultats à long terme. De nombreux pays de la région MENA ont une capacité de production statistique insuffisante ou empêchent l'accès aux données. Et pourtant, des données fiables et accessibles, associées à des définitions claires des indicateurs clés, ingrédients essentiels de la transparence, permettent non seulement d'améliorer l'élaboration des politiques au fil du temps, mais aussi de réduire la méfiance et les troubles sociaux. De fait, le rapport établit une corrélation empirique forte et positive entre la transparence statistique d'un pays et sa croissance économique à long terme.

Le rapport attire l'attention sur deux domaines – la fragilité macroéconomique et les mesures relatives au marché du travail – où le manque de données et de transparence observé dans les pays de la région MENA affaiblit la crédibilité et entrave l'élaboration de bonnes politiques. Premièrement, il présente une batterie de tests sur les vulnérabilités des comptes courants et des comptes budgétaires dans la région et le reste du monde. Alors que les analyses de la viabilité des déséquilibres extérieurs ne souffrent vraisemblablement pas du manque de transparence, la crédibilité des analyses de viabilité de la dette dépend de manière critique de la transparence des données. Les systèmes de communication de données sur la dette publique varient fortement selon les pays de la région. Les économistes de la Banque mondiale et les autres analystes externes n'ont pas accès aux informations concernant de nombreux types de dette publique. Les résultats des analyses sur la fragilité macroéconomique de la région MENA doivent donc être considérés avec circonspection, car la publication de données pertinentes peut sensiblement modifier les conclusions, qu'elles soient bonnes ou mauvaises.

Deuxièmement, les analyses actuelles de la situation du marché du travail dans la région MENA souffrent d'incohérences au niveau des données et des définitions. Les pays de la région utilisent diverses définitions de l'emploi, qui ont une incidence sur les indicateurs du chômage et de l'emploi informel, et ne sont guère harmonisées entre ces pays et avec les normes internationales. Il n'a pas été possible de confirmer les taux de chômage officiels en utilisant des sources indépendantes de données historiques sur la main-d'œuvre représentatives de la situation nationale dans trois pays où elles sont disponibles. Parallèlement, accéder aux enquêtes officielles sur la main-d'œuvre sur lesquelles reposent les taux de chômage officiels est une véritable gageure pour la Banque mondiale, et encore plus pour la société civile de la région.

De meilleures données et une plus grande transparence sont nécessaires pour permettre des analyses économiques crédibles et un débat public éclairé, qui pourraient conduire à l'amélioration des politiques, au renforcement de la confiance de la société et à l'accélération du développement économique à long terme. Mettre les données au service du développement est une priorité pour la Banque mondiale, comme en témoigne le Rapport sur le développement dans le monde 2021 qui sera consacré au rôle des données dans le processus de développement. La Banque mondiale peut servir de catalyseur à l'amélioration des données dans la région MENA. Elle peut fournir des arguments et des preuves concernant le rôle positif de la transparence des données dans l'élaboration des politiques. L'évaluation comparative des capacités statistiques des pays pourrait fortement inciter ces derniers à améliorer leur écosystème de données. La Banque mondiale a fourni et peut continuer de fournir une assistance technique pour améliorer les capacités statistiques des pays, par exemple en contribuant à la réalisation des enquêtes auprès des entreprises et des ménages, ou en numérisant les données pour les rendre accessibles au public tout en dépersonnalisant les microdonnées dans le but de protéger la confidentialité des renseignements des citoyens et des entreprises. Elle bénéficie aussi directement du renforcement des capacités statistiques, car l'amélioration des données permet d'augmenter la précision des analyses économiques et donc la qualité des politiques recommandées. Les éléments exposés dans le présent rapport et la poursuite de notre collaboration pourront nous aider à favoriser la transition de la région MENA vers une société plus transparente, plus prospère et plus pacifique dans un avenir proche.

Bibliographie

- Acemoglu, Daron and David H. Autor. 2004. "Women, War, and Wages: The Effect of Female Labor Supply on the Wage Structure at Midcentury." *Journal of Political Economy* 11(3): 497-551.
- Alnashar, Sara. 2019. "What are the drivers of Egypt's government debt?" ERF Working Paper No. 1376
- An, Zidong, João Tovar Jalles and Prakash Loungani. 2018. "How Well Do Economists Forecast Recessions?" IMF Working Papers 18/39 International Monetary Fund.
- Arezki, Rabah; Lederman, Daniel; Abou Harb, Amani; Fan, Rachel Yuting; Nguyen, Ha. 2019. "Reforms and External Imbalances: The Labor-Productivity Connection in the Middle East and North Africa" Middle East and North Africa Economic Update (April), World Bank, Washington, DC.
- Arezki, Rabah; Ait Ali Slimane, Meriem; Barone, Andrea; Decker, Klaus; Detter, Dag; Fan, Rachel Yuting; Nguyen, Ha; Miralles Murciego, Graciela; Senbet, Lemma. 2020. "Reaching New Heights: Promoting Fair Competition in the Middle East and North Africa." Middle East and North Africa Economic Update (October), Washington, DC: World Bank
- Arezki, Rabah and Rachel Yuting Fan. 2020. "Oil price wars in a time of Covid-19". VoxEU blog. <https://voxeu.org/article/oil-price-wars-time-covid-19>
- Arezki, Rabah and Ha Nguyen. 2020. "Coping with a Dual Shock: COVID-19 and Oil Prices". In Baldwin, Richard and Beatrice Weder di Mauro (Ed.) *Economics in the Time of COVID-19*. CEPR Press VoxEU.org eBook
- Ball, Carolyn. 2009. "What is Transparency?" *Public Integrity*, 11 (4): 293-308
- BBC. 2020. Andrew Marr Show: Interview with South Korean Foreign Minister. <http://news.bbc.co.uk/2/shared/bsp/hi/pdfs/15032002.pdf>
- Blinder, Alan S. 1973. "Wage Discrimination: Reduced Form and Structural Estimates". *Journal of Human Resources*. 8 (4): 436–455
- Blagrove, Patrick and Marika Santoro. 2017. "Labor Force Participation in Chile: Recent Trends, Drivers, and Prospects". IMF Working Paper WP/17/54
- Cady, John. 2005. "Does SDDS Subscription Reduce Borrowing Costs for Emerging Market Economies?" IMF Staff Papers, 52(3): 1-6.
- Clementi, Fabio, Haider Khan, Vasco Molini, Francesco Schettino and Khalid Soudi. 2019. "Polarization and Its Discontents: Morocco before and after the Arab Spring." World Bank Policy Research Working Paper Series 9049.
- Constant, Louay, Shanthi Nataraj, and Fadia Afashe. 2019. "As Refugees Syrian Women Find Liberation in Working." RAND Corporation. Accessed 30 January 2020. <https://www.rand.org/blog/2019/02/as-refugees-syrian-women-find-liberation-in-working.html>
- Correia, Sergio, Stephan Luck and Emil Verner. 2020. "Pandemics Depress the Economy, Public Health Interventions Do Not: Evidence from the 1918 Flu", mimeo
- Das, Jishnu, Quy-Toan Do, Karen Shaines, and Sowmya Srikant. 2013. "U.S. and them: The Geography of Academic Research" *Journal of Development Economics* 105: 112–130
- Debrun, Xavier, Jonathan D. Ostry, Tim Willems, and Charles Wyplosz. 2019. "Public Debt Sustainability." CEPR Discussion Paper DP14010.
- Finel, Bernard I., and Kristin M. Lord. 1999. "The Surprising Logic of Transparency." *International Studies Quarterly* 43, no. 2:315–339.
- Focus Economics. 2020. Focus Economics Consensus Forecast: Middle East & North Africa – March 2020
- Foreign Affairs. 2020. "How Civic Technology Can Help Stop a Pandemic" (March 20, 2020). <https://www.foreignaffairs.com/articles/asia/2020-03-20/how-civic-technology-can-help-stop-pandemic>
- Gali, Jordi. 2020. "Helicopter money: the time is now". VoxEU blog. <https://voxeu.org/article/helicopter-money-time-now>

- Goldin, Claudia D. 1991. "The Role of World War II in the Rise of Women's Employment." *The American Economic Review* 81(4):741-756.
- Hoogeveen, Johannes. 2018. "A social contract indicator for sub-Saharan Africa". Unpublished.
- Hollyer, James, B. Peter Rosendorff, and James Raymond Vreeland. 2011. "Democracy and Transparency." *Journal of Politics* 73 (4): 1191–205.
- Human Rights Watch. 2003. "Background on Women's Status in Iraq Prior to the Fall of the Saddam Hussein Government." Accessed 30 January 2020. <https://www.hrw.org/report/2003/11/21/background-womens-status-iraq-prior-fall-saddam-hussein-government>
- Islam, Roumeen. 2006. "Does More Transparency Go along with Better Governance?" *Economics and Politics* 18 (2): 121–67.
- Ilzetzki, Ethan, Carmen Reinhart and Kenneth Rogoff. 2019. "Exchange Arrangements Entering the 21st Century: Which Anchor Will Hold?" *Quarterly Journal of Economics*, 134:2, 599–646
- International Monetary Fund (IMF). 2011. "When and How to Adjust Beyond the Business Cycle? A Guide to Structural Fiscal Balances". Technical Notes and Manuals. IMF: Fiscal Affairs Department.
- 2013. "External Balance Assessment (EBA) Methodology"
- 2017. "Guidance note on the Bank-Fund Debt Sustainability Framework for Low Income Countries"
- Lopez-Cordova, Ernesto. 2020. "A Slowdown of China's Economy and its Impact on the Demand for Tourism Services", Brief
- Kose, M. Ayhan; Peter Nagle, Franziska Ohnsorge, and Naotaka Sugawara. 2020. *Global Waves of Debt: Causes and Consequences*. Washington, DC: World Bank.
- Kubota, Megumi and Albert Zeufack. 2020. "Assessing the Returns on Investment in Data Openness and Transparency". Policy Research Working Paper WPS 9136. Washington, D.C.: World Bank Group.
- Mendoza, Enrique G. and Jonathan D. Ostry. 2008. "International evidence on fiscal solvency: Is fiscal policy "responsible"?" *Journal of Monetary Economics* 55(6): 1081-1093.
- Milkman, Ruth. 1982. "Redefining "Women's Work": The Sexual Division of Labor in the Auto Industry during World War II." *Feminist Studies* 8(2):336-372.
- Mitchell, Ronald B. 1998. "Sources of Transparency: Information Systems in International Regimes." *International Studies Quarterly* 42(1):109–130.
- Oaxaca, Ronald. 1973. "Male-Female Wage Differentials in Urban Labor Markets". *International Economic Review*. 14 (3): 693–709
- Reuters, 2019. "Lebanon a 'beautiful idea' in need of a reboot, say protesters" (November 7, 2019). <https://www.reuters.com/article/us-lebanon-protests-nation/lebanon-a-beautiful-idea-in-need-of-a-reboot-say-protesters-idUSKBN1XH1KC>
- Rose, Evan K. 2018. "The Rise and Fall of Female Labor Force Participation during World War II in the United States." *The Journal of Economic History* 78(3):1-39.
- United Nations. 2017. "World Population Prospects: The 2017 Revision" Department of Economic and Social Affairs, Population Division.
- Vegh, C A, G Vuletin, D Riera-Crichton, J P Medina, D Friedheim, L Morano, and L Venturi. 2018. *From Known Unknowns to Black Swans: How to Manage Risk in Latin America and the Caribbean*. LAC Semiannual Report, World Bank.
- Williams, Andrew. 2009. "On the Release of Information by Governments: Causes and Consequences." *Journal of Development Economics* 89: 124–38.
- World Bank. 2013. *Opening Doors: Gender Equality and Development in the Middle East and North Africa*. Washington, DC: World Bank.
- Reuters. 2020. "Iranian oil minister confirms OPEC agreed a 1.5 million bpd cut". <https://www.reuters.com/article/us-opec-meeting-iran/iranian-oil-minister-confirms-opec-agreed-a-15-million-bpd-cut-idUSKBN20S1JA>

Annexes

Annexe A : Estimation de la relation entre la capacité statistique et la croissance économique

Plusieurs modèles d'estimation sont utilisés pour étudier la relation entre les indices de capacité statistique à partir d'un échantillon de 146 économies examinées entre 2005 et 2018. Les données relatives à la Cisjordanie et Gaza ne sont disponibles que pour la période comprise entre 2009 et 2018. Un modèle transversal est estimé en utilisant la différence logarithmique du PIB par habitant entre 2005 et 2018 comme variable dépendante régressée sur les niveaux de l'indice de capacité statistique pour 2005 et d'autres covariables (Modèle : OLS – Régression transversale), tel que présenté dans l'équation (A1).

$$Grwth_{i,05-18} = \alpha + \beta_1 Data_{i,05} + \beta_2 GDPpc_{i,05} + \beta_3 MFG_{i,05} + \beta_4 AG_{i,05} + \beta_5 Sch_{i,05} + \beta_6 Trade_{i,05} + \beta_p Polnst_{i,05} + \varepsilon_i \quad (A1)$$

où $Grwth$ est la croissance du PIB par habitant (en différence logarithmique) pour l'économie i entre 2005 et 2018. $Data$ représente la capacité statistique globale de l'économie i en 2005. Toutes les variables explicatives concernent l'année 2005. Il s'agit notamment du niveau de PIB par habitant ($GDPpc$), de la composition sectorielle de l'économie, c'est-à-dire la valeur ajoutée manufacturière en pourcentage du PIB (MFG) et la valeur ajoutée agricole en pourcentage du PIB (AG), le taux de scolarisation dans le primaire (Sch) et les échanges commerciaux en pourcentage du PIB ($Trade$). $Polnst$ est un vecteur de développement des institutions politiques obtenu à partir de certains des indicateurs de gouvernance dans le monde définis par la Banque mondiale, tels que la stabilité politique, la voix et la responsabilité, l'état de droit et la lutte contre la corruption. Enfin, ε est le terme d'erreur.

Une autre estimation peut être obtenue à partir d'estimations sur données de panel intégrant des effets aléatoires du pays et des effets fixes de l'année (équation A2).

$$Grwth_{it} = \alpha + \beta_1 Data_{i,t} + \beta_2 GDPpc_{i,t-1} + \beta_3 MFG_{i,t} + \beta_4 AG_{i,t} + \beta_5 Sch_{i,t} + \beta_6 Trade_{i,t} + \beta_p Polnst_{i,t} + v_i + \tau_t + \varepsilon_{it} \quad (A2)$$

$Grwth$ est la différence logarithmique du PIB par habitant pour l'économie i entre le temps t et $t-1$. $Data$ représente la capacité statistique globale de l'économie i au temps t . $GDPpc_{i,t-1}$ fait référence au logarithme du PIB par habitant au temps $t-1$. Toutes les autres covariables sont identiques à celles de l'équation A1 au temps t . Enfin, v_i est l'effet aléatoire du pays, τ_t l'effet fixe de l'année et ε_{it} le terme d'erreur (Modèle : Effets aléatoires du pays et effets fixes de l'année).

Nous pouvons également estimer l'équation A2 avec une capacité statistique décalée et d'autres covariables, comme indiqué dans l'équation A3 (Modèle : Effets aléatoires du pays et effets fixes de l'année — [avec covariables décalées]).

$$Grwth_{it} = \alpha + \beta_1 Data_{i,t-1} + \beta_2 GDPpc_{i,t-1} + \beta_3 MFG_{i,t-1} + \beta_4 AG_{i,t-1} + \beta_5 Sch_{i,t-1} + \beta_6 Trade_{i,t-1} + \beta_p Polnst_{i,t-1} + v_i + \tau_t + \varepsilon_{it} \quad (A3)$$

En outre, étant donné que les effets au niveau des pays sont susceptibles d'être corrélés avec le PIB par habitant décalé, entraînant ainsi des estimations incohérentes, nous construisons des estimateurs sur données de panel par la méthode des moments généralisés en système (GMM système) en utilisant des spécifications dans lesquelles l'indice de capacité statistique et d'autres covariables sont inclus simultanément (Modèle : GMM système) ou sont décalés (Modèle : GMM système — [avec covariables décalées]).

Quels que soient les modèles ou les spécifications retenue(s), les résultats montrent une relation positive entre la capacité statistique et la croissance économique. Les résultats de la régression sont disponibles sur demande. La perte macroéconomique due à la baisse de l'indice de capacité statistique dans la région MENA est indiquée pour tous les modèles dans le tableau A1.

Tableau A1 : Perte macroéconomique de PIB due à la baisse de l'indice de capacité statistique dans la région MENA (2005-2018)

| Modèle | Perte de PIB par habitant (%) |
|--|-------------------------------|
| Effets aléatoires du pays et effets fixes de l'année | 7,4 |
| Effets aléatoires du pays et effets fixes de l'année – (avec covariables décalées) | 9,2 |
| GMM système | 10,6 |
| GMM système — (avec covariables décalées) | 9,9 |
| OLS — Régression transversale | 13,8 |

*Les résultats et calculs de régression sont disponibles sur demande auprès des auteurs. Les détails des modèles sont expliqués à l'annexe A.

Tableau A2 : Définitions relatives à la mesure de la capacité statistique

| Mesure de la capacité statistique (2005-2018) | Définition |
|--|---|
| Capacité statistique globale (0 – 100) | Moyenne de trois sous-indicateurs : données sources, méthodologie, et périodicité et actualité des indicateurs socioéconomiques |
| Données sources (disponibilité et périodicité de microdonnées) (échelle 0 – 100) | Appelé «Évaluation des données sources de la capacité statistique» dans l'ensemble de données sur la capacité statistique, ce sous-indicateur traduit le degré de conformité des activités de collecte de données d'un pays au regard des recommandations internationales en matière de périodicité, ainsi que la disponibilité de données issues de systèmes administratifs et leur fiabilité à des fins d'estimation statistique. Plus précisément, les critères retenus sont la périodicité des recensements de la population et de l'agriculture, la périodicité des enquêtes sur la pauvreté et la santé ainsi que l'exhaustivité de la couverture du système d'enregistrement des faits d'état civil. |
| Méthodologie (normes internationales) (échelle 0 – 100) | Appelé «Évaluation méthodologique de la capacité statistique» dans l'ensemble de données sur la capacité statistique, ce sous-indicateur porte sur la méthodologie statistique qui mesure la capacité d'un pays à respecter les normes et méthodes recommandées au niveau international. Cet aspect est saisi par l'évaluation des lignes directrices et procédures utilisées pour compiler les statistiques macroéconomiques et des pratiques de communication et d'estimation des données sociales. Les pays sont évalués en fonction d'un ensemble de critères tels que l'utilisation d'une nouvelle année de référence pour les comptes nationaux, le recours à l'édition la plus récente du manuel de la balance des paiements, la communication des données sur la dette extérieure, le respect de la Norme spéciale de diffusion des données (NSDD) du Fonds monétaire international et la transmission des données sur la scolarisation à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). |
| Périodicité et actualité des principaux indicateurs socioéconomiques (échelle 0 – 100) | Appelé «Évaluation de la périodicité et de l'actualité de la capacité statistique» dans l'ensemble de données sur la capacité statistique, ce sous-indicateur examine la disponibilité et la périodicité des principaux indicateurs socioéconomiques, dont neuf sont des indicateurs liés aux Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Il vise à déterminer la mesure dans laquelle les données sources collectées sont transformées en statistiques actualisées et rendues accessibles aux utilisateurs en temps opportun. Les critères utilisés comprennent des indicateurs sur la pauvreté monétaire, la santé maternelle et infantile, le VIH/sida, le taux d'achèvement des études primaires, l'égalité hommes-femmes, l'accès à l'eau et la croissance du PIB. |

Annexe B : Modèle du MNACE pour le compte des transactions courantes

Cette section est basée sur la méthodologie d'évaluation du solde extérieur du FMI (IMF, 2013). À partir de sources diverses, nous avons constitué un ensemble de données reflétant les principaux indicateurs économiques des pays du monde²⁰.

Plus précisément, nous avons entrepris d'identifier les déséquilibres des comptes courants qui ne peuvent être expliqués sur la base des indicateurs fondamentaux d'un pays. Pour ce faire, nous avons utilisé l'équation de régression suivante :

$$CA_{i,t} = \beta_0 + \text{YoungDep}_{i,t} + \text{OldDep}_{i,t} + \text{AgingSpeed}_{i,t} + \text{EGrowth}_{i,t} + \text{RelativeGDP}_{i,t-1} \\ + \text{RelativeGDP}_{i,t-1} * \text{ChinnIto}_{i,t} + \text{ChinnIto}_{i,t} + \Delta \text{NetComPI}_{i,t-1} + \Delta \text{NetComPI}_{i,t} + fe_i \\ + fe_t + \varepsilon_{i,t} \quad (\text{B1})$$

La variable dépendante $CA_{i,t}$ représente le solde des transactions courantes en pourcentage du PIB. Les données sont tirées des Perspectives de l'économie mondiale.

$\text{YoungDep}_{i,t}$ représente le rapport entre les jeunes dépendants (moins de 15 ans) et la population active (15-64 ans). La régression tient aussi compte de la dépendance des personnes âgées, $\text{OldDep}_{i,t}$ représentant le rapport entre les personnes dépendantes d'âge avancé (plus de 64 ans) et la population active. Une variable de vitesse de vieillissement est également incluse pour mesurer la variation annuelle de la dépendance des personnes âgées. Les données sont tirées des Nations Unies (United Nations, 2017).

$E \text{Growth}_{i,t}$ représente l'accélération attendue de la croissance d'un pays, correspondant à la différence entre la prévision pour l'année suivante et la prévision pour l'année courante. Les prévisions de croissance proviennent des données historiques des Perspectives de l'économie mondiale.

$\text{RelativeGDP}_{i,t-1}$ représente le PIB réel en parité de pouvoir d'achat (PPA) par travailleur, par rapport à celui des États-Unis au temps t-1 (productivité relative). $\text{RelativeGDP}_{i,t-1} * \text{ChinnIto}_{i,t}$ rend compte de l'idée selon laquelle les flux de capitaux vers les pays pauvres dépendent également de l'ouverture financière de ces pays. Les données du PIB réel en PPA proviennent des Perspectives de l'économie mondiale.

L'indice de Chinn-Ito mesure l'ouverture du compte de capital (Chinn et Ito, 2006).

$\Delta \text{NetComPI}_{i,t}$ et $\Delta \text{NetComPI}_{i,t-1}$ correspondent respectivement à la variation logarithmique de l'indice des prix des produits de base et à son premier décalage. La variable est construite comme suit. Dans un premier temps, suivant Bruckner et Arezki (2012), un indice du prix des produits de base est calculé selon $\text{ComPI}_t = \prod_c \text{Price}_{c,t}^{\theta_c}$ où θ_c est l'exposition à long terme du pays au produit de base c θ_c est calculé comme la part moyenne des exportations nettes du pays pour le produit de base c sur le PIB du pays. $\text{Price}_{c,t}$ est le prix mondial du produit de base c au temps t. Ensuite, toujours suivant Bruckner et Arezki, nous introduisons une variation de l'indice des prix des produits de base selon $\Delta \log(\text{ComPI})_t = \log(\text{ComPI}_t) - \log(\text{ComPI}_{t-1})$. Les prix des produits de base proviennent du FMI, les données relatives aux échanges commerciaux de la base de données Comtrade des Nations Unies, et les données relatives aux PIB nominaux des Indicateurs du développement dans le monde.

fe_i sont les effets fixes relatifs au pays, et fe_t les effets fixes relatifs au temps. $\varepsilon_{i,t}$ est le résidu de la régression, c'est-à-dire la composante « inexplicite » du compte courant.

Les données relatives au régime de change sont tirées de Ilzetzki et al. (2019). Nous avons remanié le code de classification en faisant correspondre la catégorie 1 à des « taux de change fixes », les catégories 2 et 3 à des « taux de change à flottement contrôlé » et les catégories 4 et 5 à des « taux de change à flottement libre ». Voir le tableau B1 pour un résumé des statistiques.

20 Les données sont tirées des sources suivantes : Forum économique mondial, Indicateurs du développement dans le monde, Penn World Table, Chinn et Ito (2006) et Réserve fédérale des États-Unis.

Tableau B1. Résumé des statistiques

Monde

| | <i>Nombre de pays</i> | <i>N</i> | <i>Moyenne</i> | <i>Médiane</i> | <i>Min</i> | <i>Max</i> |
|---|-----------------------|----------|----------------|----------------|------------|------------|
| Dépendance des jeunes (%) | 189 | 11 083 | 62,062 | 65,791 | 14,898 | 113,702 |
| Dépendance des personnes âgées (%) | 188 | 11 083 | 10,186 | 7,513 | 0,874 | 37,5 |
| Vitesse de vieillissement (%) | 188 | 10 897 | 0,095 | 0,046 | -1,154 | 1,563 |
| Variation de croissance prévue | 188 | 5 203 | 0,457 | 0,213 | -230,834 | 151,992 |
| PIB/travailleur par rapport aux USA (t-1) | 181 | 6 619 | 0,354 | 0,2 | 0,011 | 6,452 |
| Indice de Chinn-Ito | 175 | 7 319 | 0,452 | 0,416 | 0 | 1 |
| Variation logarithmique de l'indice net des prix des produits de base (t) | 188 | 6 470 | 0 | 0 | -0,357 | 0,28 |
| Taux à flottement contrôlé | 183 | 10 430 | 0,356 | 0 | 0 | 1 |
| Taux à flottement libre | 183 | 10 430 | 0,075 | 0 | 0 | 1 |

MENA

| | <i>Nombre de pays</i> | <i>N</i> | <i>Moyenne</i> | <i>Médiane</i> | <i>Min</i> | <i>Max</i> |
|---|-----------------------|----------|----------------|----------------|------------|------------|
| Dépendance des jeunes (%) | 19 | 1 199 | 65,64 | 69,678 | 15,237 | 113,702 |
| Dépendance des personnes âgées (%) | 19 | 1 199 | 6,013 | 6,043 | 0,874 | 15,748 |
| Vitesse de vieillissement (%) | 19 | 1 180 | 0,024 | 0,015 | -0,653 | 0,602 |
| Variation de croissance prévue | 18 | 561 | 0,145 | 0,198 | -230,834 | 151,992 |
| PIB/travailleur par rapport aux USA (t-1) | 18 | 689 | 0,719 | 0,313 | 0,04 | 6,452 |
| Indice de Chinn-Ito | 19 | 934 | 0,561 | 0,656 | 0 | 1 |
| Variation logarithmique de l'indice net des prix des produits de base (t) | 18 | 782 | 0,001 | 0 | -0,315 | 0,236 |
| Taux à flottement contrôlé | 19 | 1 172 | 0,397 | 0 | 0 | 1 |
| Taux à flottement libre | 19 | 1 172 | 0,015 | 0 | 0 | 1 |

Le modèle du MNACE relatif aux déterminants du compte courant comporte trois spécifications. La spécification intérieure inclut les effets fixes relatifs au pays et au temps. Les effets fixes du temps rendent compte des effets des facteurs mondiaux communs qui s'exercent durant une année donnée sur les positions des comptes courants de tous les pays. Les effets fixes du pays rendent compte des effets des facteurs non observables propres à un pays et variables dans le temps (comme les préférences de consommation) qui s'exercent sur la position du compte courant de chaque pays. Cette spécification étudie les effets des fondamentaux à l'intérieur des pays. La spécification groupée ne tient compte que des effets fixes du temps et non des effets fixes du pays. Elle permet d'étudier les effets des fondamentaux sur les positions des comptes courants dans les différents pays et dans le temps. La spécification comparative part de la moyenne de la position du compte courant et des fondamentaux au fil des ans pour un pays donné, puis examine l'effet des fondamentaux moyens sur le compte courant moyen des différents pays. Les résidus des régressions représentent la partie des comptes courants non expliquée par les fondamentaux.

Avec la spécification groupée (première colonne du tableau B2), les fondamentaux présentent les signes attendus. Les coefficients de dépendance des jeunes et des personnes âgées sont négatifs. Le coefficient de $-0,148$ implique qu'une augmentation de 1 % de la dépendance des personnes âgées est associée à une baisse de 0,15 point de pourcentage du solde courant, mesurée par rapport au PIB. Pour mettre les choses en perspective, précisons que la dépendance des personnes âgées dans la région MENA (moyenne simple) est passée de 5,82 % en 2007 à 6,29 % en 2017. Notons également que la dépendance des personnes âgées a un effet plus négatif sur le solde courant que la dépendance des jeunes. En effet, une augmentation de 1 % de la vitesse de vieillissement est associée à une hausse de 4,4 % du solde courant. Une augmentation d'1 point de pourcentage de croissance est quant à elle associée à une baisse de 0,3 % du solde courant. Lorsque le compte de capital est complètement fermé (l'indice de Chinn-Ito prend alors la valeur 0), une baisse d'1 point de pourcentage de la productivité relative (par rapport à celle des États-Unis) est associée à une baisse de 0,16 point de pourcentage du solde courant. Il convient de relever que sur les dix dernières années, la moyenne simple de la productivité du travail par rapport à celle des États-Unis n'a cessé de diminuer dans la région MENA, passant d'environ 56 % en 2007 à près de 46 % en 2017. Sur la base d'un même niveau de productivité relative, une ouverture complète du compte de capital (valeur de l'indice de Chinn-Ito égale à 1) est associée à un solde courant inférieur de 7 points de pourcentage par rapport à une fermeture complète du compte de capital, un afflux plus élevé de capitaux étant attendu. Une augmentation de 1 % de l'indice net des prix des produits de base durant l'année en cours est associée à une augmentation de 59 points de pourcentage du solde des transactions courantes alors qu'une hausse de 1 % de cet indice l'année précédente est liée à une progression de 38 points de pourcentage du solde courant. Il est intéressant de constater qu'aucune des variables du régime de change n'est statistiquement significative, ce qui implique que les régimes de change n'ont pas d'effet différentiel systématique sur le compte courant.

En ce qui concerne les autres spécifications (colonnes 2 et 3 du tableau B2), les fondamentaux ont des effets très similaires, à une exception près. Dans le cas de la spécification comparative, la croissance prévue présente une association positive avec le compte courant. Cela signifie qu'un pays qui fait état, en moyenne, d'une plus forte accélération de la croissance, tend à afficher un solde courant supérieur.

Pour déterminer si les résultats du modèle sont influencés par l'effet des fondamentaux sur les taux d'épargne nationale, nous avons utilisé un modèle auxiliaire portant sur ces derniers. Les effets des fondamentaux sur les taux d'épargne sont, en gros, semblables aux effets sur les soldes courants²¹. La dépendance des personnes âgées et la dépendance des jeunes présentent une corrélation significative avec un niveau plus bas d'épargne. Une plus forte productivité globale relative du travail est associée à un taux d'épargne plus élevé et, pour le même niveau de productivité relative, l'ouverture financière est associée à un taux d'épargne inférieur (en raison de l'afflux de capitaux). De même, une hausse de l'indice des produits de base est associée à une forte augmentation des taux d'épargne. Ces constatations laissent donc penser que les éléments déterminants du compte courant agissent probablement sur le taux d'épargne nationale.

²¹ Les résultats du modèle sur les taux d'épargne nationale sont disponibles sur demande.

Tableau B2. Estimation des déterminants des soldes courants à l'aide du modèle MNACE

| VARIABLES | (1) Spécification groupée | (2) Spécification intérieure | (3) Spécification comparative |
|--|------------------------------|---------------------------------|----------------------------------|
| Dépendance des jeunes (%) | -0,0223* (0,0117) | -0,0509 (0,0351) | -0,0771* (0,0435) |
| Dépendance des personnes âgées (%) | -0,148*** (0,0510) | 0,166 (0,114) | -0,420*** (0,138) |
| Vitesse de vieillissement (%) | 4,425*** (0,767) | 1,912*** (0,700) | 7,943 (5,107) |
| Variation de croissance prévue | -0,293 (0,289) | -0,361 (0,295) | 1,572** (0,748) |
| Productivité relative (t-1) | 15,75*** (2,437) | 39,70*** (11,50) | |
| Indice de Chinn-Ito | 0,129 (0,602) | 5,992*** (1,603) | -1,000 (2,060) |
| Chinn-Ito x productivité relative (t-1) | -7,005*** (2,443) | -28,74*** (7,267) | 3,423 (3,944) |
| Indice net des prix des produits de base, (t) | 59,67*** (8,015) | 56,97*** (7,407) | 1,964*** (601,0) |
| Indice net des prix des produits de base, (t-1) | 38,38*** (6,958) | 36,13*** (5,991) | -2,080*** (709,0) |
| Taux à flottement contrôlé | 0,326 (0,520) | -1,129 (0,796) | 1,662 (1,530) |
| Taux à flottement libre | 0,279 (1,108) | -0,828 (1,263) | -2,023 (3,534) |
| Taux à flottement contrôlé x productivité relative (t-1) | 2,366 (1,515) | -4,170 (2,784) | 3,895 (2,466) |
| Taux à flottement libre x productivité relative (t-1) | -2,141 (1,796) | -3,571 (3,094) | -0,116 (3,673) |
| Productivité relative (t-1) | | | 4,481 (3,957) |
| Constante | -5,200*** (1,640) | -1,884 (3,498) | 1,532 (4,560) |
| Observations | 4 254 | 4 254 | 168 |
| R carré | 0,236 | 0,469 | 0,505 |
| Effets fixes du temps | Oui | Oui | Non |
| Effets fixes du pays | Non | Oui | Oui |
| Nombre de pays | 162 | 162 | 163 |

Erreurs-types robustes entre parenthèses

*** p<0,01; ** p<0,05; * p<0,1

Note : Les données concernent 163 pays. Pour nous assurer que la variation de l'indice des produits de base est exogène, nous excluons de grands pays comme les États-Unis, la Chine, l'Inde, le Japon et la Russie qui sont d'importants consommateurs de produits de base et dont l'activité économique pourrait influencer les prix mondiaux de ces produits. La période considérée va de 1990 à 2017. L'étude porte sur dix-huit pays de la région MENA. La Cisjordanie et Gaza n'ont pas été inclus dans les régressions en raison de l'insuffisance des données relatives au PIB, aux variations de croissance prévues et à l'indice de Chinn-Ito. L'indice de Chinn-Ito pour l'Irak devrait progressivement converger vers la moyenne de la région MENA en 2018.

Annexe C : Viabilité des finances publiques

C1. Arithmétique de la dette : solde primaire requis pour stabiliser la dette

- **Dans le cas d'un seul type de dette** : premièrement, nous considérons le scénario de référence s'agissant d'un seul type de dette. Nous commençons par une contrainte budgétaire de l'État :

$$(1 + r_t)D_{t-1} - PB_t = D_t \quad (C1)$$

Cela signifie que la nouvelle dette D_t est égale à l'ancienne dette plus les intérêts $(1+r_t)D_{t-1}$, moins le nouveau solde primaire PB_t . Tous les montants sont libellés en monnaie nationale. La division de l'équation par la production nominale du pays équivaut à :

$$\frac{D_t}{Y_t} = (1 + r_t) \frac{D_{t-1}}{Y_{t-1}} \frac{Y_{t-1}}{Y_t} - \frac{PB_t}{Y_t} \quad (C2)$$

$$\text{or, } d_t = \frac{1+r_t}{1+g_t} d_{t-1} - pb_t \quad (C3)$$

où D_t est le ratio dette-PIB, r_t le taux d'intérêt nominal et g_t la croissance du PIB nominal.

Pour stabiliser le ratio dette-PIB, à savoir $d_t = d_{t-1}$, (C3) implique que :

$$pb_t = \left[\frac{1 + r_t}{1 + g_t} - 1 \right] d_{t-1} \quad (C4)$$

De la même manière, pour stabiliser le ratio dette-PIB qui se produit lorsque $d_{t+1} = d_t$, (C4) implique que le solde primaire futur dépend du taux d'intérêt futur attendu et de la croissance de la production future attendue.

$$pb_{t+1} = \left[\frac{E(1 + r_{t+1})}{1 + Eg_{t+1}} - 1 \right] d_t \quad (C5)$$

- **Dans le cas de différents types de dette** : divers types de dette peuvent être regroupés en une dette totale assortie d'un taux d'intérêt moyen pondéré. Nous commençons par une identité comptable,

$$(1 + r_t^1)D_{t-1}^1 + (1 + r_t^2)D_{t-1}^2 - PB_t = D_t \quad (C6)$$

où D_{t-1}^1 et D_{t-1}^2 sont deux types de dettes distincts (comme la dette intérieure et la dette extérieure). (C6) équivaut à :

$$d_t = \frac{1}{1+g_t} \left[(1 + r_t^1) \frac{D_{t-1}^1}{D_{t-1}^1 + D_{t-1}^2} + (1 + r_t^2) \frac{D_{t-1}^2}{D_{t-1}^1 + D_{t-1}^2} \right] d_{t-1} - pb_t, \text{ or } d_t = \frac{1+r_t}{1+g_t} d_{t-1} - pb_t, \text{ où } r_t \text{ est le taux d'intérêt moyen pondéré, c'est-à-dire } 1 + r_t = \left[(1 + r_t^1) \frac{D_{t-1}^1}{D_{t-1}^1 + D_{t-1}^2} + (1 + r_t^2) \frac{D_{t-1}^2}{D_{t-1}^1 + D_{t-1}^2} \right].$$

De même, pour stabiliser le futur ratio dette-PIB, l'identité comptable (C6) implique un solde primaire futur requis :

$$pb_{t+1} = \left[\frac{(1 + Er_{t+1}^1)\omega_t^1 + (1 + Er_{t+1}^2)\omega_t^2}{1 + Eg_{t+1}} - 1 \right] d_t \quad (C7)$$

où ω_t^1 et ω_t^2 sont les pondérations respectives des deux types de dettes, c'est-à-dire $\omega_t^i = \frac{D_{t-1}^i}{D_{t-1}^1 + D_{t-1}^2}$.

(C7) implique que le solde primaire futur requis augmentera avec les taux d'intérêt attendus et diminuera avec un taux de croissance plus élevé. Cela signifie que si les paiements d'intérêts devaient augmenter, le pays devrait dégager un excédent budgétaire plus important pour financer ces paiements.

Prenons l'exemple où un type de dette, par exemple D_t^1 , est une dette extérieure. Le taux d'intérêt nominal attendu est égal au taux d'intérêt en devises multiplié par la dépréciation attendue du taux de change, c'est-à-dire $(1 + Er_{t+1}^1) = (1 + r_{t+1}^*) \times E(\Delta E_{t+1})$. (C7) devient

$$pb_{t+1} = \left\{ \frac{(1 + r_{t+1}^*) \times E(\Delta E_{t+1}) \omega_t^1 + (1 + Er_{t+1}^2) \omega_t^2}{1 + Eg_{t+1}} - 1 \right\} d_t \quad (C8)$$

C2. Calcul du solde primaire structurel

Le calcul du solde primaire structurel est basé sur les deux équations suivantes :

$$\log\left(\frac{R}{R^*}\right) = \theta^R \log\left(\frac{Y}{Y^*}\right) \text{ et } \log\left(\frac{G}{G^*}\right) = \theta^G \log\left(\frac{Y}{Y^*}\right),$$

où Y et Y^* sont respectivement la production réelle et la composante tendancielle de la production obtenue en appliquant un filtre de Hodrick-Prescott; R et G sont respectivement les recettes et les dépenses primaires réelles (à l'exclusion des produits et versements d'intérêts); et R^* et G^* sont respectivement les recettes et dépenses structurelles réelles (FMI, 2011). En suivant les travaux publiés et les notes techniques du FMI (2011), nous avons défini $\theta^R=1$ et $\theta^G=0$ pour calculer respectivement R^* et G^* . L'argument pour $\theta^R=1$ est que les recettes représentent une part constante de la production dans la mesure où les taux d'imposition restent inchangés. En revanche, il est difficile de penser à une composante des dépenses publiques qui soit automatiquement liée au cycle économique, d'où $\theta^G=0$. Le solde budgétaire structurel PB^* équivaut à R^*-G^* .

C3. Relation entre la dette et le solde primaire

À la suite de Mendoza et Ostry (2008), nous examinons comment le solde budgétaire primaire a réagi à la dette au cours de la période précédente. La spécification se définit comme suit :

$$pb_{it} = \beta_0 + fe_i + \beta_1 \widetilde{g}_{it} + \beta_2 \widetilde{y}_{it} + \rho d_{i,t-1} + fe_t + fe_i + \epsilon_{it} \quad (C9)$$

pb_{it} est le solde budgétaire primaire (en pourcentage de la production); \widetilde{g}_{it} et \widetilde{y}_{it} sont des fluctuations temporaires respectives des dépenses publiques et du PIB. Plus précisément, $\widetilde{g}_{it} = \log\left(\frac{G_{c,t}}{G_{c,t}^*}\right)$ et $\widetilde{y}_{it} = \log\left(\frac{Y_{c,t}}{Y_{c,t}^*}\right)$ sont les composantes cycliques obtenues par un filtre HP respectivement des dépenses publiques réelles et de la production réelle. $d_{i,t-1}$ est la dette en proportion de la production de la période précédente. fe_t et fe_i sont des effets fixes respectivement du temps et du pays. Un ρ positif montre des signes de viabilité budgétaire, car le solde primaire s'améliore lorsque la dette augmente.

Pour comparer la région MENA au reste du monde, nous appliquons la régression suivante :

$$pb_{it} = \beta_0 + fe_i + \beta_1 \widetilde{g}_{it} + \beta_2 \widetilde{y}_{it} + \rho d_{i,t-1} + \rho_2 \text{MENA} \times d_{i,t-1} + fe_t + fe_i + \epsilon_{it} \quad (C10)$$

Tableau C1 : Relation entre le solde primaire et la dette

| VARIABLES | Solde primaire/PIB | |
|---------------------------------------|-------------------------|-------------------------|
| Écart de production | 54,93*** (8,346) | 56,23*** (8,324) |
| Écart de dépenses | -54,41*** (2,654) | -54,51*** (2,646) |
| Dettes/PBI (t-1) | -0,0471*** (0,00735) | -0,0471*** (0,00733) |
| MENA x Dette/PBI (t-1) | 0,0301 (0,0230) | |
| CCG x Dette/PBI (t-1) | | -0,135*** (0,0409) |
| Pays en dév. (MENA) x Dette/PBI (t-1) | | 0,0971*** (0,0267) |
| Constante | -4,768 (3,662) | -5,213 (3,651) |
| Observations | 3854 | 3854 |
| R-carré (r ²) | 0,258 | 0,263 |
| Effets fixes du pays | 0 | 0 |
| Effets fixes de l'année | 0 | 0 |

Note : Erreurs types entre parenthèses; * p<0,10 ** p<0,05 *** p<0,01

BANQUE MONDIALE RÉGION MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
Bulletin d'information économique de la région MENA Avril 2020